

## EVIDENCE

OTTAWA, Thursday, February 25, 2021

The Standing Senate Committee on National Finance met by videoconference this day at 1 p.m. [ET] to study the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 2021.

**Senator Percy Mockler** (*Chair*) in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Senators, before we begin, I'd like to remind senators and witnesses to please keep your microphones muted at all times, unless recognized by name by the chair.

Should any technical challenges arise, particularly in relation to interpretation, please signal this to the chair or the clerk and we will work to resolve the issue. If you experience other technical challenges, please contact the ISD Service Desk with the technical assistance number provided.

The use of online platforms does not guarantee speech privacy or that eavesdropping won't be conducted. As such, while conducting committee meetings, all participants should be aware of such limitations and restrict the possible disclosure of sensitive, private and privileged Senate information. Participants should know to do so in a private area and to be mindful of their surroundings.

My name is Percy Mockler, I am a senator from New Brunswick and I am the chair of the committee. I would like to introduce the members of the committee who are participating in this meeting: Senator Boehm, Senator Dagenais, Senator M. Deacon, Senator Duncan, Senator Forest, Senator Galvez, Senator Klyne, Senator Loffreda, Senator Marshall, Senator Richards and Senator Smith. We also welcome Senator Pate.

I wish to welcome all of you and viewers across the country who may be watching on [sencanada.ca](http://sencanada.ca).

Today, we begin our study of the expenditures set out in the Supplementary Estimates (C) for the fiscal year ending March 31, 2021, which was referred to this committee on February 16, 2021, by the Senate of Canada.

For this first panel, we welcome representatives from the Treasury Board Secretariat of Canada. We have the Assistant Secretary, Expenditure Management Sector, Mr. Glenn Purves. He is accompanied by Ms. Lola Paulin, Senior Director, Expenditure Strategies and Estimates; Ms. Karen Cahill, Assistant Secretary and Chief Financial Officer; Ms. Sonya Read, Acting Assistant Secretary, Digital and Services Policy; Mr. Roger Ermuth, Assistant Comptroller General, Financial

## TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le jeudi 25 février 2021

Le Comité sénatorial permanent des finances nationales se réunit aujourd'hui, à 13 heures (HE), par vidéoconférence, pour étudier le Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021.

**Le sénateur Percy Mockler** (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**Le président :** Honorables sénateurs, avant de commencer, j'aimerais rappeler aux sénateurs et témoins que vous êtes priés de mettre votre micro en sourdine en tout temps, à moins d'être reconnu par le président.

En cas de difficultés techniques, notamment en matière d'interprétation, veuillez le signaler au président ou à la greffière, et nous nous efforcerons de résoudre le problème. Si vous rencontrez d'autres difficultés techniques, veuillez contacter le Centre de services de la DSI en indiquant le numéro d'assistance technique fourni.

L'utilisation de plateformes en ligne ne garantit pas la confidentialité des discours ou l'absence d'écoute. Ainsi, lors de la conduite des réunions des comités, tous les participants doivent être conscients de ces limitations et limiter la divulgation éventuelle d'informations sensibles, privées et privilégiées du Sénat. Les participants doivent savoir qu'ils doivent participer dans une zone privée et être attentifs à leur environnement.

Je m'appelle Percy Mockler, je suis un sénateur du Nouveau-Brunswick, et je suis président du comité. J'aimerais présenter les membres du comité qui participent à la réunion : le sénateur Boehm, le sénateur Dagenais, la sénatrice M. Deacon, le sénateur Duncan, le sénateur Forest, la sénatrice Galvez, le sénateur Klyne, le sénateur Loffreda, la sénatrice Marshall, le sénateur Richards et enfin le sénateur Smith. Nous accueillons aussi la sénatrice Pate.

Bienvenue à tous les Canadiens et Canadiennes qui nous regardent sur [sencanada.ca](http://sencanada.ca).

Nous commençons aujourd'hui notre étude sur les dépenses projetées dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2021, qui a été renvoyé au comité le 16 février 2021 par le Sénat du Canada.

Dans le premier groupe de témoins, nous accueillons des représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada : le secrétaire adjoint, Secteur de la gestion des dépenses, M. Glenn Purves. Il est accompagné de la directrice principale, Stratégies et prévisions des dépenses, Mme Lola Paulin; de la secrétaire adjointe et dirigeante principale des finances, Mme Karen Cahill; de la secrétaire adjointe par intérim, Politiques numériques et de prestation de services, Mme Sonya Read; du contrôleur général

Management Sector, Office of the Comptroller General; and Ms. Sandra Hassan, Assistant Deputy Minister, Employment Conditions and Labour Relations.

Welcome to all of you and thank you for accepting our invitation. Mr. Purves, I have been informed by the clerk that you have a short statement.

The floor is yours, sir.

**Glenn Purves, Assistant Secretary, Expenditure Management Sector, Treasury Board of Canada Secretariat:** Thank you, chair and senators. Good afternoon. It's a pleasure to be here, and thank you for the invitation to speak to the committee about Supplementary Estimates (C) 2020-21, which were tabled last week.

Before we turn to your questions, I would like to provide a brief chapeau to Supplementary Estimates (C), additional features we have included in the supplementary estimates in response to queries we received last time we appeared at committee regarding financial transparency on the government's response on COVID-19, in alignment, of course, with the Department of Finance fiscal forecasting, and concluding with the next steps related to Supplementary Estimates (C) and supply.

On the first item, Supplementary Estimates (C) are the third of three supplementary estimates tabled in the fiscal year 2020-21. Like Supplementary Estimates (A) and (B), they outline new and updated spending needs for programs and services that were not sufficiently developed in time for inclusion in the 2020-21 Main Estimates or previous supplementary estimates.

Supplementary Estimates (C) support Parliament's consideration of the final planned appropriation bill for 2020-21 that authorizes payments, including those laid out in the Fall Economic Statement of 2020, which was tabled on November 30.

Supplementary Estimates (C) 2020-21 present a total of \$8 billion in incremental budgetary spending, which reflects \$13.4 billion in voted expenditures offset by a \$5.4 billion decrease in forecast statutory expenditures.

As with Supplementary Estimates (A) and (B), Supplementary Estimates (C) largely focus on responding to the public health threats posed by COVID-19 and its impact on Canadians.

adjoint, Secteur de la gestion financière, Bureau du contrôleur général, M. Roger Ermuth; et de la sous-ministre adjointe, Conditions d'emploi et relations de travail, Mme Sandra Hassan.

Bienvenue à tous et à toutes et merci d'avoir accepté notre invitation. Monsieur Purves, la greffière m'a informé que vous aviez un court exposé à présenter.

Vous avez la parole, monsieur.

**Glenn Purves, secrétaire adjoint, Secteur de la gestion des dépenses, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada :** Merci, monsieur le président et honorables sénateurs. Bon après-midi. C'est un plaisir d'être avec vous. Merci de nous avoir invités à témoigner devant le comité au sujet du Budget supplémentaire des dépenses (C) pour l'exercice 2020-2021, qui a été déposé la semaine dernière.

Avant de répondre à vos questions, j'aimerais faire un bref résumé du Budget supplémentaire des dépenses (C) et des éléments additionnels que nous avons ajoutés au Budget supplémentaire pour donner suite aux requêtes que nous avons reçues la dernière fois que nous avons comparu devant le comité à propos de la transparence financière des mesures gouvernementales de lutte contre la COVID-19; tout cela, bien sûr, en harmonie avec les prévisions financières du ministère des Finances. Je vais conclure en parlant des prochaines étapes du Budget supplémentaire des dépenses (C) et de l'approvisionnement.

Tout d'abord, le Budget supplémentaire des dépenses (C) est le troisième des trois budgets supplémentaires déposés au cours de l'exercice 2020-2021. Comme les Budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B), le Budget supplémentaire des dépenses (C) comprend de nouvelles dépenses et met à jour des dépenses existantes pour répondre aux besoins des programmes et des services qui n'étaient pas prêts à temps pour le Budget principal des dépenses 2020-2021 ou les budgets supplémentaires des dépenses précédents.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) appuie l'examen du dernier projet de loi de crédits prévu pour 2020-2021, lequel autorise des versements, y compris ceux annoncés dans l'Énoncé économique de l'automne 2020, déposé le 30 novembre.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) pour 2020-2021 comprend 8 milliards de dollars au total en dépenses budgétaires additionnelles, ce qui correspond aux 13,4 milliards de dollars de dépenses votées, compensés par une diminution de 5,4 milliards de dollars en dépenses législatives prévues.

Tout comme les Budgets supplémentaires des dépenses (A) et (B), le Budget supplémentaire des dépenses (C) comprend surtout des mesures de lutte contre les menaces pour la santé

Roughly \$9.9 billion, or 74%, of the voted requirements are for the government's response to the impact on Canadians during the COVID-19 global pandemic.

These estimates also show, for information purposes, increases and decreases in planned statutory expenditures, including expenditures pursuant to the proposed Economic Statement Implementation Act, Bill C-14, which is currently in the House of Commons.

Overall, about 89% of the voted spending sought through these estimates is to support 10 organizations, 4 of which are seeking over \$800 million to meet their priorities. They are: the Public Health Agency of Canada, with \$6.3 billion, including 2.5 billion for medical research and vaccine developments, and \$1.7 billion for protective gear and medical equipment; the Treasury Board Secretariat, our department, with \$1.7 billion for negotiated salary adjustments; the Department of Indigenous Services with \$1.6 billion to continue supporting Indigenous peoples and communities; and Global Affairs Canada with \$896 million to support developing countries.

Like all estimates, the final supplementary estimates for the 2020-21 fiscal year are part of a broader set of reports to Parliament, such as departmental plans and departmental results reports and the public accounts, as well as enhanced information available through our GC InfoBase that provide transparency on government spending, plans and actual spending for Canadians and parliamentarians.

In an effort to advance the financial transparency of the government's planned spending response to COVID-19 in particular, important enhancements have been added to Supplementary Estimates (C) and GC InfoBase for the benefit of parliamentarians and Canadians, including a description of all COVID-19 legislation that supports spending authorities, a detailed listing of all COVID-19 spending authorities through GC InfoBase, an online annex with information regarding planned spending related to the COVID-19 response and aligned to the Fall Economic Statement for 2020, and an alignment on the planned spending of estimates to date with the overall forecast of expenses in the Fall Economic Statement for 2020.

Of course, we have continued our practice of tagging initiatives that are COVID-related and listing the specific legislation related to statutory items in our forecasts.

publique découlant de la COVID-19 et ses conséquences sur la population canadienne. Environ 9,9 milliards de dollars, ou 74 % des crédits votés, sont consacrés aux mesures gouvernementales visant à atténuer les impacts de la pandémie mondiale de la COVID-19 sur les Canadiens.

Le budget montre aussi, à titre informatif, les hausses et les baisses des dépenses législatives prévues, y compris les dépenses au titre du projet de loi C-14, la loi portant exécution de l'énoncé économique, présentement à l'étude par la Chambre des communes.

Dans l'ensemble, environ 89 % des dépenses votées comprises dans ce budget visent à soutenir dix organisations, dont quatre demandent plus de 800 millions de dollars pour respecter leurs priorités. Il s'agit de l'Agence de la santé publique du Canada, qui demande 6,3 milliards de dollars, y compris 2,5 milliards de dollars pour la recherche médicale et la mise au point de vaccins et 1,7 milliard de dollars pour les équipements de protection et les équipements médicaux; du Secrétariat du Conseil du Trésor, notre ministère, qui demande 1,7 milliard de dollars pour des ajustements salariaux négociés; de Services aux Autochtones Canada, qui demande 1,6 milliard de dollars pour poursuivre ses activités de soutien aux Autochtones et aux collectivités autochtones; et d'Affaires mondiales Canada, qui demande 896 millions de dollars pour soutenir les pays en développement.

Comme tous les budgets, le dernier Budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice 2020-2021 s'inscrit dans un vaste ensemble de rapports au Parlement, qui comprend les plans ministériels, les rapports sur les résultats ministériels et les comptes publics, ainsi que l'information détaillée, accessible dans l'InfoBase, qui assure, pour les Canadiens et les parlementaires, la transparence des dépenses gouvernementales, des plans et des dépenses.

Afin d'accroître la transparence financière liée aux dépenses gouvernementales prévues, en particulier, pour réagir à la COVID-19, d'importantes améliorations ont été apportées au Budget supplémentaire des dépenses (C) et à l'InfoBase du gouvernement du Canada pour aider les parlementaires et les Canadiens. Ces améliorations comprennent une description de toutes les pièces législatives sur des autorisations de dépenser en lien avec la COVID-19, une liste détaillée de toutes les autorisations de dépenser liées à la COVID-19 sur l'InfoBase du gouvernement du Canada, une annexe en ligne comprenant de l'information sur les dépenses prévues pour des interventions contre la COVID-19 en conformité avec l'Énoncé économique de l'automne 2020, et un rajustement des dépenses prévues dans les budgets jusqu'ici pour refléter les dépenses globales prévues dans l'Énoncé économique de l'automne 2020.

Bien sûr, nous avons poursuivi notre pratique consistant à marquer les initiatives liées à la COVID-19 et à dresser la liste des pièces législatives spécifiques qui concernent des postes législatifs dans nos prévisions.

To conclude, I would like to give you a heads up that two appropriation bills will be introduced in March 2021, one to approve expenditures presented in Supplementary Estimates (C), and, in light of the fact that just this morning we tabled the Main Estimates for the fiscal year 2021-22 and the departmental plans to support those Main Estimates, a second appropriation bill to provide the interim supply for the 2021-22 Main Estimates. We, of course, are pleased to return to answer any questions you may have on that package.

Mr. Chair, I'll conclude by thanking the committee for their diligence and ongoing study of the government's spending. We sincerely strive to adapt and improve the transparency of planned spending. That is the reason d'être of the estimates, especially during these challenging times. We look forward to the committee's valuable feedback and answering any questions you may have. To my departmental colleagues, I would invite you to jump in on any questions that are in your area of focus.

Thank you, chair.

**The Chair:** Thank you, Mr. Purves, for the statement. We will now proceed to questions.

I would like to share with the senators that, for this panel, you will have a maximum of seven minutes each; therefore, please ask your questions directly. To the witnesses, please respond concisely, and the clerk will make a hand signal to show when our time is up per senator.

**Senator Marshall:** Thank you, Mr. Purves and your officials, for being here today to answer our questions.

My question relates to an item that shows within the Treasury Board Secretariat. It's regarding the Financial and Material Management Solution Project. The budget amount is \$7.37 million, and I would like some information on timelines for that system and costs.

Specifically, when did the project start? It looked like it started in 2015, but I would like confirmation of that. When do you estimate that it will be complete? I would also like to know the cost, to date, and the estimated cost to complete.

**Karen Cahill, Assistant Secretary and Chief Financial Officer, Treasury Board of Canada Secretariat:** I will take this question, Mr. Chair.

The project started in 2015 — yes, you're right — and it's a combination of projects. Those contributions are voluntary contributions. As I previously mentioned, this project aims to bring 14 departments that are currently on a financial system that

Pour conclure, je tiens à vous signaler à l'avance que deux projets de loi de crédits seront présentés en mars 2021, l'un sur l'approbation des dépenses présentées dans le Budget supplémentaire des dépenses (C), et l'autre, puisque nous venons tout juste ce matin de déposer le Budget principal des dépenses pour l'exercice 2021-2022 et les plans ministériels à l'appui de ce budget, un deuxième projet de loi de crédits prévoyant des crédits provisoires pour le Budget principal des dépenses 2021-2022. Bien entendu, nous serons heureux de répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir sur ces documents.

Monsieur le président, pour conclure, je remercie le comité de sa diligence et de ses études continues sur les dépenses gouvernementales. Nous nous efforçons sincèrement de nous adapter et d'améliorer la transparence au chapitre des dépenses prévues. C'est la raison d'être des budgets des dépenses, surtout en ces temps difficiles. Nous attendons avec impatience les commentaires très utiles du comité, et nous sommes prêts à répondre à toutes vos questions. À mes collègues du ministère, je vous invite à répondre à toute question concernant votre expertise.

Merci, monsieur le président.

**Le président :** Merci, monsieur Purves, de votre déclaration. Nous allons passer aux questions.

Je tiens à informer les sénateurs et les sénatrices qu'ils disposeront d'un maximum de sept minutes pour poser des questions à ces témoins. Donc, posez vos questions directement. Quant aux témoins, veuillez répondre avec concision. La greffière fera signe de la main à chaque sénateur ou sénatrice quand son temps sera écoulé.

**La sénatrice Marshall :** Merci à vous, monsieur Purves et à vos fonctionnaires, d'être avec nous aujourd'hui pour répondre à nos questions.

Ma question porte sur un poste du Secrétariat du Conseil du Trésor, le projet de la solution de gestion des finances et du matériel. Le montant dans le budget est de 7,37 millions de dollars. J'aimerais un peu d'information sur le calendrier et les coûts de ce système.

Plus précisément, quand le projet a-t-il débuté? Je crois que cela remonte à 2015, mais j'aimerais en être sûre. Pour quand la fin est-elle prévue? J'aimerais aussi connaître les coûts, jusqu'ici, et les dépenses prévues d'ici la fin du projet.

**Karen Cahill, secrétaire adjointe et dirigeante principale des finances, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada :** Je vais répondre à la question, monsieur le président.

Le projet a commencé en 2015 — vous aviez raison —, et c'est une combinaison de projets. Il s'agit de contributions volontaires. Comme je l'ai déjà mentionné, ce projet a pour but de faire passer 14 ministères utilisant encore un système

will no longer be supported by the vendor on a most recent SAP platform called S/4HANA. This part of the project aims to end in early fiscal year 2021-22.

There were delays. The departments were supposed to be brought onto the new platform last fiscal year, but you will understand that COVID has delayed the implementation of the system, primarily because TBS had initially invoked their BCP, business continuity plan, so some of the contractors working on the project could not work at the beginning of the pandemic.

This is the first of many projects. It will aim at helping other departments — and the voluntary contributions from many departments — to join the SAP S/4HANA platform for financial systems.

**Senator Marshall:** The costs, dollars.

**Ms. Cahill:** Yes, that's what I'm doing. To date, the cost of the project is about \$91 million.

**Senator Marshall:** How much has been spent to date? Is the \$91 million for completion? I was thinking actually \$100 million, so that's close. So how much has been spent to date?

**Ms. Cahill:** We have spent \$91 million to date.

**Senator Marshall:** Okay. So how much is left to complete? Because you're not going to complete until 2021-22.

**Ms. Cahill:** To complete this portion, we're budget forecasting about \$29 million next fiscal year.

**Senator Marshall:** Okay.

One thing I noticed is that the transfers are coming in from seven different departments, and there are varying amounts. You're getting \$4 million from National Defence, but then for Canada Border Services, you're just getting \$1 million. You said there were 14 departments. Why are there varied amounts for departments?

**Ms. Cahill:** The departments that you see in these supplementary estimates have been providing us with voluntary contributions. That's why you see different values of the contribution. This is based on what their budget allows them to contribute. The smaller departments are also contributing, as they will benefit from the new licences, et cetera.

**Senator Marshall:** Is this the biggest system under development within the government? This one is over \$100 million.

financier qui ne sera plus pris en charge par le vendeur à la plus récente plateforme SAP, appelée S/4HANA. Cette partie du projet devrait être achevée au début de l'exercice 2021-2022.

Il y a eu des retards. Les ministères étaient censés passer à la nouvelle plateforme lors du dernier exercice, mais je suis sûre que vous comprendrez que la COVID a retardé la mise en œuvre du système, principalement parce que le SCT avait initialement invoqué son plan de continuité des activités, son PCA, et que certains entrepreneurs n'ont donc pas pu travailler sur le projet au début de la pandémie.

Il s'agit du premier d'un grand nombre de projets. Il aidera d'autres ministères — et les contributions volontaires de beaucoup d'autres ministères — à passer à la plateforme SAP S/4HANA pour leurs systèmes financiers.

**La sénatrice Marshall :** Et le coût, en dollars?

**Mme Cahill :** Oui, j'y arrive. Jusqu'ici, le projet a coûté environ 91 millions de dollars.

**La sénatrice Marshall :** Combien a-t-on dépensé jusqu'ici? Est-ce 91 millions de dollars jusqu'à la fin du projet? Je m'imaginais que c'était 100 millions de dollars, à vrai dire, alors j'étais proche. Combien a-t-on dépensé jusqu'ici?

**Mme Cahill :** Nous avons dépensé 91 millions de dollars jusqu'ici.

**La sénatrice Marshall :** D'accord. Et que reste-t-il à faire? Vous n'allez pas achever le projet d'ici l'exercice 2021-2022.

**Mme Cahill :** Pour terminer cette partie du projet, nous prévoyons un budget d'environ 29 millions de dollars pour le prochain exercice.

**La sénatrice Marshall :** D'accord.

J'ai remarqué qu'il y a des transferts de divers montants provenant de sept ministères, soit 4 millions de dollars de la Défense nationale, puis seulement 1 million de dollars des Services frontaliers du Canada. Vous avez dit qu'il y avait 14 ministères. Pourquoi les montants varient-ils d'un ministère à l'autre?

**Mme Cahill :** Les ministères indiqués dans le Budget supplémentaire des dépenses nous fournissent des contributions volontaires. C'est pourquoi le montant de leurs contributions varie. Ils contribuent en fonction de leur budget. Les plus petits ministères contribuent aussi, puisqu'ils tireront aussi parti des nouvelles licences, et cetera.

**La sénatrice Marshall :** Ce système, est-ce le plus gros actuellement en développement au gouvernement? On parle de plus de 100 millions de dollars.

**Ms. Cahill:** I couldn't talk to the overall systems; I don't know.

**Senator Marshall:** Could Mr. Purves answer that? I'd be interested to know.

**Ms. Cahill:** It's certainly the biggest financial system.

**Senator Marshall:** Mr. Chair, is my time up?

**The Chair:** No.

**Mr. Purves:** Apologies, senator, I didn't get your question.

**Senator Marshall:** I'll carry on.

Treasury Board has an oversight function within government. Thank you for the information on that particular project. So what other major projects are ongoing within the government that are of this magnitude? This one is over \$100 million. Is that the most costly?

**Mr. Purves:** It might be best if we get back to the committee with a list of the different IT projects that are going on. When you say "IT project," do you mean financial management, or are you talking about the management of benefits and —

**Senator Marshall:** Everything.

**Mr. Purves:** There are different scopes of IT projects to deal with different purposes.

**Senator Marshall:** Not just the financial ones; I'm also interested in the program ones. After the experience we had with Phoenix, I would like to have an idea as to what projects are ongoing, the large ones. The large ones span several years, so when we look at the estimates, we just see funding for one year. In order to track it from year to year — this particular one that I was just asking questions about started back in 2015. So even though it just shows up as \$7 million in this estimate, it's actually \$100-million-plus project.

So I would like to know what major projects there are.

**The Chair:** Mr. Purves, make sure to provide the list to the clerk for the committee.

**Mr. Purves:** Absolutely. It's a great question. Thank you.

**Mme Cahill :** Je ne pourrais pas me prononcer quant à l'ensemble des systèmes; je ne sais pas.

**La sénatrice Marshall :** Pourriez-vous répondre, monsieur Purves? J'aimerais savoir.

**Mme Cahill :** C'est certainement le plus gros système financier.

**La sénatrice Marshall :** Monsieur le président, ai-je déjà écoulé mon temps?

**Le président :** Non.

**M. Purves :** Toutes mes excuses, madame la sénatrice, je n'ai pas compris votre question.

**La sénatrice Marshall :** Je vais poursuivre.

Le Conseil du Trésor remplit une fonction de surveillance au sein du gouvernement. Je vous remercie de l'information sur ce projet en particulier, mais qu'en est-il des autres grands projets gouvernementaux en cours, qui ont une ampleur comparable? Celui-là coûte plus de 100 millions de dollars. Est-ce le plus cher?

**M. Purves :** Peut-être la meilleure solution serait-elle de faire parvenir au comité une liste des différents projets de TI en cours actuellement. Par « projet de TI », parle-t-on de la gestion financière ou de la gestion des prestations et...

**La sénatrice Marshall :** De tout.

**M. Purves :** La portée des projets de TI dépend de leurs objectifs.

**La sénatrice Marshall :** Je ne m'intéresse pas seulement aux projets financiers, mais aussi aux programmes. Après ce qui s'est passé avec Phénix, j'aimerais avoir une idée des grands projets en cours. Les grands projets s'étendent sur plusieurs années, mais, quand nous regardons le budget, nous voyons seulement le financement pour une seule année. Pour faire le suivi d'année en année... Le projet que j'ai mentionné plus tôt dans mes questions remonte à 2015. Donc, même s'il est indiqué 7 millions de dollars dans le budget, en réalité, c'est un projet de plus de 100 millions de dollars.

J'aimerais donc savoir quels sont les grands projets.

**Le président :** Monsieur Purves, assurez-vous de fournir la liste à la greffière du comité.

**M. Purves :** Absolument. C'est une excellente question. Merci.

[Translation]

**Senator Forest:** Thank you to the witnesses. My question has to do with the \$1.702 billion being requested for compensation adjustments and transfers to departments and agencies. This amount includes funding to compensate current Public Service Alliance of Canada, or PSAC, members for general damages associated with the Phoenix pay system and for grievances related to the late implementation of the 2014 round of collective bargaining.

PSAC told its members last week that the \$2,500 in compensation being provided to federal public servants for damages associated with the Phoenix pay system would be taxed. The union argued that the money was compensation, not employment income.

I don't want to comment on the matter one way or the other, but the decision was made by the Canada Revenue Agency, or CRA. What I don't understand is how this came as a surprise when Treasury Board and PSAC signed an agreement. How could they have signed an agreement without resolving such an important issue first?

I'd really like an explanation as to how the CRA can decide after the fact to tax the compensation.

**Sandra Hassan, Assistant Deputy Minister, Employment Conditions and Labour Relations, Treasury Board of Canada Secretariat:** I can answer that, Mr. Chair. Thank you for your question, senator. Yes, you're absolutely right that, in October 2020, we reached an agreement with PSAC to compensate members for problems caused by the Phoenix pay system and for grievances related to the late implementation of the 2014 round of collective bargaining.

After being signed in October 2020, the agreement was submitted to the CRA, which came to the conclusion that the payment was taxable. Consequently, the employer will adhere to the CRA's interpretation and tax the payments at the source.

**Senator Forest:** The fact that the CRA could decide to tax the compensation never came up when you were hammering out the agreement?

**Ms. Hassan:** During the talks between the employer — in other words us, the TBS representatives — and PSAC, the union asked us whether the payments would be taxed, and we were

[Français]

**Le sénateur Forest :** Merci aux témoins. Ma question a trait aux demandes de sommes totalisant 1,702 milliard de dollars pour un fonds qui servirait à effectuer des rajustements à la rémunération et des virements aux ministères et organismes. De cette somme, des fonds sont également prévus pour indemniser les membres actuels de l'Alliance de la fonction publique du Canada (AFPC) pour des dommages généraux liés au système de paie Phénix et pour les griefs découlant de la mise en œuvre tardive du cycle de négociations collectives de 2014.

L'Alliance de la fonction publique du Canada a annoncé à ses membres, la semaine dernière, que le dédommagement de 2 500 \$ offert aux fonctionnaires fédéraux pour compenser les ratés du système de paie Phénix serait imposable. Le syndicat a fait valoir qu'il s'agit d'un dédommagement et non d'un revenu d'emploi.

Sans me prononcer sur le fond de l'affaire, il s'agit d'une décision de l'Agence du revenu du Canada. Ce que je ne comprends pas, c'est la façon dont on se retrouve avec une telle surprise alors qu'il y a eu une entente entre le Conseil du Trésor et l'AFPC. Je ne comprends pas que l'on puisse signer un accord sans que cette question aussi importante soit clarifiée au préalable.

Donc, j'aimerais bien avoir des explications sur le fait que l'Agence du revenu du Canada a décidé, après coup, de rendre ce dédommagement imposable.

**Sandra Hassan, sous-ministre adjointe, Conditions d'emploi et relations de travail, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada :** Monsieur le président, je peux répondre à cette question. Merci, sénateur, pour votre question. Oui, vous avez tout à fait raison de dire qu'en octobre 2020, nous sommes arrivés à une entente avec l'Alliance de la fonction publique du Canada qui visait à dédommager leurs membres pour les problèmes liés à la mise en œuvre du système de paie Phénix, de même que pour la mise en œuvre tardive des conventions collectives du cycle antérieur, soit celui de 2014.

L'entente qui a été signée au mois d'octobre 2020 a été soumise à l'Agence du revenu du Canada, et celle-ci, à la lumière de l'entente, est arrivée à la conclusion que le montant était imposable. Alors, l'employeur va se fier à l'interprétation qui a été faite par l'Agence du revenu du Canada, et les paiements vont faire l'objet de déductions à la source.

**Le sénateur Forest :** Dans le cadre des négociations, la perspective selon laquelle l'agence pouvait conclure que ce montant serait imposable n'a jamais fait partie des enjeux à la table?

**Mme Hassan :** Dans le cadre des discussions entre l'employeur — c'est-à-dire nous, les représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada — et les représentants de

very transparent with them: We told them that it was not a question the employer could answer. We made a commitment to submit the agreement to the CRA, which is responsible for interpreting the Income Tax Act.

**Senator Forest:** Thank you. Are the talks with other employee bargaining groups progressing right now? Is the same level of compensation being discussed, a taxable payment of \$2,500?

**Ms. Hassan:** Thank you for your question.

In 2019, we signed agreements with all the unions except PSAC. The compensation provided to members of the other unions was not the same as what PSAC members received. PSAC negotiated a payment for its members, whereas the other unions agreed to be compensated for Phoenix-related damages in the form of leave, days off. Members of the other unions received up to five days of annual leave in compensation for the problems caused by Phoenix.

The agreement covered an extra year, and it was implemented. What you see in the supplementary estimates before you relates solely to the compensation provided to PSAC members.

**Senator Forest:** I'd like to be on the list for the second round, Mr. Chair.

[English]

**Senator Klyne:** Welcome to our guests. Thank you for the presentation. I have two questions, and they should go quickly. The first one — I'm not sure who would like to answer — is regarding the Canadian Digital Service. There is an ask of \$3.8 million. For those listening, the Canadian Digital Services partners with departments to design, test and build easy-to-use services.

My question is around the \$3.8 million and how this is related to the COVID-19 response.

**Ms. Cahill:** Thank you for the question. Most of the \$3.8 million is related to the COVID-19 response. Actually, \$3.1 million of it is related to the implementation of the COVID Alert application that, for the most part, has been disseminated, implemented across the country.

l'Alliance de la fonction publique du Canada, l'AFPC nous a demandé si les montants qui seraient versés seraient impossibles ou non, et nous avons été très ouverts avec eux : ce n'était pas une question à laquelle l'employeur pouvait répondre. Nous nous étions engagés à soumettre l'entente à l'Agence du revenu du Canada, qui a le mandat d'interpréter la Loi de l'impôt sur le revenu.

**Le sénateur Forest :** Merci. Les négociations avec les autres unités d'employés avancent-elles actuellement? Sommes-nous toujours au même seuil de 2 500 \$ imposable?

**Mme Hassan :** Je vous remercie pour votre question.

En 2019, nous avons conclu une entente avec les autres syndicats, c'est-à-dire tous les syndicats sauf l'Alliance de la fonction publique du Canada. Il y a une différence entre le dédommagement qui a été versé aux membres des autres syndicats et celui qui est versé aux membres de l'AFPC. L'Alliance de la fonction publique du Canada a négocié un montant qui allait être versé aux membres, tandis que les autres syndicats ont accepté que le dédommagement relatif à la mise en œuvre du système Phénix leur soit versé en temps compensatoire — en journées. Les membres des autres syndicats ont obtenu jusqu'à cinq jours de congé comme dédommagement à la suite de la mise en œuvre de Phénix.

Alors, l'entente avait une année de plus, et elle a été mise en œuvre; ce que vous voyez dans les documents qui sont devant vous aujourd'hui, c'est uniquement le dédommagement offert aux membres de l'Alliance de la fonction publique du Canada.

**Le sénateur Forest :** Je vais m'inscrire à la deuxième ronde de questions, monsieur le président.

[Traduction]

**Le sénateur Klyne :** Bienvenue à nos invités. Merci de nous avoir présenté votre exposé. J'ai deux questions, auxquelles vous pourrez probablement répondre rapidement. La première — je ne sais pas qui voudrait y répondre — porte sur le Service numérique canadien. On demande 3,8 millions de dollars. Pour ceux et celles qui nous écoutent, le Service numérique canadien forme des partenariats avec les ministères pour concevoir, tester et mettre au point des services faciles à utiliser.

Ma question porte sur ces 3,8 millions de dollars et sur la façon dont cela contribue aux mesures liées à la COVID-19.

**Mme Cahill :** Merci de la question. La majeure partie des 3,8 millions de dollars sera utilisée pour des mesures liées à la COVID-19. Précisément, 3,1 millions de dollars visent la mise en œuvre de l'application Alerte COVID, qui a déjà été diffusée et mise en œuvre dans la majeure partie du pays.

A very small portion, \$300,000 of the \$3.8 million, has been allocated to increasing services to departments within the Government of Canada to provide them with rapid assistance to help deliver on their respective COVID response.

**Senator Klyne:** Okay. Thank you for that. I might want to ask another question later in the next round, if there is one, regarding the value for money on the alert.

My second question — Mr. Purves may want to answer this one as well — is on the Joint Learning Program, \$747,000. The Joint Learning Program is a partnership between PSAC and the Treasury Board Secretariat to design, develop and deliver learning events to improve labour relations and increase the understanding of union and management roles in the workplace. I have run a couple of medium-large corporations that involved working with unions, including CUPE, IATSE, the Communications, Energy and Paperworks Union of Canada and PSAC. Just from the perspective of value for money, you need to help me understand the necessity of this.

**Ms. Hassan:** I can answer that question. The Joint Learning Program is a partnership between the Public Service Alliance and Treasury Board Secretariat. It was created further to a negotiation we had with the union to jointly deliver learning activities.

Every year, the two groups — the management and the bargaining agent — come together and they co-develop learning activities that will be of value for what the bargaining agencies and the employer see as being a subject of interest.

I have a list of topics that will be included in upcoming workshops. For example, there is the duty to accommodate; employment equity; mental health in the workplace; respecting differences; anti-discrimination; preventing harassment and violence in the workplace; and understanding a collective agreement. These virtual sessions bring together representatives and members from the bargaining agent and are very useful in helping train employees — public servants — and in making sure that the training is also seen of value for our partners, the bargaining agents.

**Senator Klyne:** Is this delivered through an intermediary or a third party?

**Ms. Hassan:** It's usually delivered with a cross-section of employees and bargaining agent representatives. I cannot say that it's always internal; I can check on that.

Une très petite partie de ces 3,8 millions de dollars — 300 000 dollars — servira pour accroître les services aux ministères du gouvernement du Canada afin de leur procurer une aide rapide pour qu'ils puissent exécuter respectivement leurs mesures liées à la COVID.

**Le sénateur Klyne :** D'accord. Merci. Je vais peut-être vouloir poser une autre question plus tard au prochain tour, s'il y en a un, pour savoir si cette alerte vaut l'argent dépensé.

Ma deuxième question — et M. Purves voudra peut-être y répondre également — concerne le Programme d'apprentissage mixte, auquel on a alloué 747 000 \$. Le Programme d'apprentissage mixte est un partenariat entre l'AFPC et le Secrétariat du Conseil du Trésor visant à concevoir, développer et organiser des événements d'apprentissage dans le but d'améliorer les relations de travail et de mieux faire comprendre les rôles des syndicats et de la direction en milieu de travail. J'ai dirigé quelques moyennes et grandes sociétés où il fallait travailler avec les syndicats, comme le SCFP, l'Alliance internationale des employés de la scène et des projectionnistes des États-Unis et du Canada, le Syndicat canadien des communications, de l'énergie et du papier et l'AFPC. Seulement au point de vue de l'optimisation des ressources, aidez-moi à comprendre pourquoi nous avons besoin de cela.

**Mme Hassan :** Je peux répondre. Le Programme d'apprentissage mixte est un partenariat entre l'Alliance de la fonction publique du Canada et le Secrétariat du Conseil du Trésor, créé dans le sillage de nos négociations avec le syndicat sur la prestation mixte d'activités d'apprentissage.

Chaque année, les deux groupes — la direction et l'agent négociateur — se réunissent et élaborent ensemble des activités d'apprentissage utiles sur un sujet d'intérêt choisi par l'organisme négociateur et l'employeur.

J'ai une liste des sujets qui seront abordés au cours des ateliers à venir. Par exemple, il y a l'obligation de prendre des mesures d'adaptation; l'équité en matière d'emploi; la santé mentale en milieu de travail; le respect des différences; la lutte contre la discrimination; la prévention du harcèlement et de la violence au travail; et comment comprendre une convention collective. Ces séances virtuelles réunissent des représentants et des membres de l'agent négociateur, et elles sont très utiles pour aider à former les employés — les fonctionnaires — et pour faire en sorte que nos partenaires, les agents négociateurs, comprennent aussi la valeur de la formation.

**Le sénateur Klyne :** Le programme est-il exécuté par un intermédiaire ou une tierce partie?

**Mme Hassan :** Le programme est habituellement exécuté par un groupe représentatif d'employés et de représentants de l'agent négociateur. Je ne peux pas vous confirmer que c'est toujours fait à l'interne, mais je peux le vérifier.

**The Chair:** And you could provide the information through the clerk, Ms. Hassan?

**Ms. Hassan:** Absolutely.

**The Chair:** To the witnesses, when you answer a question, would you please identify yourself for the record?

**Senator Richards:** I have a few quick questions just for clarity and disclosure. For instance, we have \$188 million going because of unrecoverable losses for 31,000 student loans. I'm wondering how these are unrecoverable. We have some \$300 million or so going to developing countries for climate change. What countries might these be, what agencies would receive this money and is this going to Canadians on the ground who are facilitating this aid and help?

We have an expenditure of \$126 million for research into alternate energy technology out west when thousands are out of work in the oil fields and thousands more cannot keep the upkeep on their businesses. Where will this money go? To what end will the research facilities be beneficial in the time of COVID-19? I know these are questions you may have to come back to me to answer. It's a matter of disclosure and clarity that I'm after. If anyone could help me with this, I would be grateful.

**Mr. Purves:** Thank you for the question. I'll start on the student loans question, and perhaps my colleague Lola Paulin will be able to follow up on the Global Affairs question.

Effectively, this is something that comes through every year. In order to extinguish a debt, it has to go through Parliament and it's treated as an expenditure. Over the past decades and the last few years, it has ranged in the area of about \$160 million to \$200 million. I believe it was about \$180 million last year.

Just to step back, there are many efforts made by the Department of Employment and Social Development Canada along with the Canada Revenue Agency in order to ensure that there are participating loans and they are able to actually get these payments. There is a statutory obligation that after six years, you need to extinguish the non-performing loans, and 80% of that has to do with that effort. If you look at the efforts taken in the early 2000s versus the status of non-performing now, it has come down quite a lot. There have been considerable efforts taken by those two departments in order to ensure there is a performing component of the loan.

**Le président :** Pourriez-vous nous faire parvenir l'information par l'intermédiaire de la greffière, madame Hassan?

**Mme Hassan :** Absolument.

**Le président :** Je vais demander aux témoins de bien vouloir s'identifier, aux fins du compte rendu, lorsque vous répondez à une question.

**Le sénateur Richards :** J'ai quelques questions courtes à poser, à des fins de clarté et de transparence. Par exemple, 188 millions de dollars ont été alloués pour la radiation des créances non recouvrables de 31 000 prêts d'études. Je me demandais pourquoi ces créances sont non recouvrables. Il y a quelque 300 millions de dollars, plus ou moins, qui vont aux pays en développement pour la lutte contre les changements climatiques. De quels pays parle-t-on, quelles sont les organisations qui vont recevoir cet argent, et est-ce qu'il y a des Canadiens sur le terrain qui vont gérer cet argent et cette aide?

Il y a une dépense de 126 millions de dollars pour la recherche sur les technologies liées à l'énergie renouvelable dans l'Ouest, alors qu'il y a des milliers de travailleurs du pétrole au chômage et d'autres milliers qui ne peuvent plus entretenir leur entreprise. Où ira cet argent? En quoi ces installations de recherche pourront-elles nous être utiles pendant la pandémie de la COVID-19? Je sais que vous aurez peut-être à fournir une réponse plus tard pour ces questions. C'est par souci de transparence et de clarté que je les pose. Je serais reconnaissant envers quiconque pourrait m'aider.

**M. Purves :** Merci de la question. Je vais répondre à la question des prêts étudiants en premier, et peut-être qu'ensuite ma collègue Lola Paulin pourra répondre à votre question sur Affaires mondiales Canada.

C'est effectivement quelque chose qui revient chaque année. Pour radier une dette, il faut que cela soit autorisé par le Parlement, et c'est traité comme une dépense. Au cours des dernières décennies et des quelques dernières années, ces dépenses ont varié entre 160 millions de dollars et 200 millions de dollars, environ. Je crois que l'année dernière, c'était plus ou moins 180 millions de dollars.

Pour situer le contexte, Emploi et Développement social Canada et l'Agence du revenu du Canada déploient beaucoup d'efforts pour s'assurer qu'il y a des prêts avec participation et qu'ils sont effectivement remboursés. En vertu de la loi, il est obligatoire, après six ans, de radier les prêts non productifs, et 80 % de cela est lié à ces efforts. Si vous regardez les efforts déployés au début des années 2000 en comparaison de la situation actuelle des prêts non productifs, vous verrez qu'il y a eu une nette diminution. Les deux ministères ont déployé des efforts considérables pour s'assurer qu'il y a des éléments productifs dans le portefeuille de prêts.

The amount of \$188 million is about 1% of the total portfolio of existing loans. It's about \$20.5 billion right now. I should add that the other two reasons why loans would be forgiven in this way is if it's non-performing and under \$20, and if someone has declared personal bankruptcy as a consequence.

Lola, do you want to jump in on the second question?

**Lola Paulin, Senior Director, Expenditure Strategies and Estimates, Treasury Board of Canada Secretariat:** Yes, absolutely. I can talk a little about the little over \$300 million to Foreign Affairs for climate change. Of that \$341 million, there is approximately \$190 million that will support the International Fund for Agricultural Development. This fund's mandate is to enable poor rural men and women, especially small holder farmers, to become more climate resilient, recover from the impacts of the pandemic, and achieve food security and nutrition.

There is about \$100 million that will be used to establish a new Canadian climate fund at the African Development Bank. This fund will target private and public sector projects in a variety of climate change mitigation and adaptation sectors, such as renewable energy, energy efficiency, forestry, agriculture, urban development, sustainable transport and water management.

Finally, there is a little over \$15 million that will support the Land Degradation Neutrality Fund. The fund's mandate is to mobilize significant investments from the public and private sectors beyond official development assistance to support sustainable land use and restoration projects, while also generating attractive financial returns for investors. Canada's contribution will leverage private finance investments to restore up to 500,000 hectares of degraded land, reduce or avoid greenhouse gas emissions of up to an equivalent of 35 tonnes of carbon dioxide, and create or support approximately 100,000 jobs for the most vulnerable populations, particularly women in developing countries.

**Mr. Purves:** Thank you, Lola.

**Senator Richards:** You couldn't lay out a synopsis of where those countries are, could you? Do you know? Maybe you can get back to me on that.

**Ms. Paulin:** We can get back to you, for sure. I don't have the exact countries on hand.

**Senator Richards:** Thank you very much.

Le montant de 188 millions de dollars représente environ 1 % du portefeuille actuel de prêts, qui atteint environ 20,5 milliards de dollars présentement. Je devrais ajouter qu'il y a deux autres raisons pour lesquelles on peut radier un prêt : s'il s'agit d'un prêt non productif de moins de 20 \$ et si la personne a déclaré faillite personnelle en conséquence.

Madame Paulin, voulez-vous tenter de répondre à la deuxième question?

**Lola Paulin, directrice principale, Stratégies et prévisions des dépenses, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada :** Oui, absolument. Je peux vous parler un peu du montant de 300 millions de dollars et des poussières alloué à Affaires mondiales pour la lutte contre les changements climatiques. De ces 341 millions de dollars, environ 190 millions de dollars seront utilisés pour soutenir le Fonds international de développement agricole, dont le mandat est d'aider les gens pauvres des régions rurales, en particulier les petits exploitants agricoles, à accroître leur résilience face aux changements climatiques, à se remettre des impacts de la pandémie et à assurer leur sécurité alimentaire et se nourrir.

Environ 100 millions de dollars serviront à la création d'un nouveau Fonds climatique canadien à la Banque africaine de développement. Ce fonds visera des projets publics et privés de toutes sortes dans les secteurs qui se consacrent à l'atténuation des changements climatiques et à l'adaptation, par exemple l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, la foresterie, l'agriculture, le développement urbain, le transport durable et la gestion de l'eau.

Enfin, un peu plus de 15 millions de dollars serviront à soutenir le Fonds pour la neutralité en termes de dégradation des terres, dont le mandat est de réunir d'importants investissements publics et privés, en plus de l'aide officielle au développement, pour soutenir les projets d'utilisation durable des terres et de restauration des sols, tout en générant des rendements financiers intéressants pour les investisseurs. La contribution canadienne tirera parti des investissements privés pour restaurer jusqu'à 500 000 hectares de terrains dégradés, pour réduire ou éliminer les émissions de gaz à effet de serre, jusqu'à un équivalent de 35 tonnes de dioxyde de carbone, et pour créer ou soutenir environ 100 000 emplois dans les populations les plus vulnérables des pays en développement.

**M. Purves :** Merci, madame Paulin.

**Le sénateur Richards :** Vous ne m'avez pas dit de quels pays il s'agit. Les connaissez-vous? Peut-être pouvez-vous me faire parvenir une réponse plus tard.

**Mme Paulin :** Nous pourrions vous faire parvenir la réponse, bien sûr. Je n'ai pas la liste exacte des pays sous les yeux.

**Le sénateur Richards :** Merci beaucoup.

**Mr. Purves:** Senator, we'll get back to you on the alternative energy question you had, as well. There was a third item, I believe.

**Senator Richards:** That's fine. Thank you.

[Translation]

**Senator Dagenais:** My question is for Mr. Purves. When the Parliamentary Budget Officer examines the government's funding commitments, we tend to be surprised by the discrepancies between the figures advanced by the political arm of the government and the figures that reflect the reality. Yesterday, for example, I was there when Mr. Giroux released his report on the cost of replacing the navy vessels, and surprisingly, he announced that the cost estimate had gone from \$60 billion to \$78 billion. That's a difference of \$18 billion. On top of that, he put the program end date, in other words, the date by which all the ships would be replaced, at 2046. I won't be around then, but I can only imagine what it will have cost. I asked a question about the cost increase, and I was told that it was due to the time frames, but they couldn't tell me any more than that.

Do you have people on your team whose job it is to reconcile the numbers and more accurately reflect the costs of the commitments made?

[English]

**Mr. Purves:** Thank you very much, senator. It's a great question. There are many facets to Treasury Board Secretariat. Looking at ensuring that parliamentary authorities are secured for in-year spending is the bread and butter of what we do with respect to these appropriations and so forth.

In terms of the broader questions about costing and how a department would undertake its costing, that is, of course, very much departmentally specific. They have certain guidelines that they have to follow in terms of ensuring that costing is undertaken in a credible way. We have a representative from our Office of the Comptroller General, who might actually have a better line of sight on the broader framework for that. We would certainly be happy to get back to you on that issue.

**Roger Ermuth, Assistant Comptroller General, Financial Management Sector, Office of the Comptroller General, Treasury Board of Canada Secretariat:** In terms of speaking specifically to the ships, that is something we would have to take back and have a little more discussion with the Department of National Defence. I can tell you that in terms of the amount of work and effort that has gone on over the last five or six years towards building and increasing costing capacity and telling

**M. Purves :** Monsieur le sénateur, nous allons aussi vous faire parvenir une réponse à votre question sur l'énergie de remplacement. Je crois qu'il y avait un troisième point.

**Le sénateur Richards :** D'accord, merci.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Ma question s'adresse à M. Purves. Monsieur Purves, quand le directeur parlementaire du budget examine les engagements, on est souvent surpris par les écarts qui existent entre les chiffres venant du secteur politique et ceux qui apparaissent comme la réalité des choses. Par exemple, hier, j'assistais à la présentation de M. Giroux concernant les dépenses liées au remplacement des navires de la marine et, curieusement, il nous a annoncé que les prévisions budgétaires sont passées de 60 à 78 milliards de dollars. C'est quand même un écart de 18 milliards. En plus de cela, on nous dit que la fin du projet ou la date à laquelle tous les navires seront remplacés est prévue pour 2046. Je ne serai pas là à cette date, mais on peut imaginer les coûts. J'avais posé une question au sujet de cet écart; on m'a dit que c'étaient les délais, mais on ne pouvait pas m'en dire plus.

Est-ce que dans votre équipe il y a des gens qui ont pour mission de faire une réconciliation des chiffres pour permettre d'avoir un meilleur aperçu des coûts et des engagements qui sont pris?

[Traduction]

**M. Purves :** Merci beaucoup, monsieur le sénateur. C'est une excellente question. Le Secrétariat du Conseil du Trésor remplit de nombreux rôles. Celui de s'assurer que les autorisations du Parlement sont obtenues pour les dépenses en cours d'exercice est l'essentiel de ce que nous faisons par rapport aux crédits et tout le reste.

Pour ce qui est de vos questions générales sur l'établissement des coûts et sur la façon dont un ministère fait cela, je dirais que, évidemment, cela dépend énormément du ministère. Chaque ministère doit suivre certaines lignes directrices pour s'assurer que les coûts sont établis de façon crédible. Nous avons avec nous un représentant du Bureau du contrôleur général, qui est peut-être mieux placé pour vous expliquer le cadre général. Nous serions certainement heureux de vous faire parvenir une réponse à ce sujet.

**Roger Ermuth, contrôleur général adjoint, Secteur de la gestion financière, Bureau du contrôleur général, Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada :** En ce qui concerne les navires en particulier, il va falloir que j'aie une petite discussion avec le ministère de la Défense nationale pour lui poser la question. Je peux vous dire que, pour ce qui est du travail et des efforts accomplis au cours des cinq ou six dernières années pour renforcer et accroître notre capacité au chapitre

the story, recognizing that with each given year — and I think the Parliamentary Budget Officer's report acknowledges [Technical difficulties]

[Translation]

**Senator Dagenais:** This question is for Mr. Purves as well. To what extent does the current government give you latitude to limit unnecessary spending? Once planned spending has been approved, can you spend the money without regard for potential savings?

[English]

**Mr. Purves:** That is a great question. There is a distinction between planned spending and actual spending. My purview is in that world of providing parliamentarians with the best information possible to be able to make decisions on planned spending. As you know, we have our supplementary estimates documents where we try to set this out, but we also include a lot of online annexes that go with it. Often, people don't go and look at these online annexes. Our intention is to give you a sense not only the proposed spending authority at that moment, but also the change in spending authority that is planned to give you as much transparency as possible.

The Parliamentary Budget Officer did speak in his report yesterday about frozen allotments. It gives you a sense of how much of the planned authorities that have been approved to date through Main Estimates, but also through supplementary estimates, are being frozen and being considered in future years. As decisions are made, we have an opportunity to bring those to you as they are available through the supply cycle and our tabling of these documents. We also do that through our GC InfoBase to the best of our ability.

The best testament of that is what we have done on GC InfoBase with respect to giving you a sense of the voted and statutory authorities that have been approved and revealed in different supplementary estimates this year. If you step back and look at the overall estimates for this year, to date we have estimates of about \$480 billion, of which about \$160 billion is COVID related. There is a good sense of what is COVID related and what is not COVID related. We try to give you a sense of what is going to be staying in this fiscal year, in terms of an up-to authority that departments might need and what we expect to move into a future year as per our frozen allotments report.

de l'établissement des coûts, pour présenter un tableau de la situation, compte tenu du fait que, chaque année... et je crois que le rapport du directeur parlementaire du budget reconnaît [Difficultés techniques]

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Ma question s'adresse toujours à M. Purves. Dans quelle mesure le gouvernement actuel vous accorde-t-il une certaine marge pour limiter les dépenses qui ne seraient pas nécessaires? Une fois le budget voté, l'argent pourrait-il être dépensé sans égard aux économies qui pourraient être réalisées?

[Traduction]

**M. Purves :** C'est une excellente question. On fait une distinction entre les dépenses prévues et les dépenses réelles. Dans ce contexte, ma responsabilité est de fournir aux parlementaires les meilleures informations possible pour qu'ils puissent prendre des décisions sur les dépenses prévues. Comme vous le savez, nous avons des documents sur le Budget supplémentaire des dépenses dans lesquels nous essayons d'expliquer tout cela, et nous y ajoutons aussi beaucoup d'annexes en ligne. Souvent, les gens ne vont pas consulter ces annexes en ligne. Notre but est de vous aider non seulement à comprendre les autorisations de dépenser proposées à un moment donné, mais aussi les changements prévus des autorisations de dépenser, afin que vous ayez l'information la plus transparente possible.

Le directeur parlementaire du budget a effectivement parlé des affectations bloquées dans son rapport d'hier. Cela vous donne une idée du nombre d'autorisations de dépenser, approuvées jusqu'ici dans le Budget principal des dépenses et dans les budgets supplémentaires des dépenses, qui sont bloquées et qui sont à l'étude pour d'autres exercices. Au fur et à mesure que les décisions sont prises, nous pouvons vous présenter ces renseignements lorsqu'ils deviennent accessibles, dans le cadre du cycle budgétaire et lorsque nous déposons ces documents. Nous faisons aussi de notre mieux pour publier ces informations dans l'InfoBase du gouvernement du Canada.

Le meilleur exemple que je pourrais vous donner est d'ailleurs ce que nous avons fait avec l'InfoBase du gouvernement du Canada, pour vous donner de l'information sur les autorisations votées et les autorisations législatives, qui ont été approuvées et divulguées dans les divers budgets supplémentaires des dépenses cette année. Si on prend du recul et qu'on regarde globalement les budgets de cette année, jusqu'ici, les budgets s'élèvent à environ 480 milliards de dollars, dont 160 milliards de dollars vont aux mesures liées à la COVID. Il est facile de voir quels montants vont aux mesures liées à la COVID et quels montants vont ailleurs. Nous essayons de vous donner de l'information sur

**Senator Galvez:** My colleague Senator Richards just mentioned there is money being given to students for their loans, research and foreign assistance money, and we are not giving enough to the oil workers, but on page 57, there is a payment of \$320 million from the Department of Finance to the Province of Newfoundland and Labrador to support offshore energy sector workers. This payment was authorized under the Financial Administration Act section 60.2(2)(b), which, until September 30, 2020, allowed making payments to a province or territory, or after consultation with a province or territory, to an entity for the purpose of responding to a situation of significant and systemic economic and financial distress. The statutory authority to make this payment lapsed on September 30, 2020, and the funding was announced on September 25, 2020.

Can you assure us the payment was done before the statutory authority to do so lapsed? Did other provinces or territories receive such payments before September 30, 2020?

**Mr. Purves:** We do validate that with the Department of Finance to ensure that when they are accessing that, they have that statutory payment authority, that it is valid, and they are being able to charge it so long as that payment authority exists. We would not be able to put it in here if they did not check those boxes there.

I understand the Department of Finance is appearing after us, and you could certainly raise that point with them as well, but, yes, it was a payment to the Province of Newfoundland and Labrador. You are talking about the \$320 million; is that correct?

**Senator Galvez:** Yes.

**Mr. Purves:** It was in response to the significant economic and financial distress of the province's offshore petroleum sector this year.

**Senator Galvez:** Is some of this money going to go to financing the new regulations for safety and health that we just passed in Bill S-3 in the Senate?

**Mr. Purves:** Senator, when we include statutory information, it's for your information. We don't have much of a purview on it because we don't have much authority on it.

ce qui va rester pour cet exercice, notamment le montant maximal des autorisations dont les ministères auront peut-être besoin et les reports aux années à venir, comme cela est indiqué dans notre rapport sur les affectations bloquées.

**La sénatrice Galvez :** Mon collègue, le sénateur Richards, vient de mentionner qu'on donne de l'argent pour les prêts étudiants, pour la recherche et pour l'aide aux pays étrangers, et que nous n'en donnons pas assez aux travailleurs pétroliers. Toutefois, à la page 57, il y a un paiement de 320 millions de dollars du ministère des Finances à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour soutenir les travailleurs du secteur de l'énergie extracôtière. Le paiement est autorisé en vertu de l'alinéa 60.2(2)b de la Loi sur la gestion des finances publiques, qui, jusqu'au 30 septembre 2020, permettait d'effectuer des paiements à une province ou à un territoire ou, après consultation d'une province ou d'un territoire, à une entité afin de répondre à une situation de détresse économique et financière importante et systématique. L'autorisation législative relative à ce paiement a échu le 30 septembre 2020, et ce financement a été annoncé le 25 septembre 2020.

Pouvez-vous confirmer que ce paiement a été fait avant que l'autorisation législative soit arrivée à échéance? D'autres provinces ou territoires ont-ils reçu de tels paiements avant le 30 septembre 2020?

**M. Purves :** Nous confirmons ce genre de choses avec le ministère des Finances pour nous assurer qu'il a une autorisation de paiement législative valide quand il accède à ce genre de fonds, et qu'il peut le porter à son compte aussi longtemps que l'autorisation de paiement existe. Nous n'aurions pas pu l'inscrire ici si toutes les cases n'étaient pas cochées.

Je crois savoir que des représentants du ministère des Finances vont témoigner après nous, alors vous pourrez certainement leur poser la question à eux aussi, mais, effectivement, il y a eu un paiement à la province de Terre-Neuve-et-Labrador. Vous parliez bien du montant de 320 millions de dollars, oui?

**La sénatrice Galvez :** Oui.

**M. Purves :** C'est un paiement en réponse à une situation de détresse économique et financière importante qui a frappé le secteur pétrolier extracôtier cette année.

**La sénatrice Galvez :** Est-ce qu'une partie de cet argent sera utilisée pour soutenir le nouveau règlement en matière de santé et de sécurité que le Sénat vient d'adopter, le projet de loi S-3?

**M. Purves :** Madame la sénatrice, quand nous ajoutons de l'information sur des autorisations législatives, c'est à titre indicatif. Cela ne relève pas vraiment de notre compétence; nous n'avons pas de pouvoir par rapport à cela.

In terms of what happens to the payment after it's released, we wouldn't have a line of sight on that. That is a question that the Department of Finance might have a better line of sight on.

**Senator Galvez:** My second question is regarding the Canada Infrastructure Bank. These supplementary estimates include \$2.3 billion in statutory authorities to the Department of Finance for a payment to the Canada Infrastructure Bank. The funding is part of the planned \$35 billion capitalization of the CIB, which was announced in 2017. Funding flows from the Department of Finance to the CIB based on the approval of projects and consequential requirements. However, the PBO sent an information request to CIB on February 11 seeking additional information on the status of projects it has assessed since 2018-19.

To your knowledge, has the CIB replied? Why is this information not already made public considering the importance of these public sums that are involved?

**Mr. Purves:** Senator, I would like to be able to give you an answer to that question. It probably would be best presented to the Department of Finance in the next session, or we can certainly follow up with the Department of Finance on it.

In terms of whether they have replied to the PBO, we wouldn't have that information.

**Senator M. Deacon:** Thank you to all of you for being here this afternoon. The question I have is around the supplementary mandate letter that would have been received by Minister Duclos. It focused on a number of items. One item was on diversity. He has been tasked with implementing and developing an action plan to increase representation in our federal workforce in a number of demographics.

It's hard to quantify what an end goal could look like on diversity, but I'm wondering if the department has deliverables in mind, or will it be an ongoing project to remain vigilant and sensitive to the need for our public service to reflect the make-up of our Canadian population?

**Mr. Purves:** Ms. Hassan would probably be best placed to answer your question, senator.

**Ms. Hassan:** Thank you, Senator Deacon. In keeping with the supplementary mandate letter, we do have a team that is in the office of the Chief Human Resources Officer in charge of looking at implementing diversity and inclusion. We know we haven't achieved a parity with all workforce availability, and progress is going to be made.

Pour ce qui est de ce qui arrive après le versement du paiement, ce n'est pas quelque chose que nous surveillons. Le ministère des Finances serait peut-être mieux placé pour répondre à cette question.

**La sénatrice Galvez :** Ma deuxième question concerne la Banque de l'infrastructure du Canada. Le présent Budget supplémentaire des dépenses comprend l'octroi d'autorisations législatives d'une valeur de 2,3 milliards de dollars au ministère des Finances pour un paiement à la Banque de l'infrastructure du Canada. Cette somme fait partie des investissements en capitaux de 35 milliards de dollars annoncés en 2017 pour la BIC. Le ministère des Finances verse des fonds à la BIC en fonction de l'approbation des projets et des besoins de trésorerie connexes. Cependant, le directeur parlementaire du budget a transmis une demande d'information à la BIC, le 11 février, afin d'obtenir des renseignements additionnels sur l'état d'avancement des projets évalués depuis 2018-2019.

À votre connaissance, la BIC a-t-elle répondu? Pourquoi cette information n'a-t-elle toujours pas été rendue publique, compte tenu de l'importance des sommes publiques dont il est question?

**M. Purves :** Madame la sénatrice, j'aimerais répondre à votre question, mais votre prochain groupe de témoins du ministère des Finances serait probablement mieux placé pour y répondre. Nous pourrions aussi consulter le ministère des Finances pour vous faire parvenir une réponse, bien sûr.

Pour ce qui est de savoir si la BIC a répondu au DPB, nous n'avons pas cette information.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci à vous tous d'être avec nous cet après-midi. Ma question concerne la lettre de mandat supplémentaire que le ministre Duclos a dû recevoir. On y soulevait un certain nombre de points, entre autres la diversité. Il a été chargé de mettre en œuvre et d'élaborer un plan d'action pour accroître la représentation démographique d'un certain nombre de groupes parmi les employés fédéraux.

Même si c'est difficile de mettre un chiffre sur les objectifs finaux en matière de diversité, je me demandais si le ministère avait songé aux résultats qu'il veut atteindre. Ou alors, s'agira-t-il plutôt d'un projet continu où il faudra être vigilant et sensible à l'égard du fait que la fonction publique doit refléter la composition de la population canadienne?

**M. Purves :** Mme Hassan est probablement la mieux placée pour répondre à votre question, sénatrice.

**Mme Hassan :** Merci, sénatrice Deacon. À propos de la lettre de mandat supplémentaire, nous avons effectivement au Bureau du dirigeant principal des ressources humaines une équipe chargée de mettre en œuvre des mesures favorisant la diversité et l'inclusion. Nous savons que nous n'avons pas atteint la parité pour tous les effectifs disponibles, et nous continuerons de travailler à cette fin.

In the Fall Economic Statement, funding to support the creation of a centre on diversity and inclusion was provided. That centre will be working on that work plan and developing a number of initiatives. We are looking at the diversity targeted management development program, which will be designed and established this winter with an official launch expected in the summer, and a mentorship plus initiative that includes sponsorship that pairs proteges with sponsors help those candidates be better known in a number of networks.

We have also been releasing data on the representation — and I would say much better data — that will help to understand where the gaps are and where the additional work is needed. We are all very much conscious of the call to action we all received from the Clerk of the Privy Council asking everyone to have that at the top of their mind and on the top of their list of things that we need to be working on collectively.

**Senator M. Deacon:** Thank you for that. My other question concerns plans — and it's a little connected — for what our post-pandemic public workforce might look like.

The first item on the supplementary mandate letter tasks Minister Duclos with working with the Minister of Public Services and Procurement and the Minister of Digital Government to look at this enhanced flexibility in working arrangements moving forward for federal public servants. I wonder what these discussions are looking like and whether you are at the point where you envision a home-office mix. Are there cost savings you can envision if we transfer to a more home and work structure?

**Ms. Hassan:** Thank you for that question, Senator Deacon. In fact, since the beginning of the pandemic, we have seen that because of the pandemic we needed to have many of our employees working from home to limit the spread of the virus. The IT infrastructure has been developed, and now a majority of employees in many departments are working successfully from home and are able to log on to the work site.

Last summer, we worked at looking at plans for a return to the work site. Unfortunately, the second wave arrived and that wasn't launched. The plan for the workplace post-pandemic certainly is one we are looking into, looking at the future of work, what it could look like in terms of installation, how the buildings will need to be adjusted in a post-pandemic world. The work is still ongoing. We don't have a fulsome report today, but the work is ongoing.

**Senator M. Deacon:** Thank you.

Dans l'Énoncé économique de l'automne, des fonds ont été alloués pour soutenir la création d'un centre sur la diversité et l'inclusion. Ce centre va travailler sur ce plan de travail et élaborera un certain nombre d'initiatives. Un programme de perfectionnement des gestionnaires axé sur la diversité sera élaboré et mis en place cet hiver, et le lancement officiel est prévu à l'été. Il y a aussi une initiative de mentorat plus, qui comprend un programme de parrainage, où les parrains parrainent des protégés pour que ces candidats soient davantage connus dans les divers réseaux.

Nous publions aussi des données sur la représentation — de bien meilleures données, selon moi — qui aident à comprendre où sont les lacunes et où il faut déployer davantage d'efforts. Nous accordons tous beaucoup d'importance à l'appel à l'action que nous avons tous reçu du greffier du Conseil privé, demandant à tout le monde d'en faire une priorité, dans nos esprits et dans la liste des choses sur lesquelles nous devons travailler collectivement.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci. Mon autre question concerne les plans — cela a un peu rapport — relatifs à l'effectif public post-pandémie.

Selon le premier point de la lettre de mandat supplémentaire adressée au ministre Duclos, celui-ci doit travailler avec la ministre des Services publics et de l'Approvisionnement et la ministre du Gouvernement numérique afin d'explorer la possibilité d'une flexibilité accrue dans les modalités de travail des fonctionnaires fédéraux. Pouvez-vous nous parler de la teneur de ces discussions et nous dire si, actuellement, vous envisagez une approche mixte maison-bureau? Prévoyez-vous réaliser des économies, si nous passons à une structure davantage axée sur le travail à domicile?

**Mme Hassan :** Merci de la question, sénatrice Deacon. À dire vrai, depuis le début de la pandémie, nous avons constaté que, à cause de la pandémie, il était nécessaire que beaucoup de nos employés travaillent de la maison pour limiter la propagation du virus. Une infrastructure de TI a été mise au point et, maintenant, une majorité d'employés de bon nombre de ministères travaillent sans problème à la maison en se connectant à distance à leur lieu de travail.

L'été dernier, nous avons étudié des plans pour le retour sur les lieux de travail. Malheureusement, la deuxième vague est arrivée, et rien n'a été fait. Nous étudions aussi évidemment le plan sur les lieux de travail après la pandémie. Nous réfléchissons à l'avenir du travail, à ce qui pourrait être fait en matière d'aménagement et aux modifications à faire dans les immeubles dans le monde post-pandémie. Le travail est en cours. Nous ne pouvons pas vous donner de rapport complet aujourd'hui, mais le travail est en cours.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci.

**Senator Boehm:** I'm not sure who would like to take my question, but it's about the money allocation to isolation measures. As we know, travellers are responsible for bearing the cost of the mandatory hotel stopover, which will include having to pay for the cost of food, room, security services, transportation and infection prevention and control measures.

In the supplementary estimates, there is over \$225 million allocated to COVID-19-related border and travel measures and isolation sites. Could you tell us more about how much of that funding is allocated to this mandatory hotel quarantine and for what it is paying, given that the idea behind this policy is that travellers bear the cost and taxpayer money is not necessarily used?

Related to that, I understand that bookings can't be made directly with the hotel, but that the cost of these hotel stopovers may vary by location. Of course, that's what market forces are about in our country. How are the prices for each hotel quarantine bundle determined? Is it determined by the Government of Canada or by the hotels? Is the government supplementing some costs to the hotels that have been selected — we know the industry is suffering — and is there an oversight mechanism for this?

**Mr. Purves:** Thank you very much, senator. That \$225 million was included with which department? Was it with the Public Health Agency? My apologies.

**Senator Boehm:** I'm not quite sure.

**Ms. Paulin:** It is with the Public Health Agency.

**Mr. Purves:** Senator Boehm, it's a great question. There is a whole series of questions there to unpack.

The Public Health Agency of Canada is using its existing resources and adjustments that they will be receiving to be able to address whatever costs they have identified to be taken on with respect to this initiative.

In terms of better understanding that split, Lola, would you happen to have any information on that, or is that something where we would have to go back to the Public Health Agency of Canada to get a better line of sight for the senator?

**Ms. Paulin:** We would most certainly have to go back to the Public Health Agency of Canada and get back to him on that particular. We wouldn't have the details surrounding the specifics for the hotels, the new measure that was brought about.

**Mr. Purves:** Great. Thank you.

**Le sénateur Boehm :** Je ne sais pas qui pourrait répondre à ma question, mais c'est à propos de l'argent alloué pour les mesures d'isolement. Comme vous le savez, il incombe aux voyageurs d'assumer les frais de leur séjour obligatoire à l'hôtel, ce qui comprend le coût de la nourriture, de la chambre, des services de sécurité, du transport et des mesures de contrôle et de prévention des infections.

Dans le Budget supplémentaire des dépenses, plus de 225 millions de dollars sont alloués aux fonds destinés aux mesures relatives au voyage et aux frontières et aux centres d'isolement pour la COVID-19. Pouvez-vous nous fournir plus de détails sur le montant des fonds qui seront utilisés pour la quarantaine obligatoire à l'hôtel et nous dire aussi qu'est-ce que cela paye, puisque le but de cette politique est que les voyageurs eux-mêmes assument les coûts, pour éviter d'avoir à dépenser l'argent des contribuables?

À ce sujet, je comprends que les réservations ne peuvent pas être faites directement avec l'hôtel, et que le coût des séjours à l'hôtel varie selon l'endroit. Mais c'est cela, les forces du marché dans notre pays. Comment établit-on le prix pour chaque hôtel où les gens sont en quarantaine? Est-ce que le prix est établi par le gouvernement du Canada ou par les hôtels? Est-ce que le gouvernement couvre une partie des coûts dans les hôtels sélectionnés — nous savons que l'industrie est en difficulté —, et est-ce qu'il y a un mécanisme de surveillance pour cela?

**M. Purves :** Merci beaucoup, monsieur le sénateur. Ces 225 millions de dollars concernaient quel ministère? Est-ce que c'est l'Agence de la santé publique? Excusez-moi.

**Le sénateur Boehm :** Je ne le sais pas vraiment.

**Mme Paulin :** C'est l'Agence de la santé publique.

**M. Purves :** C'est une excellente question, monsieur le sénateur. En fait, il y a toutes sortes de sous-questions.

L'Agence de la santé publique du Canada utilise ses ressources existantes ainsi que les rajustements qu'elle va recevoir pour couvrir les coûts qu'elle a jugés nécessaires pour cette initiative.

Si vous voulez plus d'information sur la façon dont c'est partagé... Madame Paulin, avez-vous des renseignements là-dessus, où faudrait-il consulter l'Agence de la santé publique du Canada afin de pouvoir fournir de l'information plus détaillée au sénateur?

**Mme Paulin :** Nous allons sans doute devoir consulter l'Agence de la santé publique du Canada et lui faire parvenir une réponse plus tard à ce sujet. Nous n'avons pas de détails précis en ce qui concerne les hôtels et la nouvelle mesure qui a été prise.

**M. Purves :** Parfait. Merci.

**Senator Boehm:** I'm particularly interested in the oversight mechanism. This issue is very much in the news. Canadians are asking questions, and I think it behooves us to get some answers as to whether there is a built-in subsidy, whether there are deeper consultations with the hotels, whether there is a fluctuation in pricing across the country, so any specifics like that would be very helpful.

This next question is with respect to long-term care homes. The outbreaks in our long-term care homes have been a great concern nationally. In the last week, the Canadian Association for Long Term Care released recommendations for national standards as being an urgent requirement. But the report emphasized these can only make a difference if they are tied to budgetary investments. I'm pleased to see in the estimates there is an allocation of \$505 million towards much-needed investment in our long-term care homes across the country. However, I would like to know whether some of this funding is allocated towards at least investigating, implementing and identifying national standards of care in long-term settings — because this issue is not going to go away; it will be with us in Canada for a long time — and in preparation for future emergencies of this kind.

Mr. Purves, I'm not sure if it's you, but give it a shot.

**Mr. Purves:** Again, it's a great question. The one thing I would say on this, Senator Boehm, is that payment authority is achieved in two different ways. It's achieved either through legislation, through the statutory path, or it's achieved through the Appropriation Act, and it's captured in the voted side.

Right now, there is a bill making its way through Parliament that includes a payment authority specifically for the long-term care funding that you're citing. Ultimately, when we table the Appropriation Act, it will not effectively include that long-term care component. It's Bill C-14 that includes the payment authority to be able to release funds and to have the Minister of Health be able to access those funds and the health department be able to proceed.

I had understood that it did include not just supports, but other elements. Just to ensure we have an appropriate record for you, we will get back to you on your supplementary question as well.

**Senator Boehm:** Thank you very much. I would like to go on the second round, please, chair.

**Le sénateur Boehm :** C'est le mécanisme de surveillance qui m'intéresse en particulier. C'est vraiment un sujet d'actualité. Les Canadiens ont des questions, et je crois qu'il est de notre devoir de leur fournir des réponses : y a-t-il une subvention intégrée, y a-t-il eu des consultations rigoureuses avec les hôtels, est-ce que les prix fluctuent d'un endroit à l'autre du pays? Tout détail que vous pourriez fournir nous serait très utile.

Ma prochaine question porte sur les établissements de soins de longue durée. À l'échelle nationale, les éclosions dans les établissements de soins de longue durée sont extrêmement préoccupantes. Au cours de la semaine dernière, l'Association canadienne des soins de longue durée a publié des recommandations, selon lesquelles il est urgent d'imposer des normes nationales. Le rapport a tout de même souligné qu'elles ne pourront changer la donne que s'il y a des investissements dans le budget. Je suis heureux de voir, dans le budget, qu'on alloue 505 millions de dollars pour ces investissements dont ont grandement besoin les établissements de soins de longue durée du pays. J'aimerais cependant savoir si une partie de ce financement sera affecté au moins à l'étude, à la mise en œuvre et à l'élaboration de normes nationales de soins dans les établissements de soins de longue durée — parce que le problème ne va pas disparaître, ce sera au Canada pendant longtemps — et à la préparation aux futures urgences du même type.

Monsieur Purves, je ne sais pas si vous êtes le mieux placé pour répondre, mais allez-y.

**M. Purves :** Encore une fois, c'est une excellente question. Tout ce que je pourrais dire à ce sujet, monsieur le sénateur, c'est que l'autorisation de paiement est obtenue de deux façons, soit législativement, c'est-à-dire par des moyens législatifs, soit par l'intermédiaire de la Loi de crédits, auquel cas ce sera dans les crédits votés.

En ce moment, il y a un projet de loi à l'étude au Parlement qui prévoit une autorisation de paiement précisément pour le financement des soins de longue durée que vous avez mentionnés. En somme, quand nous déposerons la Loi de crédits, il n'y aura pas concrètement ce volet sur les soins de longue durée. C'est dans le projet de loi C-14 qu'il y aura l'autorisation de paiement pour débloquer des fonds que la ministre de la Santé et le ministère de la Santé pourront utiliser pour aller de l'avant.

J'avais cru comprendre qu'il ne s'agissait pas seulement de soutien, mais aussi d'autres choses. Juste pour nous assurer d'avoir le bon dossier pour vous, nous vous ferons parvenir une réponse à votre autre question également.

**Le sénateur Boehm :** Merci beaucoup. J'aimerais intervenir au deuxième tour, monsieur le président.

**Senator Duncan:** Thank you to the witnesses who have come before us today. My question is directed to Ms. Hassan. Forgive me, it's a little bit into the weeds — the details, if you will — regarding the Joint Learning Program.

As Canada moves towards truth and reconciliation, retired Senator Sinclair's reference to education being key to moving forward comes to mind. I'm aware that, for example, the Northern Institute of Social Justice, through Yukon University, offers a weekend Yukon First Nations 101 course. New employees at one of the government facilities, the Yukon hospital, are required to take this course as training for new hires. That's the Yukon situation. I'm sure Nova Scotia has amazing similar courses with their academic community educating Canadians about Black history.

As we move toward trying to recognize and deal with systemic discrimination in our country, it seems to me that this sort of education and awareness is not only important for individuals involved in the provincial and territorial public services but the broader public service. Their situations are different everywhere in the country. I'm sure we could come up with 14 different courses that should be taken. Senator Deacon referenced the move toward diversity in the public service. We also need the education of existing public servants.

As part of this Joint Learning Program, what initiatives are under way with regard to providing educational opportunities, such as I have just mentioned, to not only new public servants but existing public servants and the differences in educating the — forgive me — Ottawa bubble of these differences across the country? Could I have that explanation, please?

**Ms. Hassan:** Thank you, Senator Duncan. As I indicated previously, the Joint Learning Program is a partnership between the Public Service Alliance and the Treasury Board Secretariat. In the list of workshops that have been given, we do have some on respecting differences and anti-discrimination.

You have mentioned very important topics, such as truth and reconciliation, Black history and issues of systemic discrimination. What I can say is that anti-racism is on the list of upcoming training that has already been developed, and more will be developed and delivered in the upcoming fiscal year 2021-22.

I can certainly make sure that your concern and suggestion is provided to our representatives on that committee and see if they can have a discussion with our bargaining agent colleagues who are developing the agenda for the upcoming year or years, as

**La sénatrice Duncan :** Merci aux témoins qui ont comparu devant nous aujourd'hui. Ma question s'adresse à Mme Hassan. Pardonnez-moi, je m'égare un peu dans les détails, si vous voulez, cela concerne le Programme d'apprentissage mixte.

À mesure que le Canada progresse au chapitre de la vérité et la réconciliation, la référence du sénateur à la retraite, M. Sinclair, selon laquelle l'éducation est essentielle pour aller de l'avant, me vient à l'esprit. Je sais que, par exemple, l'Institut nordique de la justice sociale, par l'intermédiaire de l'Université du Yukon, offre un cours 101 sur les Premières Nations du Yukon, les fins de semaine. Dans un des établissements du gouvernement, l'hôpital du Yukon, les nouveaux employés doivent suivre ce cours à titre de formation. C'est la situation actuelle au Yukon. Je suis certaine que la Nouvelle-Écosse offre des cours similaires formidables dans ses milieux universitaires pour enseigner aux Canadiens l'histoire des Noirs.

Puisque nous essayons de reconnaître et de combattre la discrimination systémique dans notre pays, il me semble que ce type d'enseignement et de sensibilisation n'est pas seulement important pour les personnes qui font partie des services publics provinciaux et territoriaux, mais qu'il l'est aussi pour l'ensemble de la fonction publique. Leur situation est différente partout dans le pays. Je suis certaine que nous pourrions proposer 14 cours différents. La sénatrice Deacon a mentionné les progrès vers la diversité dans la fonction publique. Nous devons également former les fonctionnaires actuels.

Dans le cadre de ce Programme d'apprentissage mixte, quelles sont les initiatives en cours concernant les possibilités d'instruction offertes, comme je viens de le mentionner, pas seulement aux nouveaux fonctionnaires, mais également aux fonctionnaires actuels? Quelles sont les différences au chapitre de l'éducation de la — pardonnez-moi — bulle d'Ottawa sur ces différences à l'échelle du pays? Pourriez-vous m'expliquer, s'il vous plaît?

**Mme Hassan :** Merci, sénatrice Duncan. Comme je l'ai dit plus tôt, le Programme d'apprentissage mixte est un partenariat entre l'Alliance de la fonction publique et le Secrétariat du Conseil du Trésor. Dans la liste des ateliers qui a été donnée, nous en avons quelques-uns sur le respect des différences et la lutte contre la discrimination.

Vous avez mentionné des sujets très importants, comme la vérité et la réconciliation, l'histoire des Noirs et les questions liées à la discrimination systémique. Ce que je peux dire, c'est que la lutte contre le racisme figure sur la liste des prochaines formations, qui ont déjà été élaborées, et d'autres seront élaborées et fournies au cours du prochain exercice, en 2021-2022.

Je peux certainement m'assurer que votre préoccupation et votre proposition seront transmises à nos représentants à ce comité et voir s'ils peuvent discuter avec nos collègues agents de négociation, qui préparent le programme de la prochaine année

well as the upcoming training, and see if the Joint Learning Program could be used for purposes of that training.

There is also, as you know, the Canada School of Public Service that provides training and where such subjects are already on the agenda of what they are offering to employees and managers.

**Senator Duncan:** Could I follow up, Mr. Chair, with just one quick question?

**The Chair:** Please do, senator.

**Senator Duncan:** Thank you, Ms. Hassan, for that answer. I appreciate that courses are made available and that you have taken my suggestions under consideration.

What follow-up is done? For example, what performance indicators do we have about the courses that are offered? What's more, is it a requirement in your annual performance evaluation that the managers reporting "x" number of employees have availed themselves of these courses?

It's not simply new hires, but perhaps more than once in their lifetime in the career of a public servant, individuals should be taking these courses and proving that they are implementing the recommended actions. So could you talk about the performance indicators, please?

**Ms. Hassan:** Thank you. The Joint Learning Program is but one of the avenues for training that we have in the public service. As I have indicated, there are other legislated obligations that are imposed on employees where courses have to be developed, either at the department or government level, where all employees must take that training.

If I take the example of the recent amendment to the Canada Labour Code, this came into force on January 1 of this year, and mandatory training will have to be given to all employees on harassment and discrimination. Consequently, for that type of legislated obligation, we would see a necessary reporting because all employees and managers would have the obligation to follow such training.

So the Joint Learning Program exists. We will take your suggestion back to them, but there are many other avenues to ensure that mandatory training on subjects that are very important to the government are done.

**Senator Loffreda:** Thank you to the Treasury Board of Canada Secretariat for being here, and to all the witnesses.

My question is on the Canadian Digital Service and their \$3.8 million ask. I would like to follow up. You mentioned previously that a substantial amount of that ask is for COVID

ou des prochaines années ainsi que les prochaines formations, et voir si le Programme d'apprentissage mixte pourrait être utilisé aux fins de cette formation.

Comme vous le savez, l'École de la fonction publique du Canada fournit des formations, et ces sujets font déjà partie des cours offerts aux employés et aux gestionnaires.

**La sénatrice Duncan :** Monsieur le président, puis-je poser une autre petite question?

**Le président :** Allez-y, sénatrice.

**La sénatrice Duncan :** Merci de cette réponse, madame Hassan. Je suis ravie que ces cours soient offerts et que vous ayez pris en considération mes propositions.

Qu'en est-il du suivi? Par exemple, quels sont les indicateurs de rendement dont vous disposez pour les cours qui sont offerts? De plus, votre évaluation annuelle du rendement exige-t-elle que les gestionnaires qui déclarent avoir « x » employés aient suivi ces cours?

Il ne s'agit pas simplement des nouveaux employés; toutefois, peut-être que les employés devraient suivre ces cours plus d'une fois au cours de leur carrière dans la fonction publique et prouver qu'ils appliquent les mesures recommandées. Pourriez-vous s'il vous plaît nous parler des indicateurs de rendement?

**Mme Hassan :** Merci. Le Programme d'apprentissage mixte n'est qu'une des possibilités de formation dont nous disposons dans la fonction publique. Comme je le disais, d'autres obligations législatives sont imposées aux employés, puisqu'il faut élaborer des cours, que ce soit au niveau du ministère ou du gouvernement, et que tous les employés doivent suivre cette formation.

Si je prends l'exemple de la dernière modification du Code canadien du travail, qui est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de cette année, la formation obligatoire sur le harcèlement et la discrimination devra être offerte à tous les employés. Par conséquent, concernant ce type d'obligation législative, nous considérons qu'un rapport est nécessaire, car tous les employés et gestionnaires auraient l'obligation de suivre cette formation.

Le Programme d'apprentissage mixte existe, donc. Nous leur transmettrons votre proposition, mais il y a de nombreuses autres possibilités pour assurer une formation obligatoire sur les sujets qui sont très importants pour le gouvernement.

**Le sénateur Loffreda :** Je remercie les représentants du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada d'être ici, ainsi que tous les témoins.

Ma question concerne le Service numérique canadien et sa demande de 3,8 millions de dollars. J'aimerais revenir sur ce dossier. Vous avez précédemment mentionné qu'une

and on the COVID app. I would like you to elaborate on the monitoring of this investment. Has it been efficient? Is it popular? What are some of the challenges? Does it need modification?

Tracking is so key to controlling this virus. I think it's important to share an update and maybe reassure Canadians and encourage them to use it more than they have been and reassure them that there is no personal data being stored on this app. Thank you for your response.

**Ms. Cahill:** I will take this question. With the funding, CDS, the Canadian Digital Service, is now supporting the application, responding to questions from Canadians that are using the application, but also making changes based on the feedback that we receive from users of the application.

As you know, the COVID Alert app has been implemented across the country — almost — and along with other public service health measures such as wearing a mask, washing your hands, physical distancing, this application is key in fighting the COVID-19 virus. We are definitely using the money to make enhancements to the application, and we also have the dashboard website that tracks metrics, and more metrics will be added to the dashboard eventually. Although I don't have the web links to the dashboard, I would be more than happy to provide the links to the clerk of this committee.

**Senator Loffreda:** Thank you for the response to the COVID app.

My other question is to follow up on diversity. We all know how difficult this pandemic has been for women and minorities, and how important diversity is to our economy. We see in Supplementary Estimates (C) that Treasury Board is requesting \$637,000 to promote and encourage a more diverse and inclusive public service. Senator Deacon asked a great question.

I would like you to elaborate. Is there any communication or anything we can share with corporate Canada? Is some of this ask going towards those programs so we can give them an example, be the lead in saying, "Here is what we are doing to promote diversity, and here is what corporate Canada could take as an example from our lead." Could you perhaps reiterate and share some of those targets, results to date, compared to previous years?

partie importante de cette demande concernait la COVID et l'application relative à la COVID. Je souhaiterais que vous nous en disiez davantage sur le suivi de cet investissement. A-t-il été efficace? Est-il populaire? Quels sont les problèmes rencontrés? Faut-il apporter des modifications?

Le suivi est essentiel pour contrôler ce virus. Je pense qu'il est important de communiquer les nouvelles et peut-être de rassurer les Canadiens et de les encourager à utiliser davantage l'application et de leur assurer qu'aucune donnée personnelle n'est conservée par cette application. Merci de votre réponse.

**Mme Cahill :** Je vais répondre à cette question. Grâce au financement, le Service numérique canadien soutient maintenant l'application et répond aux questions des Canadiens qui utilisent l'application, mais il effectue également des modifications en fonction des commentaires reçus des utilisateurs de l'application.

Comme vous le savez, l'application Alerte COVID a été mise en œuvre dans tout le pays — ou presque —, et, parallèlement aux autres mesures de santé publique comme le port du masque, le lavage des mains, la distanciation physique, cette application est essentielle pour lutter contre le virus de la COVID-19. Nous utilisons assurément les fonds pour apporter des améliorations à l'application, et nous avons aussi un site Web des tableaux de bord qui assure aussi le suivi des mesures, et d'autres mesures seront plus tard ajoutées au tableau de bord. Même si je n'ai pas les liens vers le site Web du tableau de bord, je serais plus que ravie de fournir les liens à la greffière du comité.

**Le sénateur Loffreda :** Merci de votre réponse sur l'application de la COVID.

Mon autre question concerne la diversité, encore une fois. Nous savons tous à quel point cette pandémie a été difficile pour les femmes et les minorités, et à quel point la diversité est importante pour notre économie. Dans le Budget supplémentaire des dépenses (C), nous constatons que le Conseil du Trésor demande 637 000 \$ pour promouvoir et encourager une diversité et une inclusion accrues dans la fonction publique. La sénatrice Deacon a posé une excellente question.

J'aimerais que vous nous en disiez davantage. Y a-t-il des communications ou autre chose que nous pouvons transmettre aux entreprises canadiennes? Est-ce qu'une partie de cette demande est destinée à ces programmes pour que nous puissions leur donner un exemple, être les premiers à dire : « Voici ce que nous allons faire pour promouvoir la diversité, et voici ce que les entreprises canadiennes pourraient prendre comme exemple. » Pourriez-vous répéter et communiquer quelques-uns de ces objectifs et des résultats à ce jour, par rapport aux années précédentes?

There has been a lot of discussion around diversity so far. Have we improved this year compared to last year? What do you target for next year or the year after next? Thank you for your response once again.

**Mr. Purves:** I think that's for Ms. Hassan or Ms. Cahill.

**Ms. Hassan:** Thank you, senator. I'm uncertain of the question, if it was a question as to what was being done in the public service or if a part of the funding was for external corporations. So my understanding is that the sums included in Sup C are for the office of the Chief Human Resources Officer. As indicated previously, it will support the creation of the centre on diversity and inclusion. We are working at helping our minister in the mandate commitment that he has received. This amount, just to be precise, is for the fostering of diversity and inclusion in the public service. Certainly, once we have put up initiatives and are ready to launch others, we will be in a good position to report, but it will be a reporting of what is done within our offices.

**Senator Loffreda:** That was clear. That was the question, what is being done in your offices. But what else can we communicate, as an example, and more communication to corporate Canada; not for corporate Canada, but rather communication.

Have we seen some improvement so far? Is it still too early to say there has been some improvement or what are the improvements being forecast based on this investment, just to give it some value?

**Ms. Hassan:** The work has commenced, but in terms of being able to report today, it is somewhat early in the process. We are asking for the funds. We have a team in place. We'll be working diligently and hopefully we'll have measurable results that we can report on.

**Senator Loffreda:** Do we have objectives, targets or anything you can share on that side? We all wake up with objectives in the morning. I think those are important, especially when we make any size of an investment.

**Ms. Hassan:** You are absolutely correct. For the private sector, some have launched what we call the 50 — 30 Challenge, which asks organizations to aspire to, for example, gender parity, 50% on Canadian boards and senior management and 30% of EE representation. There are specific targets that are being set and are being communicated by senior leaders to their organizations, and that typically trickles down into the organizational plans. We

Jusqu'à présent, il y a eu beaucoup de discussions à propos de la diversité. Nous sommes-nous améliorés cette année par rapport à l'année dernière? Quels sont vos objectifs pour l'année prochaine ou l'année d'après? Merci de votre réponse encore une fois.

**M. Purves :** Je pense que Mme Hassan ou Mme Cahill peuvent répondre à la question.

**Mme Hassan :** Merci, sénateur. Je ne suis pas certaine d'avoir compris la question. Voulez-vous savoir ce qui a été fait dans la fonction publique ou si une partie du financement était destinée aux entreprises externes? D'après ce que j'ai compris, les sommes figurant dans le Budget supplémentaire des dépenses (C) sont destinées au Bureau du dirigeant principal des ressources humaines. Comme il a été précédemment indiqué, cela permettra de soutenir la création du centre pour la diversité et l'inclusion. Nous travaillons actuellement pour aider notre ministre au chapitre de l'engagement prévu dans le mandat qu'il a reçu. Pour être plus précise, ce montant est destiné au renforcement de la diversité et de l'inclusion dans la fonction publique. Certainement, une fois que nous aurons lancé des initiatives et serons prêts à en lancer d'autres, nous serons en mesure de présenter un rapport, mais ce sera un rapport sur ce qui est fait dans nos bureaux.

**Le sénateur Loffreda :** C'est clair. C'est la question que je posais, ce qui se fait dans vos bureaux. Mais que pouvons-nous communiquer d'autre, pour donner l'exemple, plus de communications aux entreprises canadiennes? Je m'intéresse aux communications plutôt qu'aux entreprises canadiennes.

Jusqu'à présent, avons-nous constaté quelques améliorations? Est-il trop tôt pour dire qu'il y a eu des améliorations? Quelles sont les améliorations prévues en fonction de cet investissement, simplement pour avoir une certaine valeur?

**Mme Hassan :** Les travaux ont commencé, mais, en ce qui concerne la capacité de présenter un rapport aujourd'hui, c'est un peu tôt dans le processus. Nous demandons des fonds. Nous avons une équipe en place. Nous travaillerons avec diligence et nous espérons obtenir des résultats mesurables dont nous pourrions rendre compte.

**Le sénateur Loffreda :** Avons-nous des objectifs, des cibles ou quoi que ce soit d'autre que vous pourriez communiquer à cet égard? Nous nous réveillons tous avec des objectifs le matin. Je pense qu'ils sont importants, surtout quand nous faisons un investissement, quel que soit le montant.

**Mme Hassan :** Vous avez absolument raison. En ce qui concerne le secteur privé, certains ont lancé ce que nous appelons le Défi 50-30, qui demande aux organisations d'atteindre, par exemple, la parité hommes-femmes à 50 % dans les conseils d'administration et la haute direction des entreprises canadiennes et 30 % pour la représentation pour l'équité en matière d'emploi. Des objectifs précis sont fixés et communiqués

do know that we will have to be reporting back to you and to Parliament on the results that will have to be achieved.

**Senator Loffreda:** And to the public. Thank you.

**Senator Smith:** For the Treasury Board, to its credit, the government attached a reconciliation document to the estimates that reconciles all spending authorities granted between the Fall Economic Statement and estimates. However, the document does not include any additional spending measures announced after the Fall Economic Statement, which was published in November 2020.

Will the department update the reconciliation table on a more frequent basis as more spending programs are introduced?

**Mr. Purves:** Thank you, senator. That's a great question.

Just stepping back, there is the distinction I mentioned before, which is on planned spending and actual spending. On the planned spending — and I think you were looking at the Parliamentary Budget Officer's report from yesterday — I think in the swim lanes of the estimates, we have put in a lot of information on COVID that we haven't had before, and certainly with respect to the reconciliation of what spending this is, we're up to an estimate to date versus the forecast in the Fall Economic Statement from 2020. I think Senator Marshall was the one that had that question the last time we were here. We have also added that reconciliation as well. In that prism of the planned spending, a lot has been done.

On the actual spending, of course, we're still in that year to date. I know that the departments have been providing as much information as they can with respect to results on transfers and so forth. As someone who is in the world of expenditure management, I would say that there is a big difference on what you can report on, in terms of actual information as the year is going on, with respect to transfers versus actual running of a program. There is a big difference between commitments and payments that are made. Those are certainly points that we will take back. It involves a broader government perspective on that to be able to bring timely information around, but it is certainly something that we will take back.

**Senator Smith:** Thank you. There have been concerns with respect to inconsistencies between approved COVID-19-related funding and actual spending by the various departments. This

par les hauts dirigeants à leurs organisations, et cela a habituellement des retombées sur les plans organisationnels. Nous savons que nous devons faire rapport au Parlement et à vous concernant les résultats qui devront être atteints.

**Le sénateur Loffreda :** Et au public. Merci.

**Le sénateur Smith :** Concernant le Conseil du Trésor, et c'est tout à son honneur, le gouvernement a joint au budget des dépenses un document qui permet de rapprocher tous les crédits budgétaires alloués entre l'Énoncé économique de l'automne et le budget des dépenses. Cependant, le document ne comprend aucune mesure de dépenses supplémentaires annoncée à la suite de l'Énoncé économique de l'automne, qui a été publié en novembre 2020.

Le ministère mettra-t-il plus fréquemment à jour le tableau de rapprochement à mesure que de nouveaux programmes de dépenses sont présentés?

**M. Purves :** Merci, sénateur. C'est une excellente question.

J'aimerais revenir un peu en arrière; j'ai précédemment mentionné la distinction entre les dépenses prévues et les dépenses réelles. En ce qui concerne les dépenses prévues — et je pense que vous avez examiné le rapport du directeur parlementaire du budget, hier —, je pense que nous avons mis dans les colonnes du budget des dépenses un grand nombre d'informations sur la COVID, que nous n'avions pas auparavant, et assurément, en ce qui concerne le rapprochement de ce que sont ces dépenses, nous avons, à ce jour, une estimation par rapport aux prévisions de l'Énoncé économique de l'automne 2020. Je pense que c'est le sénateur Marshall qui avait répondu à la question la dernière fois que nous étions ici. Nous avons également ajouté ce rapprochement. Beaucoup de choses ont été faites au chapitre des dépenses prévues.

En ce qui concerne les dépenses réelles, bien sûr, nous traitons toujours l'année en cours, à ce jour. Je sais que les ministères ont fourni autant d'informations qu'ils le pouvaient sur les résultats des transferts et ainsi de suite. En tant que personne qui travaille dans le domaine de la gestion des dépenses, je dirais qu'il y a une grande différence entre ce que vous pouvez déclarer dans un rapport, c'est-à-dire l'information réelle en cours d'année sur les transferts et le fonctionnement concret d'un programme. Il y a une grande différence entre les engagements et les paiements qui sont faits. Ce sont certainement des points sur lesquels nous allons revenir. Cela comprend une perspective plus large du gouvernement sur cet aspect, afin de pouvoir fournir rapidement des informations, mais c'est certainement un élément sur lequel nous reviendrons.

**Le sénateur Smith :** Merci. Des préoccupations ont été soulevées quant aux écarts entre le financement lié à la COVID-19 approuvé et les dépenses réelles des divers

data is not readily available to parliamentarians. While the CERB and the CEWS programs provide updates on actual spending, the majority of departments do not publish this information.

Does the department have a complete breakdown of the levels of actual spending by department, the reason for any lapses in spending and what happens to any unspent funding meant to deal with the pandemic?

**Mr. Purves:** In terms of part of my response already, I think it did cover some of that question about the actuals. With respect to departments, what happens is that they provide their information to the Receiver General when they make actual payments, and that is something they will report in quarterly financial reporting. The Department of Finance also includes this information with respect to their fiscal monitor reporting that they do on a monthly basis, in terms of a rolled-up basis for expenditures and revenues.

But with respect to the pace of specific measures, as I said, there is a distinction between the information that could be made available for a transfer versus a program that is actually in the course of being implemented. These are things that we're considering and, in terms of the broader lens of financial transparency, we will certainly take back and consider them.

**Senator Smith:** In the questioning, I was trying to get to the consistency of the departmental response, trying to get a sense of what, if any, problems have occurred with the COVID epidemic and the mentality towards the staff being able to complete the type of work that helps parliamentarians with this transparency. I'm just trying to get a sense of the flow going on within the various departments. It is more of a general question, but I think it's a broad management question.

**Mr. Purves:** It is a great series of questions, quite frankly. It's in the broader realm of financial transparency. I framed it as planned spending and actual spending. On the planned spending side, we have loads of information. On the actual spending side, departments are putting out the information they can when it's available. When I read the PBO, it was more about whether there is a way to have some sort of a structure to this. It's certainly something that we will take back.

There is a distinction between transfers and actual programs. It's not all the same. We always recommend that people ask the departments about the status of implementation because they will have the best line of sight on that. But absolutely, senator, the spirit of your question is something that we will take back.

ministères. Ces données ne sont pas facilement accessibles aux parlementaires. Même si les programmes de la Prestation canadienne d'urgence et de la Subvention salariale d'urgence du Canada fournissent des mises à jour sur les dépenses réelles, la majorité des ministères ne publient pas cette information.

Le ministère a-t-il une ventilation complète par ministère des niveaux des dépenses réelles, peut-il justifier les lacunes au chapitre des dépenses et dire ce qu'il en est des fonds destinés à faire face à la pandémie qui n'auront pas été dépensés?

**M. Purves :** Je pense qu'une partie de ma réponse a déjà couvert une partie de la question sur les dépenses réelles. Pour ce qui est des ministères, ce qui se passe, c'est qu'ils fournissent au receveur général du Canada leurs informations, lorsqu'ils effectuent les paiements, et ils les déclareront dans les rapports financiers trimestriels. Le ministère des Finances inclut également ces informations dans sa Revue financière mensuelle, en termes de dépenses et de recettes compilées.

Toutefois, pour ce qui est du rythme des mesures spécifiques, comme je l'ai dit, il y a une différence entre les informations qui pourraient être fournies pour un transfert et un programme qui est véritablement en cours de mise en œuvre. Ce sont des questions que nous examinons et, concernant la perspective plus large en matière de transparence financière, nous allons certainement reprendre la question et l'examiner.

**Le sénateur Smith :** Pendant les questions, je tentais d'évaluer la cohérence de la réponse du ministère, d'avoir une idée des problèmes éventuels liés à la pandémie de la COVID et de la mentalité selon laquelle le personnel peut effectuer le type de travail qui aide les parlementaires à faire preuve de transparence. J'essaie simplement de comprendre le fonctionnement actuel des différents ministères. Il s'agit plus d'une question d'ordre général, mais je pense que c'est une question de gestion en général.

**M. Purves :** En toute franchise, ce sont d'excellentes questions, dans le contexte plus large de la transparence financière. Je l'ai formulée en termes de dépenses prévues et de dépenses réelles. Pour ce qui est des dépenses prévues, nous avons des tonnes d'informations. Concernant les dépenses réelles, les ministères publient les informations qu'ils peuvent fournir lorsqu'elles sont disponibles. J'ai lu le rapport du directeur parlementaire du budget; il portait plus sur la question de savoir s'il y a un moyen de définir une sorte de structure pour cela. C'est certainement une question à laquelle nous allons réfléchir.

Il faut faire la distinction entre les transferts et les programmes proprement dits. Ce n'est pas la même chose. Nous recommandons toujours aux gens de demander aux ministères l'état d'avancement de la mise en œuvre, parce qu'ils auront la meilleure perspective à cet égard. Mais assurément, sénateur, nous allons réfléchir à l'esprit de votre question.

**Senator Smith:** Thank you very much, sir.

**Senator Pate:** The January 2021 mandate letter for the president of the Treasury Board includes, as a priority, leading a whole-of-government approach to collecting disaggregated data as a part of the government's commitment to addressing systemic racism. Racialized people have been disproportionately affected, as you know, by the negative health and economic effects of the pandemic. I'm curious what measures, if any, are currently in place to collect data on demographics, including the race, Indigenous status, gender and disability status of Canadians below the poverty line who have been unable to qualify for measures like the Canada Recovery Benefit and Canada Recovery Caregiving Benefit?

**Ms. Hassan:** I'll answer the first part. In terms of the work that is being done by the Office of the Chief Human Resources Officer, we have released unprecedented levels of such disaggregated data on representation for employment equity groups. We also have data from the employee survey for equity-seeking groups to better support the departments in actually addressing the gaps and the barriers.

Thank you for your question. This is something we're very aware of and working on. I'll turn it over to my colleague Glenn Purves.

**Mr. Purves:** Senator, it's a great question. From my lens, I work in the world of estimates. The Department of Finance, which is coming up next, is the one that puts out the gender budgeting report. It's covering a whole host of different quality-of-life indices that they look at on a regular basis. The push for better data is something that is a common theme across the government.

With respect to departmental plans that just came out for the Main Estimates today, as well as through the estimates for departmental results reports that were put out for 2019-20, it is certainly a bigger feature that we are looking to expand on. It's critical that departments work together and that we, as a government, have a sort of central strategy for advancing data. This is something that will always be a critical issue as data collection continues to evolve as well. Thank you.

**Senator Pate:** Thank you.

**Le sénateur Smith :** Merci beaucoup, monsieur.

**La sénatrice Pate :** La lettre de mandat de janvier 2021 du président du Conseil du Trésor prévoit, à titre de priorité, la prise en charge d'une approche pangouvernementale visant à recueillir des données ventilées dans le cadre de l'engagement du gouvernement à l'égard de la lutte contre le racisme systémique. Comme vous le savez, les personnes racisées ont été touchées de manière disproportionnée par les effets négatifs de la pandémie sur la santé et l'économie. Je suis curieuse de savoir quelles mesures, s'il y en a, sont actuellement mises en place pour recueillir les données démographiques, y compris l'origine raciale, le statut d'Autochtone, le genre et l'existence d'un handicap, des Canadiens qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté et ne se qualifiaient pas pour des mesures comme la Prestation canadienne de la relance économique et la Prestation de la relance économique pour proches aidants.

**Mme Hassan :** Je vais répondre à la première partie de la question. En ce qui concerne le travail qui est effectué par le Bureau du dirigeant principal des ressources humaines, nous avons publié des quantités record de données ventilées portant sur la représentation des groupes visés par l'équité en matière d'emploi. Nous avons également les données tirées du sondage auprès des employés concernant les groupes en quête d'équité afin de mieux aider les ministères à combler réellement les lacunes et à éliminer les obstacles.

Je vous remercie de votre question. Nous en sommes très conscients et nous y travaillons. Je vais céder la parole à mon collègue, Glenn Purves.

**M. Purves :** Sénateur, c'est une excellente question. De mon côté, je travaille dans le domaine budgétaire. C'est le ministère des Finances, dont les représentants sont les prochains à intervenir, qui publie le rapport sur la budgétisation équitable selon les sexes. Le rapport couvre toute une série d'indicateurs diversifiés sur la qualité de vie, que le ministère examine régulièrement. La pression en faveur de meilleures données est un thème commun à l'ensemble du gouvernement.

En ce qui concerne les plans ministériels qui viennent d'être publiés aujourd'hui pour le Budget principal des dépenses, ainsi que le budget des dépenses pour les rapports sur les résultats ministériels publiés pour 2019-2020, il s'agit certainement d'un élément plus important que nous cherchons à approfondir. Il est essentiel que les ministères travaillent en collaboration et que, en tant que gouvernement, nous ayons une sorte de stratégie centrale pour progresser au chapitre des données. Il s'agit d'une question qui sera toujours cruciale à mesure que la collecte de données continue d'évoluer également. Merci.

**La sénatrice Pate :** Merci.

**Senator Marshall:** I have a quick question. For the \$1.7 billion, how many employees fall under that umbrella? How many employees will receive funding under that \$1.7 billion?

**The Chair:** Let's put in the three remaining questions and then we'll ask Mr. Purves to answer. Is that fair?

**Mr. Purves:** That is indeed fair.

**Senator Klyne:** I was going to go back to the COVID Alert app, but I can do that through other means. On page 2-34 of the supplementary estimates documents, there is an item for \$680,000, from the Treasury Board to the Ministry of Fisheries and Oceans, to reduce greenhouse gas emissions in government operations.

That is a relatively small amount in the big game of things, \$680,000. Can you tell this committee a little about those efforts to reduce greenhouse gas emissions and the connection with Fisheries and Oceans?

**Senator Boehm:** My question is about temporary foreign workers, particularly in the context of cancellation of flights to and from Mexico and the Caribbean until the end of April. We need temporary foreign workers in Canada to get our agriculture industry back up and started in the spring, and, of course, they need a livelihood.

I'm wondering if there are measures to ensure that the flow of these workers will continue to enter Canada and whether there are challenges in terms of any of them having to go back because of the unavailability of flights.

Related to that, of course, are the living conditions for temporary foreign workers during their quarantine period because, as we saw the last time, they were inadequate in some instances.

**The Chair:** For the answers, Mr. Purves, you have two minutes.

**Mr. Purves:** Ms. Hassan, do you happen to have the FTE count?

**Ms. Hassan:** I do. In terms of the population that will receive benefits for the collective agreements covered under that, we have approximately 150,000 employees. That would cover collective agreements in the core public administration and those under separate agencies. For the population that will be receiving payments under the PSAC Phoenix agreement, we would have approximately 221,000. That covers current and former employees who could be eligible for payments under that agreement.

**La sénatrice Marshall :** J'ai une petite question à poser. Concernant le 1,7 milliard de dollars, combien d'employés sont concernés? Combien d'employés recevront un financement dans le cadre de ce 1,7 milliard de dollars?

**Le président :** Posons les trois questions restantes et nous laisserons ensuite M. Purves y répondre. Cela vous convient-il?

**M. Purves :** Cela me convient, en effet.

**Le sénateur Klyne :** J'allais revenir sur la question de l'application Alerte COVID, mais je peux le faire par d'autres moyens. À la page 2-34 des documents du Budget supplémentaire des dépenses, il y a un poste de 680 000 \$, du Conseil du Trésor au ministère des Pêches et des Océans, pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre des activités du gouvernement.

C'est un montant relativement faible, 680 000 \$, dans ce grand contexte. Pourriez-vous nous en dire davantage sur les efforts déployés pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et le rapport que cela a avec le ministère des Pêches et des Océans?

**Le sénateur Boehm :** Ma question porte sur les travailleurs étrangers temporaires, en particulier dans le contexte de l'annulation des vols en provenance et en direction du Mexique et des Caraïbes, jusqu'à la fin avril. Nous avons besoin des travailleurs étrangers temporaires au Canada pour relancer notre industrie agricole au printemps et, bien sûr, ils ont besoin d'un gagne-pain.

Je me demandais s'il y avait des mesures permettant de s'assurer que ces travailleurs continueront d'entrer au Canada et s'il y avait des difficultés, par exemple s'ils devaient repartir en raison de l'indisponibilité des vols.

Les conditions de vie des travailleurs étrangers temporaires pendant leur période de quarantaine sont bien sûr liées à cela, comme nous l'avons vu la dernière fois, elles sont inadéquates dans certains cas.

**Le président :** Monsieur Purves, vous avez deux minutes pour répondre.

**M. Purves :** Madame Hassan, avez-vous par hasard le compte des équivalents temps plein?

**Mme Hassan :** Oui. Concernant la population qui recevra des avantages sociaux prévus par la convention collective, nous avons environ 150 000 employés. Cela couvrirait les conventions collectives des administrations publiques centrales et celles des organismes distincts. Quant à la population qui recevra des paiements dans le cadre de l'accord relatif au système Phénix de l'Alliance de la fonction publique, nous aurions environ 221 000 employés. Cela couvre les anciens employés et les employés actuels qui pourraient être admissibles aux paiements dans le cadre de cet accord.

**Mr. Purves:** For greening gas emissions, I think Karen Cahill would have an answer to that one.

**Ms. Cahill:** This is a project that is under Fisheries. From the Greening Government Fund, we transfer money to departments. Under Fisheries, that would be the Bedford Institute of Oceanography seawater heating system. This is to put together a geothermal heat pump system at the Bedford Institute of Oceanography in Dartmouth, Nova Scotia.

**The Chair:** Thank you. Honourable senators, this ends our time with the first panel. The next panel will be Department of Finance Canada.

Mr. Purves, thank you again for being present and sharing that information. We will await follow-up through the clerk on the questions for which you will provide written answers.

**Senator Boehm:** Could I ask a question? My last question on temporary foreign workers was not answered. It would be great to get some follow-up information through the clerk.

**The Chair:** That is well said, for clarity.

For our second panel, we welcome officials from the Department of Finance Canada. We have Ms. Darlene Bess, Chief Financial Officer, Financial Management Directorate, Corporate Services Branch. She is accompanied by Ms. Katharine Rechico, Assistant Deputy Minister, International Trade and Finance Branch; Mr. Soren Halverson, Associate Assistant Deputy Minister, Financial Sector Policy Branch; Ms. Evelyn Dancey, Associate Assistant Deputy Minister, Economic Development and Corporate Finance Branch; Mr. Miodrag Jovanovic, Associate Assistant Deputy Minister, Tax Policy Branch; Mr. Galen Countryman, Director General, Federal-Provincial Relations, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch; and Mr. Bradley Recker, Director General, Fiscal Policy.

Ms. Bess, thank you very much for accepting our invitation. I have been informed by the clerk that you will make a statement, which will be followed by questions from the senators. The floor is yours.

**Darlene Bess, Chief Financial Officer, Financial Management Directorate, Corporate Services Branch, Department of Finance Canada:** Good afternoon, Mr. Chair and members of the committee. Thank you for the opportunity to present the 2020-21 Supplementary Estimates (C) on behalf of the Department of Finance. Joining me today are departmental officials to assist in providing a more in-depth perspective on the rationale and policies supporting the numbers within these estimates.

**M. Purves :** Concernant l'écologisation des émissions de gaz, je pense que Karen Cahill aurait une réponse à cette question.

**Mme Cahill :** C'est un projet qui relève du ministère des Pêches et des Océans. Nous transférons de l'argent aux ministères à partir du Fonds pour un gouvernement vert. Dans le cadre des pêches, ce serait un système de chauffage de l'eau de mer de l'Institut océanographique de Bedford. Il s'agit de mettre en place un système de pompes géothermiques à l'Institut océanographique de Bedford, à Dartmouth, en Nouvelle-Écosse.

**Le président :** Merci. Honorables sénateurs, c'est tout pour le premier groupe de témoins. Les prochains témoins représentent le ministère des Finances du Canada.

Monsieur Purves, encore une fois, merci d'être présent et de communiquer ces informations. Nous attendrons, par l'intermédiaire de la greffière, le suivi des questions pour lesquelles vous fournirez des réponses écrites.

**Le sénateur Boehm :** Puis-je poser une question? On n'a pas répondu à ma dernière question sur les travailleurs étrangers temporaires. Ce serait magnifique d'avoir un complément d'information par l'intermédiaire de la greffière.

**Le président :** C'est bien dit, pour plus de clarté.

Pour notre deuxième groupe de témoins, nous accueillons les représentants du ministère des Finances du Canada. Nous accueillons Mme Darlene Bess, dirigeante de la gestion financière, Division de la gestion financière, Direction des services ministériels. Elle est accompagnée de Mme Katharine Rechico, sous-ministre adjointe, Direction des finances et des échanges internationaux; de M. Soren Halverson, sous-ministre adjoint délégué, Direction de la politique du secteur financier; de Mme Evelyn Dancey, sous-ministre adjointe déléguée, Direction du développement économique et finances intégrées; de M. Miodrag Jovanovic, sous-ministre adjoint délégué, Direction de la politique de l'impôt; de M. Galen Countryman, directeur général, Relations fédérales-provinciales, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale; et de M. Bradley Recker, directeur général, Politique budgétaire.

Madame Bess, merci beaucoup d'avoir accepté notre invitation. La greffière m'a informé que vous ferez une déclaration, qui sera suivie des questions des sénateurs. Vous avez la parole.

**Darlene Bess, dirigeante de la gestion financière, Division de la gestion financière, Direction des services ministériels :** Bonjour, monsieur le président et membres du comité. Merci de me donner la possibilité de présenter le Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2020-2021 au nom du ministère des Finances. Je suis accompagnée aujourd'hui de représentants du ministère qui m'aideront à vous donner une perspective plus approfondie des raisons et des politiques qui appuient les chiffres figurant dans ce budget des dépenses.

As you know, the department supports the Deputy Prime Minister and Minister of Finance, as well as the Minister of Middle Class Prosperity and Associate Minister of Finance, by developing policies and providing advice to the government with the goal of creating a healthy and resilient economy for all Canadians. In this regard, the department is instrumental in Canada's COVID-19 Economic Response Plan, which continues to help protect millions of jobs, provide emergency support to individuals and families, and keep businesses afloat throughout the pandemic.

The Supplementary Estimates (C) 2020-21 reflect a departmental budgetary increase of \$2 billion, stemming from a \$12.7-million increase in vote 1 program expenditures; a \$1.8-billion increase in statutory spending; and a \$200-million increase in non-budgetary expenditures. Given these increases, the department's total proposed authorities to date are \$120 billion.

The increase of \$12.7 million in vote 1 program expenditures relates to funding for the Global Risk Institute in Financial Services and their National Pension Hub.

Statutory expenditures are not included in the appropriation bill as they have already been approved by Parliament through enabling legislation. However, they are included in the estimates documents for information purposes.

As noted earlier, the statutory expenditures reflect a net increase of \$1.8 billion, which is mainly due to payments to the Canada Infrastructure Bank and a payment to the Province of Newfoundland and Labrador to support offshore energy sector workers. These payments are offset by a downward revision to the forecast for transfer payments to provinces and territories.

The non-budgetary increase of \$200 million is a result of payments to the Canada Enterprise Emergency Funding Corporation to purchase shares to provide a source of funds for the Large Employer Emergency Financing Facility.

Mr. Chair, this concludes my overview of these estimates for the Department of Finance. My colleagues and I would be more than pleased to answer any questions the committee members may have. Thank you.

Comme vous le savez, le ministère soutient la vice-première ministre et le ministre des Finances ainsi que la ministre de la Prospérité de la classe moyenne et la ministre associée des Finances, en élaborant des politiques et en fournissant des conseils au gouvernement dans le but de créer une économie saine et résiliente pour tous les Canadiens. À cet égard, le ministère joue un rôle déterminant dans le Plan d'intervention économique du Canada pour répondre à la COVID-19, qui continue de protéger des millions d'emplois, d'offrir un soutien d'urgence aux personnes et aux familles et de maintenir les entreprises à flot tout au long de la pandémie.

Le Budget supplémentaire des dépenses (C) de 2020-2021 reflète une augmentation de 2 milliards de dollars du budget ministériel, qui découle d'une augmentation de 12,7 millions de dollars du crédit 1—Dépenses de programme, d'une augmentation de 1,8 milliard de dollars des dépenses législatives et de 200 millions de dollars des dépenses non budgétaires. Compte tenu de ces augmentations, les autorisations totales proposées à ce jour pour le ministère s'élèvent à 120 milliards de dollars.

L'augmentation de 12,7 millions de dollars du crédit 1—Dépenses de programme est liée au financement de l'Institut mondial de gestion des risques du secteur financier et de leur Centre national sur les régimes de retraite.

Les dépenses législatives ne sont pas comprises dans le projet de loi de crédits, puisqu'elles ont déjà été approuvées par le Parlement au moyen d'une loi habilitante. Toutefois, elles sont incluses à titre d'information dans les documents du Budget supplémentaire des dépenses.

Comme nous l'avons déjà mentionné, les dépenses législatives reflètent une augmentation nette de 1,8 milliard de dollars, qui est principalement attribuable aux paiements versés à la Banque de l'infrastructure du Canada et à un paiement versé à la province de Terre-Neuve-et-Labrador pour offrir un soutien aux travailleurs du secteur de l'énergie extracôtière. Ces paiements sont compensés par une révision à la baisse des prévisions concernant les paiements de transfert aux provinces et aux territoires.

L'augmentation non budgétaire de 200 millions de dollars est le résultat de paiements versés à la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada pour l'achat d'actions visant à fournir une source de fonds pour le crédit d'urgence pour les grands employeurs.

Monsieur le président, c'est ainsi que se termine mon aperçu général du Budget supplémentaire des dépenses pour le ministère des Finances. Mes collègues et moi répondrons avec plaisir à toute question que les membres du comité pourraient avoir. Merci.

**The Chair:** Honourable senators, we will now proceed to questions and we will have a maximum of seven minutes each. Please ask your questions directly to the witnesses, and witnesses, please respond concisely.

**Senator Marshall:** Thank you, Ms. Bess, to you and your officials for being here today. My question relates to the \$200 million for the Canada Enterprise Emergency Funding Corporation. The explanatory note says it's for the purchase of shares. That's a subsidiary of a Crown corporation. When I looked at the backup material, it looks like it's loans and not for the purchase of shares. Could you briefly clarify that? Then I will have some additional questions.

**Ms. Bess:** Thank you very much. I'd like to defer that question to my colleague Evelyn Dancey, who can provide more information about the Canada Enterprise Emergency Funding Corporation and how that program works.

**Evelyn Dancey, Associate Assistant Deputy Minister, Economic Development and Corporate Finance Branch, Department of Finance Canada:** Certainly. The \$200 million relates to the initial capitalization of CEEFC, Canada Enterprise Emergency Funding Corporation. It is a new subsidiary created last year as part of the economic response plan within its parent Crown corporation, the Canada Development Investment Corporation, or CDEV. The purchase of shares is the means by which the Minister of Finance is exercising her funding agreement with that subsidiary, enabling the subsidiary to obtain the cash that is required to provide access to the approved borrowers under the program to the loan amounts that have been approved.

**Senator Marshall:** But what is being purchased? Is it shares?

**Ms. Dancey:** It is.

**Senator Marshall:** Can you forward to the committee information on the shares, such as what companies? There are four companies in the background material. When I looked at the corporation's website, it shows there have been loans approved for over \$1 billion. Has any of that money gone out yet? Is that \$1 billion in addition to the \$200 million?

**Ms. Dancey:** The \$1 billion is the maximum total amount that has now been approved for the four borrowers. But the borrowers received their funding in tranches, more on the basis of their cash need. I should clarify that the share purchase is a

**Le président :** Honorables sénateurs, nous allons maintenant passer aux questions, et nous aurons un maximum de sept minutes chacun. Veuillez poser vos questions directement aux témoins; je demanderais également aux témoins de répondre de manière concise.

**La sénatrice Marshall :** Merci à vous, madame Bess, et à vos représentants d'être venus ici aujourd'hui. Ma question concerne les 200 millions de dollars versés à la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada. La note explicative indique que c'était pour l'achat d'actions. Il s'agit d'une filiale d'une société d'État. J'ai consulté les documents d'information à ce sujet, et cela me semblait être pour des prêts, et non pas pour l'achat d'actions. Pourriez-vous brièvement éclaircir ce point? J'aurais ensuite quelques questions supplémentaires.

**Mme Bess :** Merci beaucoup. J'aimerais renvoyer cette question à ma collègue Evelyn Dancey, qui peut fournir plus de renseignements sur la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada et le fonctionnement du programme.

**Evelyn Dancey, sous-ministre adjointe déléguée, Direction du développement économique et finances intégrées, ministère des Finances Canada :** Certainement. Les 200 millions de dollars sont liés à la capitalisation initiale de la CFUEC, la Corporation de financement d'urgence d'entreprises du Canada. C'est une nouvelle filiale créée l'an dernier dans le cadre du Plan d'intervention au sein de sa société d'État mère, la Corporation de développement des investissements du Canada, ou CDEV. L'achat d'actions est le moyen par lequel la ministre des Finances exerce son entente de financement avec cette filiale, ce qui permet à la filiale d'obtenir l'argent nécessaire pour fournir aux emprunteurs approuvés au titre du programme un accès aux prêts qui ont été approuvés.

**La sénatrice Marshall :** Mais qu'est-ce qu'on achète? Des actions?

**Mme Dancey :** C'est cela.

**La sénatrice Marshall :** Pourriez-vous transmettre au comité des renseignements sur les actions, comme les entreprises concernées? Il y a quatre entreprises dans le document d'information. Quand j'ai consulté le site Web de la corporation, j'ai vu que des prêts de plus de 1 milliard de dollars avaient été approuvés. Y en a-t-il qui ont été versés? Ce milliard de dollars s'ajoute-t-il aux 200 millions de dollars?

**Mme Dancey :** Le milliard de dollars est le montant total maximum qui a maintenant été approuvé pour les quatre emprunteurs. Mais ceux-ci ont reçu leur financement par tranches, en fonction de leurs besoins en liquidités. Je devrais

purchase in the Crown corporation subsidiary itself. This is not the purchase of shares of the underlying borrower companies. If the disclosure is unclear, we're happy to follow up to explain how that works.

**Senator Marshall:** Yes, definitely, because other people are getting the same impression. So there have been four loans approved.

**Ms. Dancey:** Yes.

**Senator Marshall:** Has any of that money been disbursed yet?

**Ms. Dancey:** Not the \$1 billion in total because, of course, that's an upper amount over the duration of the loans that have been approved, but there have been amounts disbursed to the borrowers.

**Senator Marshall:** Could you also give that to us and the terms under which the loans have been made, the interest rates, security and terms such as that?

**Ms. Dancey:** Yes, I can follow up with information.

**Senator Marshall:** Are there articles of incorporation? It's a Crown corporation, but it doesn't have its own legislation.

**Ms. Dancey:** Correct.

**Senator Marshall:** Are there articles of incorporation? In order to find out anything on the operations of the company, a lot of the information I got was just on the internet. Are there articles of incorporation available? Is that something else that can be provided?

**Ms. Dancey:** Yes, I can follow up with background available on that. The corporation was established through an order-in-council, so there is information through that avenue that is available. In addition, CDEV reports on the activity of this subsidiary in its periodic reporting, so we can put that together for you.

**Senator Marshall:** There is a board, a CEO and a CFO. Have the auditors been appointed?

**Ms. Dancey:** Yes, they have, by virtue of the same process that CDEV follows, so, again, we can follow up and provide that specific information.

**Senator Marshall:** And let me know who they are. Also, what would be the security over the loans? You're going to give me the loan amounts. I got the impression that 80% of the loans are unsecured, while 20% are secured. Am I correct on that?

préciser que l'achat d'actions est un achat à même la filiale de la société d'État. Ce n'est pas l'achat d'actions des entreprises emprunteuses sous-jacentes. Si la communication n'est pas claire, nous serons heureux de faire le suivi pour expliquer le fonctionnement.

**La sénatrice Marshall :** Oui, certainement, parce que d'autres personnes ont la même impression. Quatre prêts ont donc été approuvés.

**Mme Dancey :** Oui.

**La sénatrice Marshall :** Est-ce qu'une partie de cet argent a déjà été déboursée?

**Mme Dancey :** Pas le milliard de dollars au total, parce que, bien sûr, c'est un montant supérieur pour la durée des prêts qui ont été approuvés, mais certains montants ont été versés aux emprunteurs.

**La sénatrice Marshall :** Pourriez-vous nous fournir ces renseignements et les conditions auxquelles les prêts ont été consentis, les taux d'intérêt, la garantie et ce genre de conditions?

**Mme Dancey :** Oui, je peux vous revenir avec ces renseignements.

**La sénatrice Marshall :** Y a-t-il des statuts constitutifs? C'est une société d'État, mais elle n'a pas son propre texte législatif habilitant.

**Mme Dancey :** C'est exact.

**La sénatrice Marshall :** Y a-t-il des statuts constitutifs? Pour apprendre des choses sur les activités de l'entreprise, j'ai trouvé beaucoup d'information sur Internet. Y a-t-il des statuts constitutifs disponibles? Est-ce une autre chose qui peut être fournie?

**Mme Dancey :** Oui, je peux vous revenir avec des renseignements disponibles sur ce sujet. La société a été établie par décret, et il se trouve donc des renseignements disponibles par cette avenue. De plus, la CDEV présente des rapports périodiques sur les activités de cette filiale, donc nous pouvons recueillir ces renseignements pour vous.

**La sénatrice Marshall :** Il y a un conseil d'administration, un PDG et un DPF. Les vérificateurs ont-ils été nommés?

**Mme Dancey :** Oui, ils l'ont été, en vertu du même processus que celui de la CDEV, donc encore une fois, nous pouvons faire un suivi et vous fournir cette information précise.

**La sénatrice Marshall :** Et dites-moi qui ils sont. Aussi, quelle serait la garantie par rapport aux prêts? Vous me donnerez le montant des prêts. J'avais l'impression que 80 % des prêts n'étaient pas garantis et que 20 % l'étaient. Ai-je raison?

**Ms. Dancy:** Yes, essentially. Their program is actually extending standardized terms. Much of that information is publicly disclosed on the website. There is a more detailed legal agreement that exists with the borrowers, but you've captured the essence of it, which is about 20% of the total loan amount is secured alongside existing creditors. So current creditors have to make space for the Crown corporation to obtain security. The point of that is to allow the Crown corporation to be able to rely upon the diligence and the knowledge of those creditors. Of the total amount, 80% is unsecured, and that is in recognition of the emergency nature of these requirements and that the companies will require sufficient liquidity to operate in this bridge fashion through the emergency.

**Senator Marshall:** The government has the option of appointing an observer to each of the four boards of the four companies that are going to be lent money. Have observers actually been appointed to those four boards?

**Ms. Dancy:** To my knowledge no, but I would suggest that question is best placed with the Crown corporation that is delivering the program, in case my information is out of date.

**Senator Marshall:** You said those four companies have only received partial amounts on their loans, so it's going to be over \$1 billion. What kind of reporting structure is in place for reporting to Parliament on the activities of that Crown corporation? There is no statute creating the corporation. I haven't seen the articles of incorporation. What's the oversight and the transparency and the reporting to Parliament?

**Ms. Dancy:** I can speak to a few of the elements and then happy to provide more detail once again.

Every time there is an approved loan — as you say, there have been four so far — the Crown corporation, CEEFC, is disclosing that on the website, including the maximum amount and the name of the borrower. In addition, its activities are reported upon, as with the other subsidiaries of CDEV, in CDEV's quarterly reports and annual report.

**The Chair:** Thank you, Ms. Dancy.

Ms. Bess, please ensure that the questions that are to be followed up in writing to the clerk will be done, and please do not hesitate if you want to share additional information, especially in relation to the last question asked of Ms. Dancy.

**Senator Marshall:** When can we expect that information, Mr. Chair?

**Mme Dancy :** Oui, essentiellement. Son programme prolonge en réalité des conditions normalisées. L'essentiel de cette information est divulguée publiquement sur le site Web. Il y a une entente juridique plus détaillée qui existe avec les emprunteurs, mais vous en avez saisi l'essence, soit qu'environ 20 % du montant total prêté est garanti auprès des créanciers existants. Les créanciers actuels doivent donc faire de la place à la société d'État pour qu'elle puisse obtenir une garantie. Cela vise à s'assurer que la société d'État peut compter sur la diligence raisonnable et les connaissances de ces créanciers. Sur le montant total, une tranche de 80 % n'est pas garantie, et ce, vu l'urgence de ces besoins et le fait que les entreprises auront besoin de liquidités suffisantes pour combler les lacunes durant la situation d'urgence.

**La sénatrice Marshall :** Le gouvernement peut se prévaloir de l'option de nommer un observateur à chacun des quatre conseils d'administration des quatre entreprises qui se feront prêter de l'argent. Y a-t-il des observateurs qui ont été nommés pour ces quatre conseils d'administration?

**Mme Dancy :** Pour autant que je sache, non, mais il vaudrait mieux poser la question à la société d'État qui offre le programme, au cas où mes renseignements ne seraient plus à jour.

**La sénatrice Marshall :** Vous avez dit que ces quatre entreprises n'ont reçu que des montants partiels de leurs prêts, et ce sera donc plus de 1 milliard de dollars. Quel type de structure redditionnelle est en place pour la présentation de rapports au Parlement sur les activités de cette société d'État? Il n'y a aucune loi qui crée la société. Je n'ai pas vu les statuts constitutifs. À quoi ressemblent les cadres de surveillance, de transparence et de reddition de comptes au Parlement?

**Mme Dancy :** Je peux parler de quelques-uns des éléments, puis je serai heureuse de vous fournir plus de détails une fois de plus.

Chaque fois qu'un prêt est approuvé — comme vous le dites, il y en a eu quatre jusqu'ici — la société d'État, la CFUEC, communique cette information sur le site Web, y compris le montant maximum et le nom de l'emprunteur. En plus, ses activités font l'objet de rapports, tout comme les autres filiales de la CDEV, dans les rapports trimestriels et le rapport annuel de la CDEV.

**Le président :** Merci, madame Dancy.

Madame Bess, veuillez vous assurer que les questions qui doivent faire l'objet d'un suivi par écrit sont envoyées à la greffière et n'hésitez pas si vous voulez communiquer des renseignements supplémentaires, tout particulièrement par rapport à la dernière question posée à Mme Dancy.

**La sénatrice Marshall :** Quand pouvons-nous nous attendre à recevoir cette information, monsieur le président?

**The Chair:** Ms. Bess, what would be your time frame for answering those particular questions?

**Ms. Bess:** Let me check with Evelyn.

**Ms. Dancy:** This information is fairly easy for us to put together. If we could have until the end of day Monday or Tuesday, I am sure we could have it done by then.

**Senator Marshall:** Perfect. Thank you.

[Translation]

**Senator Forest:** I'd like to thank the witnesses for being here. These supplementary estimates include \$2.3 billion in statutory authorities to the Department of Finance for a payment to the Canada Infrastructure Bank. The funding is part of the planned \$35-billion capitalization of the bank, which was announced in 2017. I am especially interested in how the money is being transferred to the bank given that the bank has been accused of being slow to approve projects.

My understanding is that the Department of Finance releases funding to the Canada Infrastructure Bank according to project approval and progress. I'm trying to figure out why the Department of Finance controls the funding that flows from the bank. Isn't that Treasury Board's job? Some departments have huge multi-year infrastructure budgets, such as the Department of National Defence and Public Works. Does the Department of Finance do the same thing for those departments and release funding on the basis of project progress, as is currently the case with the Canada Infrastructure Bank?

I'm not against the financial control. I'm just trying to compare how funds are transferred to the Canada Infrastructure Bank versus other government institutions, to figure out whether it's the most efficient way of transferring the money. That's my first question.

[English]

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Forest. Once again, I will defer to Ms. Dancy who will be able to respond in more detail.

**Ms. Dancy:** The role of the Department of Finance in funding — so the cash transfers required by the Canada Infrastructure Bank — represents shared governance that was established at the outset of this new entity. The Infrastructure Bank is a new model with a mandate and a set of objectives that

**Le président :** Madame Bess, quel serait votre délai pour répondre à ces questions particulières?

**Mme Bess :** Laissez-moi vérifier auprès de Mme Dancy.

**Mme Dancy :** Il est assez facile pour nous de rassembler ces renseignements. Si vous nous donniez jusqu'à la fin de la journée lundi ou mardi, je suis sûre que nous pourrions les obtenir d'ici là.

**La sénatrice Marshall :** Parfait. Merci.

[Français]

**Le sénateur Forest :** Je remercie l'ensemble des témoins de leur présence. Le présent Budget supplémentaire des dépenses comprend l'octroi d'autorisations législatives d'une valeur de 2,3 milliards de dollars au ministère des Finances pour un paiement à la Banque de l'infrastructure du Canada. Cette somme fait partie des investissements en capitaux de 35 milliards de dollars prévus, annoncés en 2017. Je m'intéresse particulièrement à la mécanique de transfert de fonds à la Banque de l'infrastructure du Canada, notamment parce qu'on a accusé cette banque d'être lente à faire débloquer des projets.

D'après ce que je comprends, le ministère des Finances verse des fonds à la Banque de l'infrastructure du Canada selon l'approbation des projets et leur état d'avancement. J'essaie de comprendre pourquoi Finances Canada contrôle les sorties d'argent de la Banque de l'infrastructure du Canada. N'est-ce pas là le rôle du Conseil du Trésor? Certains ministères ont d'importants budgets d'infrastructure qui s'étendent sur plusieurs années. Je pense ici à la Défense nationale ou aux Travaux publics. Est-ce que pour ces ministères, Finances Canada a le même rôle qui consiste à débloquer des fonds selon l'état d'avancement des travaux comme il le fait à l'heure actuelle pour la Banque de l'infrastructure du Canada?

Bref, je ne suis pas contre le contrôle financier. J'essaie simplement de comparer les façons de transférer des fonds à la Banque de l'infrastructure du Canada par rapport à d'autres organisations gouvernementales pour voir si c'est la manière la plus efficiente d'exécuter ces transferts. Ce serait ma première question.

[Traduction]

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénateur Forest. Une fois de plus, je vais renvoyer la question à Mme Dancy, qui sera en mesure de répondre plus en détail.

**Mme Dancy :** Le rôle du ministère des Finances dans le financement — les transferts monétaires exigés par la Banque de l'infrastructure du Canada — représente une gouvernance partagée qui a été établie au début de la création de cette nouvelle entité. La Banque de l'infrastructure est un nouveau

was new to the Government of Canada, so the Minister of Finance and the Department of Finance do have this role in releasing the cash required by the bank.

Essentially, this is an efficiency motivation at the outset, as the bank was establishing itself and ramping up its activities. It would not have made sense for it to have an independent borrowing and treasury function. This was viewed as efficient. We processed requests for drawdowns quickly and efficiently. They are at the pace that the bank requires for its operation requirements, as well as the calls on its investments as it needs the cash for its investments.

[Translation]

It's to be efficient, then.

[English]

We are always interested in ensuring the model works. Over time, we might see evolution, should efficiency require it.

[Translation]

**Senator Forest:** The bank was set up in 2017, so you've been doing it that way since then. From your experience, is that model more efficient than the traditional model of allocating funding directly to the agency or department?

**Ms. Dancy:** For the time being, I think so.

[English]

There is a scheduled review of the Infrastructure Bank's legislation. It does have a five-year review. There could be a logical point to look at the arrangements that were made at the outset of the creation of the bank and see where its evolution now suggests the government should be in its governance and funding approach.

[Translation]

**Senator Forest:** The bank's former CEO is now a deputy minister at the Department of Finance, so I imagine assessments are done properly.

[English]

**Senator Klyne:** My question is with regard to the Global Risk Institute and the department's request for \$12.5 million. I note that the Government of Canada was a founding member of this institute and relevant current members include CMHC, the Canada Infrastructure Bank, Business Development Bank of

modèle ayant un mandat et un ensemble d'objectifs nouveaux pour le gouvernement du Canada, donc la ministre des Finances et le ministère des Finances ont ce rôle à jouer pour libérer les fonds exigés par la banque.

Essentiellement, au début, c'est une motivation liée à l'efficacité, car la banque était en train de s'établir et d'intensifier ses activités. Il n'aurait pas été logique qu'elle ait une fonction indépendante d'emprunteuse et de trésorière. Cela a été considéré comme une mesure efficace. Nous avons traité des demandes de prélèvements rapidement et efficacement. Celles-ci sont traitées au rythme nécessaire pour que la banque puisse fonctionner, ainsi qu'en fonction des demandes d'investissements, car elle a besoin des liquidités pour ses investissements.

[Français]

Alors, c'est pour l'efficacité.

[Traduction]

Nous cherchons toujours à nous assurer que le modèle fonctionne. Au fil du temps, nous verrons peut-être une évolution, si le modèle d'efficacité l'exige.

[Français]

**Le sénateur Forest :** Donc, selon vous, à la lumière de l'expérience vécue depuis 2017, soit la date de mise en place de la Banque de l'infrastructure du Canada, ce modèle est plus efficace que le modèle traditionnel qui consiste à allouer directement des fonds à l'organisme ou au ministère?

**Mme Dancy :** Je crois que oui, pour l'instant.

[Traduction]

On prévoit un examen de la législation de la Banque de l'infrastructure. Elle prévoit un examen quinquennal. Il pourrait y avoir un moment logique pour examiner les arrangements qui ont été pris au début de la création de la banque et voir où, durant son évolution, l'on voit l'approche que le gouvernement devrait adopter sur le plan de la gouvernance et du financement.

[Français]

**Le sénateur Forest :** Surtout que l'ex-directeur général de la banque travaille maintenant au ministère des Finances à titre de sous-ministre... J'imagine que l'évaluation devra se faire de façon pertinente.

[Traduction]

**Le sénateur Klyne :** Ma question concerne l'Institut mondial de gestion des risques et la demande de 12,5 millions de dollars du ministère. Je signale que le gouvernement du Canada était un membre fondateur de l'institut et que certains membres actuels pertinents comprennent la SCHL, la Banque de l'infrastructure

Canada, Export Development Canada and the Canada Deposit Insurance Corporation. I also see there is some presence from the Canada Pension Plan Investment Board through the National Pension Hub. First, what is this amount for? Second, it is difficult to find any financial reports or indications in an annual report, but what is the institute's total revenue and how much of this is represented by this \$12.5 million? Is it on an annual basis or one-time expense?

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Klyne. I can answer part of the question and then I will defer to my colleague Mr. Soren Halverson.

The \$12.5 million is grant funding for the Global Risk Institute for a period over 10 years for financial services. It's to allow the Global Risk Institute enhance its approaches to financial risk management and to support a sound and efficient financial sector. That is part of what that funding will be used for.

I'll defer to my colleague Mr. Halverson to provide some more information on the Global Risk Institute itself.

**Senator Klyne:** Is that \$12.5 million paid out over 10 years or a one-time \$12.5 million?

**Ms. Bess:** I think it was paid up front, Senator Klyne. I'll ask Soren to clarify that.

**Soren Halverson, Associate Assistant Deputy Minister, Financial Sector Policy Branch, Department of Finance Canada:** In respect of the structure of the payment, it is a lump sum payment intended to cover 10 years of operating expenses. I do not have the figures as far as the total revenues of the organization are concerned. I will undertake to find out what I can get in that regard to provide to this committee.

**Senator Klyne:** Thank you. It has good representation of memberships across the traditional financial pillars. I want to get some sense that they are also helping carry the can here.

**Senator Richards:** Again, I'm asking a question that you might not be able to answer. Perhaps you can get back to me on it.

There is \$1.6 billion going to Indigenous Services for testing, contact tracing, purchases of protective gear, medical equipment and supplies. Yet, today on CBC, we saw a young woman living in a makeshift shack with blankets over the walls to keep herself and her two young children warm. This is nothing less than tragic. There are so many problems with housing and water in

du Canada, la Banque de développement du Canada, Exportation et développement Canada et la Société d'assurance-dépôts du Canada. Je vois aussi une certaine présence de l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada par l'intermédiaire du National Pension Hub. D'abord, à quoi sert ce montant? Ensuite, il est difficile de trouver des rapports financiers ou des indications dans un rapport annuel, mais quel est le revenu total de l'institut et quelle partie de cette somme est représentée par ces 12,5 millions de dollars? Est-ce une dépense annuelle ou ponctuelle?

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénateur Klyne. Je peux répondre à une partie de la question, puis je demanderai à mon collègue, M. Soren Halverson, de prendre le relais.

La somme de 12,5 millions de dollars est une subvention destinée à l'Institut mondial de gestion des risques sur une période de 10 ans pour des services financiers. Elle vise à permettre à l'Institut mondial de gestion des risques de renforcer ses approches à l'égard de la gestion des risques financiers et d'appuyer un secteur financier solide et efficace. Cela fait partie de ce à quoi les fonds serviront.

Je vais laisser le soin à mon collègue M. Halverson de fournir certains renseignements de plus sur l'Institut mondial de gestion des risques lui-même.

**Le sénateur Klyne :** Cette somme de 12,5 millions de dollars est-elle versée sur une période de 10 ans ou en une seule fois?

**Mme Bess :** Je pense qu'elle a été versée d'emblée, sénateur Klyne. Je vais demander à M. Halverson de clarifier cela.

**Soren Halverson, sous-ministre adjoint délégué, Direction de la politique du secteur financier, ministère des Finances Canada :** En ce qui concerne la structure du paiement, c'est un paiement forfaitaire visant à couvrir 10 années de dépenses de fonctionnement. Je n'ai pas les chiffres en ce qui concerne les revenus totaux de l'organisation. Je tenterai d'obtenir des renseignements à cet égard afin de les fournir au comité.

**Le sénateur Klyne :** Merci. Il est bien représenté par des membres dans l'ensemble des piliers financiers traditionnels. J'aimerais savoir s'il aide aussi à assumer une partie des responsabilités.

**Le sénateur Richards :** Encore une fois, je pose une question à laquelle vous ne pourrez peut-être pas répondre. Peut-être que vous pourriez me revenir à ce sujet.

Une somme de 1,6 milliard de dollars est destinée aux Services aux Autochtones pour des tests, la recherche des contacts ainsi que l'achat d'équipement de protection, d'équipement médical et de fournitures. Pourtant, aujourd'hui sur CBC, nous avons vu une jeune femme qui, pour garder au chaud ses deux jeunes enfants et elle-même, vit dans un abri de

First Nations territories. What percentage of monies will be used to rectify any of this during such a dangerous pandemic, or is this considered a completely separate matter under Main Estimates? Might anyone have an answer? If not, could you please get back to me on that?

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Richards. That is not an amount that is included in our Supplementary Estimates (C). That is probably a question for Indigenous Services. We could follow up with Indigenous Services to get an answer. I don't have an answer for that, unless one of my colleagues around the table could answer that right now.

**Senator Richards:** Could you follow up with Indigenous Services and get back to me on that? Thank you very much.

**The Chair:** Ms. Bess, is there an agreement that you will verify?

**Ms. Bess:** Yes, certainly.

**The Chair:** Thank you.

**Senator Smith:** One of the major problems with the estimates process during the COVID-19 pandemic is trying to identify the source of various spending authorities. As noted by the Parliamentary Budget Officer, many bills were introduced over the last year that granted federal departments temporary spending authorities. Therefore, they did not have to seek approval through the detailed estimates process. The Department of Finance had been providing biweekly spending updates since the beginning of the pandemic, but abruptly ended the practice this past summer.

Why was that practice halted? Does the department intend to go back to providing those updates on a normal basis?

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Smith. I will defer to my colleague Mr. Bradley Recker from Fiscal Policy, who may be able to provide more information about that reporting.

**Bradley Recker, Director General, Fiscal Policy Division, Department of Finance Canada:** Yes, early on in the pandemic, we passed a couple of bills. They are all listed within the estimates with respect to getting rapid authority for COVID measures.

fortune avec des couvertures sur les murs. C'est absolument tragique. De très nombreux problèmes de logement et d'eau frappent les territoires des Premières Nations. Quel pourcentage de l'argent sera utilisé pour régler ces problèmes durant une pandémie aussi dangereuse, ou cette question est-elle considérée comme une affaire complètement distincte dans le cadre du Budget principal des dépenses? Y a-t-il quelqu'un qui pourrait répondre? Sinon, pourriez-vous me revenir à ce sujet?

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénateur Richards. Ce n'est pas une somme qui est incluse dans notre Budget supplémentaire des dépenses (C). C'est probablement une question que l'on devrait poser à Services aux Autochtones. Nous pourrions faire le suivi auprès d'eux pour obtenir une réponse. Je n'ai pas de réponse à cette question, à moins qu'un de mes collègues autour de la table puisse répondre maintenant.

**Le sénateur Richards :** Pourriez-vous faire le suivi auprès de Services aux Autochtones et me revenir à ce sujet? Merci beaucoup.

**Le président :** Madame Bess, êtes-vous d'accord pour vérifier?

**Mme Bess :** Oui, certainement.

**Le président :** Merci.

**Le sénateur Smith :** Un des principaux problèmes avec le processus budgétaire durant la pandémie de COVID-19, c'est tenter de déterminer la source de divers pouvoirs de dépenser. Comme l'a fait remarquer le directeur parlementaire du budget, de nombreux projets de loi présentés durant la dernière année accordaient aux ministères fédéraux des pouvoirs de dépenser temporaires. Par conséquent, ils n'avaient pas besoin de demander une approbation dans le cadre du processus budgétaire détaillé. Le ministère des Finances fournissait des comptes rendus sur les dépenses toutes les deux semaines depuis le début de la pandémie, mais il a brusquement mis fin à la pratique l'été dernier.

Pourquoi cette pratique a-t-elle été interrompue? Le ministère a-t-il l'intention de recommencer à fournir ces comptes rendus de façon régulière?

**Mme Bess :** Merci de votre question, sénateur Smith. Je vais laisser le soin de vous répondre à mon collègue M. Bradley Recker de la Politique budgétaire, qui pourrait être en mesure de fournir plus de renseignements au sujet de ces rapports.

**Bradley Recker, directeur général, Division de la politique budgétaire, ministère des Finances Canada :** Oui, au début de la pandémie, nous avons adopté quelques projets de loi. Ils figurent tous dans le Budget principal des dépenses en ce qui concerne l'obtention d'un pouvoir rapide pour des mesures liées à la COVID.

Until August, we had been providing to the House Finance Committee, which was under one of those pieces of legislation, an update every two weeks on new planned spending initiatives, many of which were going through that legislation. That legislation expired in September 2020 and we didn't return to reporting through that mechanism.

Any new funding after that September period had to go through a piece of legislation where it was detailed in a schedule or it was folded into the estimates, either Supplementary Estimates (B) or Supplementary Estimates (C).

**Senator Smith:** Do you think that exercise or shift affected the efficiency of the Department of Finance's control of the flow? I'm trying to get a sense of transparency and the efficiency of the operation, because sometimes when you go from one method to another method — and we understand the challenges of the pandemic. But you have a huge operation that you're managing and I'm trying to understand; was there an efficiency lapse because of this change?

**Mr. Recker:** I don't know if there was an efficiency lapse. It was certainly difficult. Clearly, most annual funding is provided through the estimates. We had these two other pieces of legislation that provided specific authority for quite a few COVID-related measures. In terms of efficiency in getting money out the door quickly, this was clearly extremely effective. You think of programs such as CERB or other major programs. It was certainly a challenge from the department's perspective, but absolutely necessary.

**Senator Smith:** Will you be doing any post-mortem on what transpired, so if there is an opportunity to improve efficiencies, you can actually institute that?

**Mr. Recker:** For sure. We have done a bit of that already. I believe the Auditor General will be looking into the use of that appropriation and the way it progressed, and reporting on it in the coming months.

**Senator Smith:** Thank you.

[Translation]

**Senator Dagenais:** My question is for all the witnesses. I'd like to hear your comments on Transport Canada. All the industry observers and transportation carriers have united in criticizing the department's political handling of the aviation and aerospace sector, in particular.

Jusqu'en août, nous avons fourni au comité des finances de la Chambre, qui était visé par un de ces textes de loi, un compte rendu toutes les deux semaines sur les nouvelles initiatives de dépenses prévues, dont un grand nombre étaient prévues dans cette législation. Cette loi a pris fin en septembre 2020, et nous n'avons pas recommencé la présentation de rapports dans le cadre de ce mécanisme.

Tout nouveau financement après cette période en septembre devait passer par un texte de loi, où il était détaillé dans une annexe ou était intégré au budget des dépenses, que ce soit le Budget supplémentaire des dépenses (B) ou le Budget supplémentaire des dépenses (C).

**Le sénateur Smith :** Croyez-vous que cet exercice ou que ce changement a eu une incidence sur l'efficacité du ministère des Finances au chapitre du contrôle de l'attribution des fonds? J'essaie de comprendre la transparence et l'efficacité de l'activité, parce que parfois, quand vous passez d'une méthode à une autre — et nous comprenons les difficultés liées à la pandémie. Mais vous gérez une énorme activité, et j'essaie de comprendre; y a-t-il eu un manque d'efficacité en raison de ce changement?

**M. Recker :** Je ne sais pas s'il y a eu une perte d'efficacité. C'était certainement difficile. Manifestement, la majeure partie du financement annuel est fourni par l'intermédiaire du budget des dépenses. Nous avons deux autres textes de loi qui prévoyaient un pouvoir précis pour un bon nombre de mesures liées à la COVID. En ce qui concerne l'efficacité liée au fait de distribuer rapidement l'argent, celle-ci s'est révélée optimale. Pensez à des programmes comme la PCU ou d'autres programmes majeurs. C'était certainement une difficulté du point de vue du ministère, mais c'était absolument nécessaire.

**Le sénateur Smith :** Allez-vous faire une analyse rétrospective de ce qui est arrivé, de sorte que, s'il y a une possibilité d'améliorer l'efficacité, vous pourrez réellement la concrétiser?

**M. Recker :** Bien sûr. Nous l'avons déjà fait en quelque sorte. Je crois que la vérificatrice générale se penchera sur l'utilisation de ce crédit et sur sa progression et produira des rapports là-dessus au cours des prochains mois.

**Le sénateur Smith :** Merci.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Ma question s'adresse à l'ensemble des témoins. J'aimerais que vous nous parliez du ministère des Transports. Tous les observateurs du milieu et les entrepreneurs s'entendent pour condamner la gestion politique qui est assurée par ce ministère, entre autres en ce qui concerne le secteur de l'aviation et de l'aéronautique.

What can you tell us about why Canada is the only major country that did not provide tangible support to the sector?

Let's talk about Air Canada, which received no support and did not refund tickets bought by passengers before the pandemic. Thousands of passengers have ticket credits but are being told by the government not to travel. I'm sure you'll agree it's a rather strange situation.

What can you tell us about Transport Canada and its handling of the aviation sector?

**Ms. Bess:** Thank you for your question, Senator Dagenais.

[English]

For that question, I'll refer you to my colleague Ms. Evelyn Dancey from the economic development group to answer that question because we have had discussions with Transport on this issue.

[Translation]

**Ms. Dancey:** As someone who works at the Department of Finance, I can't say a whole lot about Transport Canada's management of the aviation sector.

[English]

This being said, the government certainly has been proceeding with its announced intentions in the Fall Economic Statement to work with the air sector, including the large carriers, in terms of financing that might be required throughout the extraordinarily difficult time that COVID has created for them. The Fall Economic Statement did include various funding measures under the purview of Transport Canada and regional development agencies to support airports and regional connectivity.

The government has announced in the Fall Economic Statement that it has commenced its discussions with large carriers. Those are confidential as they relate to the individual needs, forecasts and outlooks of those companies, so no details could be disclosed on those. However, I can certainly assure the senator that this work continues as was outlined in the Fall Economic Statement.

[Translation]

**Senator Dagenais:** It always strikes me as odd when the word "confidential" is used in relation to taxpayer money. Now I want to discuss taxes. Ms. Bess, it's income tax filing time for

Qu'est-ce que vous pourriez nous dire sur la raison pour laquelle le Canada est le seul des grands pays à ne pas avoir aidé concrètement ce secteur?

Je vais vous parler d'Air Canada, qui n'a reçu aucun soutien et qui n'a pas remboursé les billets de ses passagers achetés avant la pandémie. Il y a des milliers de passagers qui se retrouvent avec des crédits-billets et qui se font dire par le gouvernement qu'ils ne peuvent pas voyager. Vous conviendrez que la situation est assez bizarre.

Que pouvez-vous nous dire sur le ministère des Transports et sa gestion du secteur de l'aviation?

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénateur Dagenais.

[Traduction]

Par rapport à cette question, je vais laisser le soin à ma collègue, Mme Evelyn Dancey, du groupe de développement économique d'y répondre, parce que nous avons eu des discussions avec Transports Canada sur cette question.

[Français]

**Mme Dancey :** Il y a peu de choses que je peux dire par rapport à la gestion du secteur de l'aviation assurée par Transports Canada en tant que fonctionnaire du ministère des Finances.

[Traduction]

Cela dit, le gouvernement est certainement allé de l'avant avec ses intentions annoncées dans l'Énoncé économique de l'automne de travailler avec le secteur aérien, y compris les grands transporteurs, pour ce qui est du financement qui pourrait être exigé tout au long de la période extraordinairement difficile que la COVID a créée pour eux. L'Énoncé économique de l'automne renfermait différentes mesures de financement relevant de Transports Canada et des organismes de développement régional pour soutenir les aéroports et la connectivité régionale.

Le gouvernement a annoncé dans l'Énoncé économique de l'automne qu'il a entamé ses discussions avec les gros transporteurs. Celles-ci sont confidentielles, car elles portent sur les besoins individuels, les prévisions et les perspectives de ces entreprises, donc aucun détail ne pouvait être communiqué sur ces éléments. Toutefois, je peux certainement assurer au sénateur que ce travail se poursuit tel qu'il a été décrit dans l'Énoncé économique de l'automne.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** La combinaison du mot « confidentiel » avec l'argent des contribuables est toujours assez particulière. Maintenant, je vais vous parler de l'impôt.

Canadians, so I'd like to know what impact you are expecting the lack of business revenue to have. I'm referring to businesses that have been in dire financial straits for a year now.

[English]

**Ms. Bess:** Thank you for the question. I'll refer you to Mr. Miodrag Jovanovic for that question.

**Miodrag Jovanovic, Associate Assistant Deputy Minister, Tax Policy Branch, Department of Finance Canada:** Given that this relates to the overall revenue implication from more of a macro standpoint, I wonder if my colleague Mr. Brad Recker would be better placed to answer.

**Mr. Recker:** My apologies. Would you mind repeating that?

[Translation]

**Senator Dagenais:** With so many businesses in financial turmoil for a year now, tax refunds will be minimal at best. What do your forecasts say about businesses' finances? As everyone knows, numerous businesses are struggling financially because of the pandemic. How are you planning to address the lack of funding businesses are facing?

[English]

**Mr. Recker:** I'm not sure that I can speak to the financial safety with respect to those companies. We have several programs that are set up, many of which are definitely helping out the corporate sector.

With respect to revenues, overall, our corporate income tax revenue forecast for the current year is down in double digits. We're expecting a significant decline in overall CIT revenues as a result of the unexpected drop in corporate profits.

But in terms of support to the sector, we have Canada Emergency Business Account, which has provided roughly \$45 billion to the sector at this point. As well as the CEWS, the Canada Emergency Wage Subsidy, which is providing or more than \$60 billion at this point and is expected to provide at least \$80 billion in this fiscal year.

I don't know if that answers the question.

**The Chair:** Senator Dagenais, do you have a follow-up question?

**Senator Dagenais:** No, thank you.

Madame Bess, nous sommes dans la période des déclarations de revenus pour les Canadiens. J'aimerais savoir quel genre de prévisions vous allez faire quant à l'impact qu'aura l'absence de revenus pour les entreprises dont les finances sont catastrophiques depuis maintenant un an.

[Traduction]

**Mme Bess :** Merci de poser la question. Je vais laisser le soin à M. Miodrag Jovanovic d'y répondre.

**Miodrag Jovanovic, sous-ministre adjoint délégué, Direction de la politique de l'impôt, ministère des Finances Canada :** Étant donné que cela concerne l'impact des revenus globaux d'un point de vue principalement macroéconomique, je me demande si mon collègue M. Brad Recker serait mieux placé pour y répondre.

**M. Recker :** Mes excuses. Pourriez-vous répéter?

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Comme la situation financière de plusieurs entreprises est dans un état catastrophique depuis un an, les remboursements d'impôt seront minimes. Que prévoyez-vous actuellement du point de vue des finances, puisque l'on sait que les finances de plusieurs entreprises vont mal en raison de l'impact de la pandémie? Comment envisagez-vous de faire face au manque de financement de ces entreprises?

[Traduction]

**M. Recker :** Je ne suis pas certain de pouvoir parler de la sécurité financière de ces entreprises. Nous avons plusieurs programmes qui sont sur pied, dont un certain nombre aident assurément le secteur des affaires.

En ce qui concerne les revenus, de façon générale, nous prévoyons une diminution dans les deux chiffres des revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés. Nous nous attendons à une diminution importante des revenus globaux tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés en raison d'une baisse imprévue des profits des sociétés.

En ce qui concerne le soutien du secteur, le Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes a fourni jusqu'ici près de 45 milliards de dollars au secteur. C'est sans oublier la SSUC, la Subvention salariale d'urgence du Canada, qui fournit plus de 60 milliards de dollars en ce moment et elle devrait fournir au moins 80 milliards durant l'exercice.

Je ne sais pas si cela répond à la question.

**Le président :** Sénateur Dagenais, avez-vous une question de suivi?

**Le sénateur Dagenais :** Non, merci.

**Senator Galvez:** Thank you to the witnesses for being with us and answering our questions.

Last year, this committee ran a study on the COVID-19 pandemic response. We received several briefs from a variety of organizations and individuals that expressed very interesting concerns regarding the transparency and accountability regime surrounding EDC, Export Development Canada. Among them, there was a submission from Environmental Defence, Above Ground and Oil Change International, and they said:

EDC is not funded from government coffers. Instead, the agency finances its operation from its revenues. If EDC were unable to make good on its obligations, however, ultimately the Government of Canada — and therefore taxpayers — will be on the hook.

It is unclear how the agency screens potential clients for environment and social risks, including risks of climate harm and human rights violations. EDC rarely discloses details about why it chooses to support a company despite such risks and what preventative measures, if any, it will insist on as a condition for support. A government report prepared as part of the parliamentary review of the *Export Development Act* confirmed that the agency's disclosure practices are deficient.

I have one question with respect to that. I would like you to explain how EDC, whose risky investments pose a risk to taxpayers, is screening potential clients for environment and social risk, including whether an investment may impact the government's ability to meet its emissions reduction obligation.

After that, I have two questions triggered by the questions of my colleagues Senator Marshall and Senator Forest.

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Galvez. Unfortunately, I don't have all of the details around how EDC assesses its investments. I'll defer to my colleague Ms. Dancey to see if she has more information on that; otherwise, we'll have to take that one back.

**Ms. Dancey:** I would suggest we ask our colleague Katharine Rechico.

**Katharine Rechico, Assistant Deputy Minister, International Trade and Finance Branch, Department of Finance Canada:** EDC has an environmental and social framework that they follow in terms of how they choose projects to go forward with, and that would be available on their public

**La sénatrice Galvez :** Je remercie les témoins d'être avec nous et de répondre à nos questions.

L'an dernier, le comité a dirigé une étude sur la réponse à la pandémie de COVID-19. Nous avons reçu plusieurs mémoires d'un éventail d'organisations et de particuliers qui ont exprimé des préoccupations très intéressantes concernant le régime de transparence et de reddition de comptes qui s'applique à EDC, Exportation et développement Canada. Il y avait notamment un mémoire d'Environmental Defence, d'Above Ground et d'Oil Change International, qui ont dit ceci :

EDC n'est pas financée par les fonds gouvernementaux, mais plutôt par les recettes que lui rapportent ses activités. Toutefois, si EDC n'était pas en mesure de respecter ses obligations, le gouvernement du Canada — c'est-à-dire le contribuable — finirait par payer la note.

Il n'est pas clair comment l'agence filtre des clients potentiels pour ce qui est des risques environnementaux et sociaux, y compris les risques de dommages climatiques et de violations des droits de la personne. EDC divulguera rarement des détails sur la raison pour laquelle elle choisit de soutenir une entreprise en dépit de tels risques et les mesures de prévention, le cas échéant, sur lesquels elle insistera comme condition du soutien. Un rapport gouvernemental préparé dans le cadre de l'examen parlementaire de la Loi sur l'expansion des exportations a confirmé que les pratiques de communication de l'agence étaient déficientes.

J'ai une question à ce sujet. J'aimerais que vous expliquiez comment EDC, dont les investissements risqués présentent un risque pour les contribuables, filtre les clients potentiels afin de déceler les risques environnementaux et sociaux, y compris le fait de savoir si un investissement peut avoir une incidence sur la capacité du gouvernement d'atteindre son obligation en matière de réduction des émissions.

Après cela, j'ai deux questions qui découlent des questions posées par mes collègues, la sénatrice Marshall et le sénateur Forest.

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénatrice Galvez. Malheureusement, je n'ai pas tous les détails sur la façon dont EDC évalue ses investissements. Je vais demander à ma collègue Mme Dancey de voir si elle a plus de renseignements sur ce sujet; autrement, nous devons y répondre plus tard.

**Mme Dancey :** Je propose que nous demandions à notre collègue Katharine Rechico.

**Katharine Rechico, sous-ministre adjointe, Direction des finances et des échanges internationaux, ministère des Finances Canada :** EDC a un cadre environnemental et social qu'elle respecte en ce qui concerne la façon dont elle choisit les projets avec lesquels aller de l'avant, et cela se trouverait sur son

website. However, I would defer to Global Affairs Canada and, more specifically, the Minister of Trade, as EDC falls within her portfolio, not the Minister of Finance.

**Senator Galvez:** To carry on from the question of Senator Forest, I would like to know the differences in the ways that the Infrastructure Bank operates compared with EDC and the Development Bank of Canada.

This is a follow-up on the question of Senator Marshall. It's true that there are four companies that have been agreed to for loans, the Large Employer Emergency Financing Facility. On the website, they're called covenants. The "... borrower will be subject to certain affirmative covenants while the loan is outstanding, including ..." several points. Then later, it says:

... The borrower will be subject to certain operating requirements while the loan is outstanding including (i) prohibitions on dividends, capital distributions and share repurchases, and (ii) certain executive compensation restrictions. ...

So as part of the information that you're going to bring for Senator Marshall, can you please provide copies of the loan agreements, specifically, these covenants I just described?

**Ms. Bess:** Certainly, Senator Galvez. We can look into that and bring that back with the other information we were going to report back to Senator Forest.

**Senator Galvez:** Thank you.

**The Chair:** To follow up, Ms. Bess, this would be hopefully by the end of next Monday?

**Senator Galvez:** That would be great.

**Ms. Bess:** Yes.

**The Chair:** Thank you.

**Senator M. Deacon:** Thank you all for being here this afternoon. My question concerns the Canada Emergency Wage Subsidy. It's actually a follow-up to an answer that was delayed but which we received from Finance yesterday. So thank you for sending that, reminding us of the questions that we do ask.

I understand that when crafting the CEWS, time was tight, it was important to get it out the door, conditions weren't put in the program; the timing and the urgency was so very important.

site Web public. Toutefois, je poserais la question à Affaires mondiales Canada, et plus précisément à la ministre du Commerce, puisque EDC relève de son portefeuille, et non pas de la ministre des Finances.

**La sénatrice Galvez :** Pour donner suite à la question du sénateur Forest, j'aimerais connaître les différences de fonctionnement de la Banque de l'infrastructure par rapport à EDC et à la Banque de développement du Canada.

C'est une question de suivi par rapport à la question de la sénatrice Marshall. Il est vrai qu'il y a quatre entreprises pour lesquelles on a accepté des prêts, le Crédit d'urgence pour les grands employeurs. Sur le site Web, on les appelle des engagements. L'« [...] emprunteur sera assujéti à certains engagements tant et aussi longtemps que le prêt demeure impayé, y compris [...] » plusieurs points. Plus tard, on dit ceci :

[...] L'emprunteur sera assujéti à certaines exigences en matière d'exploitation tant et aussi longtemps que le prêt demeure impayé, y compris (i) l'interdiction de déclarer et de verser des dividendes, de procéder à des distributions de capital et de racheter des actions et (ii) le respect de certaines restrictions visant la rémunération des dirigeants [...]

Donc, dans le cadre des renseignements que vous allez fournir à la sénatrice Marshall, pourriez-vous s'il vous plaît fournir des copies des ententes de prêt, précisément de ces engagements que je viens de décrire?

**Mme Bess :** Certainement, sénatrice Galvez. Nous pouvons rechercher ces renseignements et revenir avec les autres renseignements que nous allons fournir au sénateur Forest.

**La sénatrice Galvez :** Merci.

**Le président :** Pour le suivi, madame Bess, nous espérons que cela pourrait être fourni d'ici la fin de la journée lundi?

**La sénatrice Galvez :** Ce serait fantastique.

**Mme Bess :** Oui.

**Le président :** Merci.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci d'être ici cet après-midi. Ma question concerne la Subvention salariale d'urgence du Canada. C'est en fait le suivi d'une question qui a été reportée, mais que nous avons reçue hier des Finances. Je vous remercie de l'avoir envoyée, nous rappelant les questions que nous posons.

Je crois savoir que, au moment de la rédaction de la SSUC, le temps était compté; c'était important de la mettre en place rapidement, les conditions n'étaient pas inscrites dans le programme; le moment de le faire et l'urgence étaient vraiment importants.

In the meantime, we have seen that our major telecom companies have taken the subsidy while also giving dividends to its shareholders over time. Rogers accepted \$82 million in wage support and Bell accepted \$129 million in wage support, and they paid the shareholders over \$1 billion and \$3 billion, respectively. What is confusing me more is that companies have also announced massive layoffs over the last week; at Bell, more than 200 people lost their jobs.

At this point as we move forward, is there any type of monitoring mechanism in place to see how these companies are spending the wage subsidy, again, completely respectful of the process that had to come forward? Is there any way we can clawback the subsidy in light of these dividend payouts, or would that require another line of new legislation?

**Ms. Bess:** Thanks very much for your question, Senator Deacon. It's a good question. My colleague Mr. Jovanovic can respond to that.

**Mr. Jovanovic:** Thank you for your question.

So, first of all, at the outset, you mentioned the importance of getting the money out. The wage subsidy was designed to be very responsive. It was designed in a manner so that an employer's eligibility would be based on a revenue reduction, assessed on a monthly basis. Again, the primary purpose here was to have something responsive enough for the drastic change in demands and business activities coming from restrictions due to the nature of the crisis. That was instrumental.

It would probably also have created a significant amount of uncertainty for claimants if one of the conditions were to be based on the future financial position of the claimants. I think that has to be taken into account as well. It could have created uncertainty to the point where it could have undermined the effectiveness of the program.

That's to explain the circumstances and the reason why the program has been created that way.

Given these eligibility conditions, assessed on a monthly basis, it's not unexpected that you will see cases of firms whereby, after the fact, they may be in a stronger financial position than expected but still having received the wage subsidy. This is not unexpected given the way it was designed. But there were good, clear reasons why, as I explained.

To get back to your other question as to whether it would require legislative change to do anything — to, let's say, recapture or change the way the program works — the

Entretemps, nous avons vu que nos grandes sociétés de télécommunications ont pris la subvention tout en versant des dividendes à leurs actionnaires au fil du temps. Rogers a accepté un soutien salarial de 82 millions de dollars et Bell, de 129 millions de dollars, et ils ont versé aux actionnaires plus de 1 milliard et 3 milliards de dollars respectivement. Ce qui a créé encore plus de confusion chez moi, c'est que les entreprises ont aussi annoncé des mises à pied importantes au cours de la dernière semaine; chez Bell, plus de 200 personnes ont perdu leur emploi.

En ce moment, tandis que nous allons de l'avant, y a-t-il un type de mécanisme de surveillance en place pour voir comment ces entreprises dépensent la subvention salariale, encore une fois, en respectant entièrement le processus qui a dû être mis en place? Y a-t-il un moyen de récupérer la subvention à la lumière de ces versements de dividendes ou cela exigerait-il une nouvelle législation?

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénatrice Deacon. C'est une bonne question. Mon collègue, M. Jovanovic, peut y répondre.

**M. Jovanovic :** Merci de votre question.

Tout d'abord, au début, vous avez mentionné l'importance de distribuer l'argent. La subvention salariale a été conçue de manière à ce qu'elle soit très réactive. Elle a été conçue d'une telle manière que l'admissibilité d'un employeur dépendait de la réduction des revenus, évaluée chaque mois. Encore une fois, le but premier, c'était d'avoir quelque chose qui permette de réagir suffisamment au changement radical de la demande et des activités opérationnelles provenant de restrictions liées à la nature de la crise. C'était essentiel.

Les demandeurs auraient probablement vécu une grande incertitude si une des conditions devait reposer sur leur position financière future. Je crois qu'on doit aussi en tenir compte. Cela aurait créé de l'incertitude au point de miner l'efficacité du programme.

Cela vise à expliquer les circonstances et la raison pour laquelle le programme a été créé de cette façon-là.

Étant donné ces conditions relatives à l'admissibilité, évaluées chaque mois, il n'est pas rare que vous verrez des cas de sociétés qui, après coup, peuvent se retrouver dans une position financière plus forte que prévu, mais ont tout de même reçu la subvention salariale. Ce n'est pas rare, en raison de la façon dont le programme a été conçu. Mais il y avait clairement de bonnes raisons pour ce faire, comme je l'ai expliqué.

Pour revenir à votre autre question concernant le fait de savoir s'il faudrait apporter un changement législatif pour faire quelque chose — disons pour redéfinir ou pour changer

short answer is yes, it will require legislative change. That's the extent of my answer. Thank you.

**Senator M. Deacon:** Thank you for that answer.

My second question looks a little differently at the federal transfers to the provinces and territories in light of the pandemic. A recent study by the Canadian Centre for Policy Alternatives found that the provinces still have a lot of potential funds on the table. Programs like the essential worker wage top-up, for instance, were not taken up by a number of provinces to the extent that, perhaps, they could have. It's my understanding that they simply didn't apply for the maximum amount of funding. There could be a number of reasons for this, but from your end, have you looked at why this might be? Have you looked at anything that your department might do or could have done differently that would have seen a greater uptake from the PSOs and TSOs on some of these programs?

**Mr. Jovanovic:** Thank you. I hate to do this, but I believe that if it's a question of transfer to provinces and the extent to which they used the money that they received, I wonder if Mr. Galen Countryman may be better placed to answer.

**Mr. Galen Countryman, Director General, Federal-Provincial Relations, Federal-Provincial Relations and Social Policy Branch, Department of Finance Canada:** I can try to answer that question. There were a number of transfer programs to provinces and territories as part of the COVID response, including the essential workers top-up fund, the Safe Restart Agreement and the Safe Return to Class Fund administered by the Department of Finance. These funds are basically transfers directly to the provinces and territories that go into their general revenues.

In the case of the Essential Workers Support Fund, provinces were required to submit a proposal for funding to draw down their share of the fund. All provinces have submitted proposals, to a certain extent, and have drawn down funding. There is one proposal that we are currently considering right now for funding, but otherwise we have paid out over \$2.5 billion of the \$3 billion we have set aside for that fund.

For the other funds, such as Safe Restart Agreement, they are paid out and they go into their revenues. A lot of the Safe Return to Class Fund and Safe Restart funding was provided in September. Provinces may be rolling that money out over time. But it is up to the provinces to determine how and when they spend the money once they receive it.

le fonctionnement du programme — la réponse courte est oui, il faudra apporter un changement législatif. Cela résume ma réponse. Merci.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci de votre réponse.

Ma deuxième question jette un regard un peu différent sur les transferts fédéraux aux provinces et aux territoires à la lumière de la pandémie. Une récente étude menée par le Centre canadien de politiques alternatives a révélé que les provinces ont toujours beaucoup de fonds possibles sur la table. Des programmes comme le complément salarial pour les travailleurs essentiels, par exemple, n'ont pas été adoptés par un certain nombre de provinces dans la mesure où ils auraient peut-être dû l'être. Je crois comprendre qu'elles n'ont tout simplement pas demandé le montant de financement maximum. Cela pourrait s'expliquer par un certain nombre de raisons, mais de votre côté, avez-vous examiné ce qui pourrait expliquer la situation? Avez-vous examiné tout ce que votre gouvernement pourrait faire ou aurait pu faire différemment qui aurait permis une plus grande adhésion des OPS et des OTS dans le cadre de certains de ces programmes?

**M. Jovanovic :** Merci. Je déteste faire cela, mais je crois que si c'est une question de transfert aux provinces et de la mesure dans laquelle elles ont utilisé l'argent qu'elles ont reçu, je me demande si M. Galen Countryman serait mieux placé pour y répondre.

**M. Galen Countryman, directeur général, Relations fédérales-provinciales, Direction des relations fédérales-provinciales et de la politique sociale, ministère des Finances Canada :** Je peux tenter de répondre à cette question. Il y a eu un certain nombre de programmes de transfert aux provinces et aux territoires dans le cadre de la réponse à la COVID, y compris le complément salarial pour les travailleurs essentiels, l'Accord sur la relance sécuritaire et le Fonds pour une rentrée sécuritaire administrés par le ministère des Finances. Ces fonds sont essentiellement des transferts versés directement aux provinces et aux territoires qui font partie de leurs revenus généraux.

Dans le cas du Fonds de soutien aux travailleurs essentiels, les provinces devaient soumettre une proposition de financement pour puiser à même leur part des fonds. Toutes les provinces ont soumis des propositions, dans une certaine mesure, et ont puisé dans le financement. Il y a une proposition que nous envisageons actuellement à des fins de financement, mais autrement, nous avons versé plus de 2,5 milliards de dollars sur les 3 milliards de dollars qui ont été réservés pour ce fonds.

Pour les autres fonds, comme l'Accord sur la relance sécuritaire, ils ont été versés et font partie de leurs revenus. Une bonne partie du financement prévu dans le Fonds pour une rentrée sécuritaire et de l'aide financière pour la relance sécuritaire ont été fournis en septembre. Les provinces peuvent affecter cet argent au fil du temps. Mais il revient aux provinces

**Senator M. Deacon:** I'll leave that for now.

**Senator Boehm:** I would like to thank the officials of the Department of Finance for joining us today. I don't know which of you will want to answer this one, but I'll ask it, of course.

A major part of the funding from the supplementary estimates is dedicated to economic responses to the pandemic, of course. However, that also includes support for small- and medium-sized businesses. Small- and medium-sized enterprises comprise the vast majority of hotels in Canada. During this past year, the hotel industry has taken a very hard hit in the context of the tourism industry slowing down. Has the government considered reaching out to some of the small- or medium-sized-hotel owners, who have been struggling to keep their businesses afloat at this time, in the selection of their hotels as part of the mandatory hotel stopover for those who are coming back to Canada? It seems to me that this could be a good opportunity to provide some revenue to the small- and medium-sized businesses that are in much need of it.

**Ms. Bess:** Thank you for your question, senator. I think this might be a question that my colleague Ms. Dancy can respond to. If not, then perhaps one of my other colleagues.

**Ms. Dancy:** I'll just confirm that this is not a topic I know about, if I'm understanding correctly. This relates to the requirements upon individuals entering Canada following travel abroad, and I am not aware of the provisions of accommodations.

**Senator Boehm:** Okay, the question is really to do with how the government supports SMEs in the hotel sector. There are a lot of different programs, and we know what they are. It also relates to the question asked earlier by my colleague Senator Dagenais in terms of the transport industry more generally speaking, so if we could have some thoughts on that, it would be great. If there is any data, I'm sure we would welcome it.

**The Chair:** Ms. Bess, do you have any comments on the statement that has been made?

**Ms. Bess:** My colleague Mr. Miodrag Jovanovic has something to add.

**Mr. Jovanovic:** I would add that the Canada Emergency Wage Subsidy and the Canada Emergency Rent Subsidy programs were quite instrumental in supporting SMEs in all sectors across Canada, particularly those greatly affected in the

de déterminer comment et quand elles dépenseront l'argent une fois qu'elles l'auront reçu.

**La sénatrice M. Deacon :** Je vais m'arrêter ici pour le moment.

**Le sénateur Boehm :** J'aimerais remercier les représentants du ministère des Finances de se joindre à nous aujourd'hui. Je ne sais pas qui d'entre vous voudra répondre à cette question, mais je vais la poser, bien sûr.

Une grande partie du financement du Budget supplémentaire des dépenses est consacrée aux réponses économiques à la pandémie, bien sûr. Toutefois, cela comprend aussi le soutien des petites et moyennes entreprises. Les petites et moyennes entreprises comprennent la grande majorité des hôtels au Canada. Au cours de la dernière année, l'industrie hôtelière a été très durement touchée dans le contexte du ralentissement de l'industrie touristique. Le gouvernement a-t-il songé à communiquer avec certains des propriétaires de petits ou moyens hôtels, qui ont du mal à maintenir leurs entreprises à flot durant cette période, pour sélectionner ces hôtels dans le cadre de l'arrêt obligatoire à l'hôtel pour les personnes qui reviennent au Canada? Il me semble que cela pourrait être une bonne occasion de fournir un certain revenu aux petites et moyennes entreprises qui en ont beaucoup besoin.

**Mme Bess :** Merci de votre question, sénateur. Je crois que cela pourrait être une question à laquelle ma collègue Mme Dancy pourrait répondre. Sinon, peut-être qu'un autre de mes collègues pourra le faire.

**Mme Dancy :** Je vais juste confirmer que ce n'est pas un sujet que je connais, si j'ai bien compris la question. Cela concerne les exigences pour les personnes qui entrent au Canada après avoir voyagé à l'étranger, et je ne suis pas au courant des dispositions concernant l'hébergement.

**Le sénateur Boehm :** D'accord, la question concerne vraiment la façon dont le gouvernement soutient les PME dans le secteur hôtelier. Il existe beaucoup de programmes différents, et nous savons en quoi ils consistent. Ça concerne aussi la question posée plus tôt par le sénateur Dagenais, au sujet de l'industrie du transport de façon plus générale, donc si vous pouviez nous fournir quelques pistes à ce sujet, ce serait très bien. Si vous avez des données, je suis sûr que nous aimerions les avoir.

**Le président :** Madame Bess, avez-vous des commentaires sur la déclaration qui vient d'être faite?

**Mme Bess :** Mon collègue, M. Miodrag Jovanovic, veut ajouter quelque chose.

**M. Jovanovic :** J'ajouterais que les programmes de la Subvention salariale d'urgence du Canada et la Subvention d'urgence du Canada pour le loyer ont joué un rôle assez important pour soutenir les PME dans tous les secteurs du

accommodation and food sector industries. To the extent it may help provide some perspective on the answer, I can say that if we look at the accommodation and food service sector, as of February 14, I believe, there have been about 276,000 applications for the wage subsidy, for instance, for a total subsidy of about \$4.7 billion.

I don't have the breakdown for the rent subsidy, but I wanted to give that perspective. Thank you.

**Senator Duncan:** Thank you to all the witnesses that have come before us today. I believe my question is directed to Mr. Countryman. It follows up on the line of questioning from Senator Deacon regarding the major transfers from the federal government to provinces and territories.

We know, for example, the Treasury Board program that we just discussed — COVID-19 under Canadian Digital Service. That program is not accessed by the territories, for example. I'm not positive that it's accessed by all of the provinces. My point is that there are varied needs and there is varied uptake across the country.

The federal government, recognizing this, will have specific pockets of money or transfers. For example, in Finance we see a transfer to the Province of Newfoundland and Labrador. In CIRNAC, we see a transfer of \$68.2 million for something called "social and political development in the North and for Northerners."

In your capacity of managing the federal-provincial transfers, is there an Excel spreadsheet with which we can track all of these various transfers and different pockets of money being transferred to provinces and territories? Or do we have to wait for the Auditor General to give us a report on this? If we do not, it would make sense to me to have this information available so that when provinces like Prince Edward Island want to initiate a program like a basic income guarantee, the cabinet ministers who have that knowledge can say that different provinces and territories have been funded under these different programs, and these are the amounts of money going out.

Where is the tracking of the federal-provincial transfers and all the different labels those transfers go out under? I hope that made sense, Mr. Countryman.

Canada, particulièrement ceux grandement touchés dans les industries de l'hébergement et de l'alimentation. Dans la mesure où cela peut aider à fournir une certaine perspective, je peux dire que, si nous regardons le secteur de l'hébergement et du service alimentaire, en date du 14 février, je crois, environ 276 000 demandes pour la subvention salariale avaient été faites, par exemple, pour une subvention totale d'environ 4,7 milliards de dollars.

Je n'ai pas la ventilation concernant la subvention pour le loyer, mais je voulais vous faire part de cette perspective. Merci.

**La sénatrice Duncan :** Merci à tous les témoins qui ont comparu devant nous aujourd'hui. Je crois que ma question s'adresse à M. Countryman. Elle s'inscrit dans la série de questions de la sénatrice Deacon concernant les transferts importants du gouvernement fédéral aux provinces et aux territoires.

Nous connaissons par exemple le programme du Conseil du Trésor dont nous venons de parler — concernant la COVID-19 dans le cadre du Service numérique canadien. Les territoires, par exemple, n'accèdent pas au programme. Je ne suis pas sûre que toutes les provinces y accèdent. Ce que je veux dire, c'est qu'il y a des besoins variés et une adhésion variée dans l'ensemble du pays.

Reconnaissant ce fait, le gouvernement fédéral aura des enveloppes de financement ou des paiements de transfert précis. Par exemple, au ministère des Finances, nous verrons un paiement de transfert à la province de Terre-Neuve-et-Labrador. À RCAANC, nous voyons un paiement de transfert de 68,2 millions de dollars pour quelque chose qui s'appelle le « développement social et politique dans le Nord et pour les résidents du Nord ».

En tant qu'administrateurs des transferts fédéraux-provinciaux, savez-vous s'il existe une feuille de calcul Excel avec laquelle nous pouvons suivre tous ces divers transferts et ces différentes enveloppes de financement qui sont transférés aux provinces et aux territoires? Ou devons-nous attendre que la vérificatrice générale nous fournisse un rapport à ce sujet? Si tel n'est pas le cas, je trouverais logique que ces renseignements soient accessibles, de sorte que lorsque des provinces comme l'Île-du-Prince-Édouard veulent lancer un programme comme le revenu de base garanti, les ministres qui possèdent ces connaissances peuvent dire que différentes provinces et différents territoires ont été financés dans le cadre de ces divers programmes et que ce sont les sommes d'argent distribuées.

Où se trouvent le suivi des transferts fédéraux-provinciaux et toutes les différentes étiquettes sous lesquelles ces transferts se retrouvent? J'espère que vous avez compris ce que je voulais dire, monsieur Countryman.

**Mr. Countryman:** I think I understand your question. From the Department of Finance, we have four major transfers: Equalization, Territorial Formula Financing, Canada Health Transfer and Canada Social Transfer. They are the big four. As you've mentioned, there are many other transfers that are administered by other departments. Where would that all be rolled up? I have to verify whether the Treasury Board Secretariat has something on their open data website that may have a roll-up of all transfers to provinces and territories. Within Finance itself, we would only be tracking the four major ones that we administer.

**Senator Duncan:** Could we have that information in writing, the four major transfers and what they look like to each of the provinces and territories?

**Mr. Countryman:** For the current year, yes, we can get you that table.

**Senator Duncan:** And the previous; pre-pandemic as well as during the pandemic. Thank you.

**Mr. Countryman:** A lot of that information is on the Department of Finance website under major transfers to provinces and territories. It's all public information for those four transfers.

**Senator Duncan:** We can gather it then. Thank you.

**Senator Loffreda:** Thank you to Finance Canada and our witnesses for being here. In the Supplementary Estimates (C), the Department of Finance is forecasting a decrease of \$107 million in interest on unmatured debt and \$25 million in interest payments for other interest costs. My question is referring to the Parliamentary Budget Officer's report blog posted on January 26, 2021, illustrating the increased sensitivity of public debt charges to interest rate shocks and the government's plan to borrow at longer maturities, which is a wise decision to lock in historically low interest rates as well as enhance the predictability of debt servicing costs. Given the now-increased predictability of debt service cost, what is the estimate for 2020-21? What percentage of total government spending is debt service costs, and how does it compare to previous years and with future years in forecast, just to be certain that these debt levels are not a concern and the debt servicing cost at these debt levels are not a concern going forward? Thank you.

**M. Countryman :** Je crois que je comprends votre question. Au ministère des Finances, nous avons quatre transferts principaux : la péréquation, la formule de financement des territoires, le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de services sociaux. Ce sont les quatre grands transferts. Comme vous l'avez dit, de nombreux autres transferts sont administrés par d'autres ministères. Est-ce que tout cela serait comptabilisé? Je dois vérifier si le Secrétariat du Conseil du Trésor a sur son site Web de données ouvertes quelque chose qui pourrait démontrer le relevé de tous les transferts aux provinces et aux territoires. Au sein du ministère des Finances lui-même, nous ne ferions le suivi que des quatre grands transferts que nous administrons.

**La sénatrice Duncan :** Pourrions-nous avoir cette information par écrit, pour les quatre transferts principaux et ce à quoi ils ressemblent pour chacune des provinces et chacun des territoires?

**M. Countryman :** Pour l'année en cours, oui, nous pouvons vous fournir ce tableau.

**La sénatrice Duncan :** Et les précédentes; avant la pandémie ainsi que durant la pandémie. Merci.

**M. Countryman :** Beaucoup de cette information se trouve sur le site Web du ministère des Finances sous la rubrique des quatre principaux transferts aux provinces et aux territoires. Il s'agit de renseignements publics pour ces quatre transferts.

**La sénatrice Duncan :** Dans ce cas, nous pouvons les obtenir. Merci.

**Le sénateur Loffreda :** Je remercie Finances Canada et nos témoins d'être ici. Dans le Budget supplémentaire des dépenses (C), le ministère des Finances prévoit une diminution de 107 millions de dollars d'intérêts sur des dettes non échues et de 25 millions de dollars dans les paiements d'intérêts pour d'autres frais d'intérêt. Ma question concerne le blogue sur le rapport du directeur parlementaire du budget publié le 26 janvier 2021 qui illustre la sensibilité accrue des frais de la dette publique par rapport aux changements dans les taux d'intérêt et le plan du gouvernement pour emprunter à plus long terme, qui est une sage décision pour fixer des taux d'intérêt à des niveaux historiquement bas et accroître la prévisibilité des frais de service de la dette. Étant donné l'augmentation de la prévisibilité des frais de service de la dette, que prévoit-on pour 2020-2021? Quel pourcentage des dépenses totales du gouvernement est attribuable aux frais de service de la dette et comment cela se compare-t-il aux années précédentes et aux années futures dans les prévisions, juste pour que l'on s'assure que ces niveaux de dette ne sont pas une préoccupation et que les frais de service de la dette à ces niveaux de dette ne sont pas une préoccupation dans l'avenir? Merci.

**Ms. Bess:** Thank you very much for your question, Senator Loffreda. My colleague Bradley Recker would be able to respond to that in terms of the debt servicing cost.

**Mr. Recker:** Yes, it's true. What's included in the estimates is the change from our last forecast for the outlook for 2020-21. The previous forecast in previous estimates documents would have been based on the July snapshot that was put out by the department and the total debt charges that were expected at that time. Between the snapshot and the Fall Economic Statement, there was a small decrease in expected interest rates for government short-term and long-term debt for 2020-21. That's why you see a small decrease in our expected debt charges. Overall, in 2020-21, despite a very large financial requirement and increased borrowing, we are actually seeing a decline in debt charges relative to the previous year, in the range of \$4 billion, just because interest rates have dropped to historic lows.

With respect to debt charges overall, they are down to around \$20 billion from about \$24 billion from the year prior. That's about 0.9% of GDP, which is a 100-year low. So despite the fact that our borrowing has gone up quite a bit, the decline in interest rates that has occurred over the past year has driven those borrowing costs to historic lows.

Looking forward, we base our debt charge forecast on a survey of private sector forecasters that will forecast both short- and long-term rates for us over the next five years. We are expecting interest rates to climb by a little more than 100 basis points over the five-year forecast horizon. Debt charges will rise because of that, but not to anything substantially too great. We'll still remain near historic lows as a share of GDP. With respect to where we'll end up, it's probably in the 1.2 percentage-point range, which is well below historic averages and very close to the 100-year low.

**Senator Loffreda:** I'm curious about the \$25 million of interest. Thank you for the response. There is no concern on the debt service cost going forward because of the historic low interest rates. You mentioned the percentage of GDP, but as a percentage of government spending — and on the \$25 million on the reduction of other interest costs, I'm just curious what other interest costs besides unmatured debt we have.

**Mme Bess :** Merci beaucoup de votre question, sénateur Loffreda. Mon collègue Bradley Recker pourrait répondre à cette question pour ce qui est des frais de service de la dette.

**M. Recker :** Oui, c'est vrai. Ce qui est inclus dans le budget des dépenses, c'est le changement par rapport à notre dernière prévision concernant la perspective pour 2020-2021. La prévision précédente dans les documents budgétaires précédents aurait été fondée sur l'aperçu de juillet qui a été présenté par le ministère et les frais de la dette publique totaux qui étaient prévus à l'époque. Entre l'aperçu et l'Énoncé économique de l'automne, il y a eu une petite diminution des taux d'intérêt prévus pour la dette à court et à long terme du gouvernement pour 2020-2021. C'est pourquoi vous voyez une petite diminution dans nos frais de la dette publique prévus. De façon générale, en 2020-2021, malgré un très grand besoin financier et l'augmentation de l'emprunt, nous voyons en réalité une diminution des frais de la dette par rapport à l'année précédente, de l'ordre de 4 milliards de dollars, tout simplement parce que les taux d'intérêt ont chuté pour atteindre des creux historiques.

En ce qui concerne les frais de la dette globaux, ils ont diminué pour atteindre environ 20 milliards de dollars, par rapport au chiffre d'environ 24 milliards de dollars l'année précédente. Cela représente environ 0,9 % du PIB, ce qui représente le niveau le plus bas depuis 100 ans. Donc, malgré le fait que notre emprunt a augmenté de façon importante, la diminution des taux d'intérêt qui s'est produite au cours de la dernière année a ramené ces coûts d'emprunt à des creux historiques.

Dans l'avenir, nous établissons notre prévision des frais de la dette en fonction d'un sondage auprès des prévisionnistes du secteur privé qui prédiront les taux à court et à long terme pour nous sur les cinq prochaines années. Nous nous attendons à ce que les taux d'intérêt grimpent d'un peu plus de 100 points de base sur l'horizon prévisionnel quinquennal. Les frais de la dette augmenteront en conséquence, mais n'atteindront rien de trop important. Nous demeurons tout de même près des creux historiques en pourcentage du PIB. Pour ce qui est des prévisions finales, c'est probablement de l'ordre de 1,2 point de pourcentage, ce qui est bien en deçà des moyennes historiques et très près du niveau le plus bas en 100 ans.

**Le sénateur Loffreda :** Je suis curieux par rapport aux 25 millions de dollars d'intérêt. Merci de la réponse. Il n'y a aucune préoccupation par rapport aux frais de service de la dette dans l'avenir en raison des taux d'intérêt historiquement bas. Vous avez parlé du pourcentage du PIB, mais en tant que pourcentage des dépenses gouvernementales — par rapport aux 25 millions de dollars liés à la réduction d'autres frais d'intérêt, j'aimerais savoir quels autres frais d'intérêt nous avons au-delà de la dette non échue.

**Mr. Recker:** Those are related to our long-term pension obligations, other interest costs. Again, there is interest against those, and those are falling as well. I don't have the number offhand as a share of overall spending; I can find that. It will be at quite historic lows as well. It would be really historic lows right now, given how much we are spending in the current fiscal year just because of the COVID-19 response. But over the horizon, I imagine it would also be near historic lows. I can get that, but I don't have it offhand.

**Senator Loffreda:** It would be nice to have a number on that.

To follow up on Senator Klyne's question on the Global Risk Institute, I know, having been in the banking industry for 35 years, we would mention the Office of the Superintendent of Financial Institutions, or OSFI, on a daily basis and had great relations. I'm just wondering about the \$12.5 million investment in the Global Risk Institute. Could you elaborate the necessity of that? Given the strength of our financial sector, the oversight OSFI has over our financial institutions and the great job it has done historically, where does the Global Risk Institute come in? Just to link that \$12.5 million investment with the GRI.

**Ms. Bess:** Thank you very much. I'll defer to my colleague, Mr. Halverson from Financial Sector Policy Branch.

**Mr. Halverson:** Thank you for that question. The role of the Global Risk Institute is very much a research and convener role. Whereas OSFI plays a regulatory role, and specifically in respect of federally regulated financial institutions, the purview of the Global Risk Institute would be somewhat broader. It might contemplate areas of risk that are outside of the regulatory perimeter at this point in time. I suspect what you would see from a subject matter perspective is a broader scope and work that might get at interests of the membership that extend beyond what OSFI would be considering at any point in time.

**Senator Loffreda:** Thank you. Mr. Chair, if there is another round, I have a supplementary question.

**Senator Pate:** Thank you to all the officials. Your Supplementary Estimates (C) include funding for the Canada Recovery Benefit and Canada Recovery Caregiving Benefit, which the Prime Minister has recently committed to extending.

**M. Recker :** Ceux-ci sont liés à nos obligations à long terme concernant la pension, d'autres frais d'intérêt. Encore une fois, il y a des intérêts à ce chapitre, et ils diminuent également. Je n'ai pas le chiffre à portée de main en pourcentage de dépenses globales; je peux le trouver. Ce seront aussi des creux assez historiques. Ce seraient des creux assez historiques en ce moment, étant donné les dépenses que nous faisons au cours de l'exercice actuel juste en raison de la réponse à la COVID-19. Mais par rapport à l'horizon, j'imagine que ce serait aussi près des creux historiques. Je peux obtenir ce chiffre, mais je ne l'ai pas à portée de main.

**Le sénateur Loffreda :** Ce serait bien d'avoir un chiffre à mettre là-dessus.

Pour donner suite à la question du sénateur Klyne sur l'Institut mondial de gestion des risques, je sais, puisque j'ai œuvré dans l'industrie bancaire pendant 35 ans, que nous mentionnions quotidiennement le Bureau du surintendant des institutions financières, ou BSIF, et que nous avions d'excellentes relations. Je m'interroge seulement au sujet de l'investissement de 12,5 millions de dollars dans l'Institut mondial de gestion des risques. Pourriez-vous nous expliquer le besoin de cet investissement? Vu la force de notre secteur financier, la surveillance qu'effectue le BSIF sur nos institutions financières et l'excellent travail qu'il a fait par le passé, où l'Institut mondial de gestion des risques intervient-il? C'est simplement pour lier cet investissement de 12,5 millions de dollars à l'IMGR.

**Mme Bess :** Merci beaucoup. Je cède la parole à mon collègue, M. Halverson, de la Direction de la politique du secteur financier.

**M. Halverson :** Je vous remercie de cette question. Le rôle de l'Institut mondial de gestion des risques consiste essentiellement à mener des recherches et à rassembler. Alors que le BSIF joue un rôle réglementaire, et plus particulièrement en ce qui concerne les institutions financières sous réglementation fédérale, le mandat de l'Institut mondial de gestion des risques serait un peu plus large. Il pourrait envisager des domaines de risque qui se situent en dehors du périmètre réglementaire à l'heure actuelle. J'imagine que ce que vous constateriez, du point de vue du domaine, serait un champ d'action et des travaux plus vastes qui pourraient toucher des intérêts des membres qui vont au-delà de ce que le BSIF envisagerait à un moment donné.

**Le sénateur Loffreda :** Merci. Monsieur le président, s'il y a une autre série de questions, j'ai une autre question.

**La sénatrice Pate :** Merci à tous les fonctionnaires. Votre Budget supplémentaire des dépenses (C) comprend le financement de la Prestation canadienne de la relance économique et de la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants, que le premier ministre s'est récemment engagé à prolonger.

Earlier this month, in its report on pre-budget consultations, the House of Commons Finance Committee cited witness testimony explaining the importance of such income support measures and called for the consideration of a permanent guaranteed livable basic income. In addition, the premier of P.E.I. has indicated a desire to initiate measures of this sort.

What measures will the Department of Finance be taking to consider this recommendation ahead of the upcoming budget and the consideration, in particular, of the request by the Province of Prince Edward Island?

Also, in light of the number of Canadians not being served by any of the benefits, how will you be conducting a GBA+ in order to ensure that you're monitoring — particularly with respect to gender, race and disability — who is not benefiting from the current benefits of those 1 in 10 or 1 in 7 Canadians, depending on which source you use, who are not being supported and live under the poverty line in Canada?

**Ms. Bess:** Thank you, Senator Pate. I think this would be a question for my tax policy expert, Miodrag Jovanovic.

**Mr. Jovanovic:** Thank you. I believe the question seems to relate to basic income and income support, particularly provided during the crisis, with reference being made to the Canada Recovery Benefit and the gender-based analysis on that. This is primarily a responsibility of Employment and Social Development Canada, so in that context, perhaps I can first turn to my colleague Galen Countryman to see if he has anything to add.

**Senator Pate:** If I may, I'm also looking at what projections are being looked at for the upcoming budget with respect to these issues. Thank you.

**Ms. Bess:** As for projections in the budget, I think my colleague Bradley Recker may have some information on that; I'm not sure if Mr. Countryman is still on the line.

**Mr. Countryman:** I am here.

**Ms. Bess:** We'll go to Mr. Countryman first.

**Mr. Countryman:** Thank you. On the question of the Canada Recovery Benefit, as my colleague mentioned, that is primarily the responsibility of Employment and Social Development Canada. I would defer questions to them, in particular with respect to what gender-based analysis they conducted.

Plus tôt ce mois-ci, dans son rapport sur les consultations prébudgétaires, le Comité des finances de la Chambre des communes a cité des témoignages expliquant l'importance de telles mesures de soutien du revenu et a demandé que soit envisagée la possibilité d'établir un revenu de subsistance garanti et permanent. En outre, le premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard a indiqué qu'il souhaitait mettre en place des mesures de ce genre.

Quelles mesures le ministère des Finances prendrait-il pour tenir compte de cette recommandation avant le prochain budget et l'examen, en particulier, de la demande de la province de l'Île-du-Prince-Édouard?

En outre, compte tenu du nombre de Canadiens qui ne bénéficient d'aucunes des prestations, comment allez-vous procéder à une ACS+ afin que vous puissiez surveiller — notamment en ce qui concerne le sexe, la race et le handicap — qui ne bénéficie pas des prestations allouées... le Canadien sur dix, ou sur sept, selon la source que vous utilisez, qui n'est pas soutenu et qui vit sous le seuil de la pauvreté au Canada?

**Mme Bess :** Je vous remercie, sénatrice Pate. Je pense que cette question s'adresse à Miodrag Jovanovic, mon expert en politique fiscale.

**M. Jovanovic :** Je vous remercie. La question semble porter sur le revenu de base et le soutien du revenu, en particulier celui fourni pendant la crise, en faisant référence à la Prestation canadienne de la relance économique et à l'analyse comparative entre les sexes à ce sujet. C'est principalement une responsabilité d'Emploi et Développement social Canada; donc, dans ce contexte, je peux peut-être d'abord me tourner vers mon collègue, Galen Countryman, pour voir s'il a quelque chose à ajouter.

**La sénatrice Pate :** Si vous me permettez, j'examine également les projections du prochain budget en ce qui concerne ces questions. Je vous remercie.

**Mme Bess :** En ce qui concerne les projections dans le budget, je pense que mon collègue, Bradley Recker, peut avoir des informations à ce sujet; je ne suis pas certaine que M. Countryman soit toujours en ligne.

**M. Countryman :** Je suis là.

**Mme Bess :** Nous passerons d'abord à M. Countryman.

**M. Countryman :** Merci. En ce qui concerne la question de la Prestation canadienne de la relance économique, comme mon collègue l'a mentionné, c'est principalement la responsabilité d'Emploi et Développement social Canada. Je poserais les questions à ses responsables, notamment en ce qui concerne l'analyse comparative entre les sexes qu'ils ont effectuée.

In terms of proposals for the upcoming budget, the ministers have been doing pre-budget consultations to take into account all kinds of proposals to deliberate on the budget. It's not for me to speculate on what the outcome of the budget deliberations would be.

**The Chair:** Senator Pate, is that satisfactory?

**Senator Pate:** I was asking if, in fact, there has been any costing of those measures in terms of both the recommendation from the House of Commons Finance Committee to develop a guaranteed livable basic income and the request from P.E.I., and whether any of that has been budgeted in anticipation.

**The Chair:** Ms. Bess, can you take it under advisement and come back to us through the clerk?

**Ms. Bess:** Yes, I can Mr. Chair.

**Senator Pate:** Thank you.

**The Chair:** Before we go to a second round, I have a question, with the indulgence of all the senators. Ms. Bess, I want to come back to Bill C-44, An Act to implement certain provisions of the budget tabled in Parliament on March 22, 2017 and other measures. It basically enacted the Canada Infrastructure Bank Act to create the Canada Infrastructure Bank as a Crown corporation in June 2017. In the supplementary estimates that you are looking at, you have identified \$2.2 billion. I have two questions. First, for clarity, what is the operational relationship between the Canada Infrastructure Bank and the Department of Finance? Second, since we saw the enactment in 2017 for the Infrastructure Bank, what is the size of the public infrastructure deficit in Canada, and where is the funding gap greatest across Canada?

**Ms. Bess:** Great questions, Mr. Chair. Thank you. I will defer to my colleague Ms. Evelyn Dancy to see if she can expand on the relationship and provide data for you.

**Ms. Dancy:** With respect to the operational relationship, the Canada Infrastructure Bank is, of course, within the portfolio of the Minister of Infrastructure and Communities. It is Infrastructure Canada that is the lead department in terms of managing the relationship with that Crown corporation.

The Crown corporation, like any other that I'm sure the senators would be familiar with, is subject to the preparation of the annual corporate planning process. The Minister of Infrastructure and Communities must recommend the corporate plan to the Treasury Board for Treasury Board approval on an annual basis of operating and capital budgets.

En ce qui concerne les propositions pour le prochain budget, les ministres ont procédé à des consultations prébudgétaires pour tenir compte de toutes sortes de propositions afin de délibérer sur le budget. Il ne m'appartient pas d'émettre des hypothèses concernant le résultat des délibérations budgétaires.

**Le président :** Sénatrice Pate, est-ce satisfaisant?

**La sénatrice Pate :** Je demandais si, en fait, il y a eu une évaluation des coûts de ces mesures, en ce qui concerne tant la recommandation du Comité des finances de la Chambre des communes visant à mettre en place un revenu de subsistance garanti que la demande de l'Île-du-Prince-Édouard, et si tout cela a été prévu au budget à l'avance.

**Le président :** Madame Bess, pouvez-vous prendre cela en considération et nous revenir par l'entremise de la greffière?

**Mme Bess :** Oui, je le peux, monsieur le président.

**La sénatrice Pate :** Je vous remercie.

**Le président :** Avant de passer à un deuxième tour, j'ai une question, si tous les sénateurs y consentent. Madame Bess, je souhaite revenir au projet de loi C-44, Loi portant exécution de certaines dispositions du budget déposé au Parlement le 22 mars 2017 et mettant en œuvre d'autres mesures. Il a essentiellement promulgué la Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada afin que la Banque de l'infrastructure du Canada devienne une société d'État en juin 2017. Dans le Budget supplémentaire des dépenses que vous avez sous les yeux, vous avez indiqué 2,2 milliards de dollars. J'ai deux questions à vous poser. Premièrement, par souci de clarté, quelle est la relation opérationnelle entre la Banque de l'infrastructure du Canada et le ministère des Finances? Deuxièmement, depuis l'adoption de la Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada en 2017, quelle est l'ampleur du déficit en matière d'infrastructure publique au Canada et où le manque de financement est-il le plus important au Canada?

**Mme Bess :** Ce sont de bonnes questions, monsieur le président. Je vous remercie. Je vais laisser la parole à ma collègue, Mme Dancy, pour voir si elle peut élaborer sur la relation et vous fournir des données.

**Mme Dancy :** Pour ce qui est de la relation opérationnelle, la Banque de l'infrastructure du Canada fait bien sûr partie du portefeuille du ministre de l'Infrastructure et des Collectivités. C'est Infrastructure Canada qui est le ministère responsable de la gestion des relations avec cette société d'État.

La société d'État, comme toute autre société que les sénateurs connaissent sans doute, est soumise à la préparation du processus annuel de planification. Le ministre de l'Infrastructure et des Collectivités doit recommander le plan d'entreprise au Conseil du Trésor pour approbation annuelle des budgets de fonctionnement et d'immobilisations.

The Minister of Finance's recommendation is required on that corporate plan, as it is for a number of other large corporate plans, particularly for the financial institution, the financial Crown corporation. So there is that element in terms of the Minister of Finance's role.

Otherwise, our relationship is that which I spoke to previously in terms of being the back office treasury and assisting the CIB with respect to its cash requirements through drawdowns that are managed by the Finance Department's corporate services branch.

**The Chair:** And when we look at the size of the public infrastructure deficit of Canada, can you apprise the committee of that?

**Ms. Dancey:** This is a very significant and important question and one, of course, that government officials are studying, I think, at all levels of government. This is beyond my area of immediate expertise. It's probably a question better for Infrastructure Canada. But this being said, we would be happy to go back with our colleagues and make your interest known and seek to follow up.

**The Chair:** Ms. Bess, who could answer that question?

**Ms. Bess:** Ms. Dancey would help me coordinate that, so I defer to Ms. Dancey just to provide a time frame. I'm not sure what that would be.

**The Chair:** What would be the time frame, as we are looking at March to table our report?

**Ms. Dancey:** I think it would be best if I could follow up with my counterparts at Infrastructure Canada and we could follow up with the clerk. I don't want to speak on their behalf about how long that would require.

**The Chair:** Thank you very much. Now we will move on to the second round.

**Senator Marshall:** My question is for Mr. Recker. It's a follow up to Senator Smith's question about the COVID-19 biweekly reports. We are not through the pandemic yet. Is it the intent of the Department of Finance to start providing those reports again? Before you answer, I would like to say that those reports were very helpful. When the Department of Finance discontinued them, it left a big gap. We couldn't understand why they were discontinued, but there was an article in the media a while ago that indicated there were some political staffers. They said in the PMO and another minister's office that they didn't want to provide too much information to people because it would raise questions. I wanted to make you aware of that before you answer.

La recommandation du ministre des Finances est requise pour ce plan d'entreprise, comme c'est le cas pour un certain nombre d'autres plans d'entreprise importants, en particulier en ce qui concerne l'institution financière, la société d'État financière. Il y a donc cet élément concernant le rôle du ministre des Finances.

Sinon, notre relation est celle dont j'ai parlé précédemment, à savoir être le trésorier des services administratifs et aider la BIC à répondre à ses besoins en matière de trésorerie au moyen de prélèvements qui sont gérés par la Direction des services ministériels du ministère des Finances.

**Le président :** Et lorsque nous regardons l'ampleur du déficit du Canada en matière d'infrastructure publique, pouvez-vous informer le comité à ce sujet?

**Mme Dancey :** Il s'agit d'une question très importante, et, bien entendu, les fonctionnaires l'étudient, je pense, à tous les échelons de gouvernement. Cela dépasse mon domaine d'expertise immédiat. C'est probablement une question qu'il serait préférable de poser à Infrastructure Canada. Cependant, cela étant dit, nous serions heureux de consulter nos collègues, de faire connaître votre intérêt et de tenter de faire un suivi.

**Le président :** Madame Bess, qui pourrait répondre à cette question?

**Mme Bess :** Mme Dancey m'aiderait à coordonner tout cela; je m'en remets donc à elle pour fixer un échéancier. Je ne suis pas certaine de quoi il aurait l'air.

**Le président :** Quel serait l'échéancier, étant donné que nous avons l'intention de déposer notre rapport en mars?

**Mme Dancey :** Je pense qu'il serait préférable que je fasse un suivi auprès de mes homologues d'Infrastructure Canada et que nous puissions faire un suivi auprès de la greffière. Je ne veux pas parler en leur nom à propos du temps qu'il faudra pour cela.

**Le président :** Merci beaucoup. Nous allons maintenant passer au deuxième tour.

**La sénatrice Marshall :** Ma question s'adresse à M. Recker. Elle fait suite à la question du sénateur Smith concernant les rapports hebdomadaires sur la COVID-19. Nous ne sommes pas encore sortis de la pandémie. Le ministère des Finances a-t-il l'intention de recommencer à fournir ces rapports? Avant que vous ne répondiez, je voudrais dire que ces rapports ont été très utiles. Lorsque le ministère des Finances a cessé de les produire, cela a fait une grande différence. Nous ne pouvions pas comprendre pourquoi ils ont cessé d'être produits, mais selon un article paru dans les médias il y a quelque temps, des membres du personnel politique auraient dit, dans le Cabinet du premier ministre et dans un autre cabinet de ministre, qu'ils ne voulaient pas donner trop d'information aux gens parce que cela soulèverait des questions. Je voulais vous en informer avant que vous ne répondiez.

We have asked the President of the Treasury Board, the Minister of Finance and the Leader of the Government in the Senate. We have included a recommendation in two National Finance Committee reports all asking for that report to be reinstated.

With that background, Mr. Recker, is there a possibility we could start getting those reports again on a biweekly basis?

**Mr. Recker:** We currently don't have a plan to restart those reports. Those were a massive undertaking for the department, actually. It took a large amount of effort to provide them.

Since that time, we have had the Fall Economic Statement, which had a tremendous amount of detail of all of the planned COVID spending measures that the government has put in this year. The vast majority are in place at this point. For the federal Department of Finance, planned spending is where we dedicate most of our resources. We have those and that's in place.

From a reporting standpoint, typically we report *The Fiscal Monitor*.

**Senator Marshall:** Could you bring back to your minister that of all the reports produced by government that nobody reads, the COVID-19 biweekly reports were actually read by a lot of people — it was very enjoyable reading — and I would like to have them reinstated. Thank you very much.

**Mr. Recker:** Thank you. I take that as a tremendous compliment, and the folks who worked hard on that would as well. I'll take that back for sure.

**Senator Marshall:** Thank you.

**Senator Richards:** Ms. Bess, I don't think I will need your answer, because I didn't realize that Indigenous Services Canada will appear on Monday. I will ask the same question about the supplemental and get an answer from them. Thank you very much anyway.

**Senator Loffreda:** Infrastructure is important to our relaunch for the economy going forward, especially after the pandemic. My question is about the Canada Infrastructure Bank.

Although there has been a lot of discussion about the Canada Infrastructure Bank, when I look at their website, it states that they are currently participating in 13 projects, including REM and Contrecoeur Port Terminal in Montreal. Beyond these 13 projects, is Finance in a position to provide our committee with

Nous avons posé la question au président du Conseil du Trésor, à la ministre des Finances et au leader du gouvernement au Sénat. Nous avons inclus dans deux rapports du Comité des finances nationales une recommandation qui demande le rétablissement de ce rapport.

Dans ce contexte, monsieur Recker, est-il possible que nous puissions recommencer à recevoir ces rapports toutes les deux semaines?

**M. Recker :** Nous ne prévoyons actuellement pas de relancer ces rapports. En fait, c'était une entreprise de grande envergure pour le ministère. Il a fallu beaucoup d'efforts pour les fournir.

Depuis lors, nous avons eu l'Énoncé économique de l'automne, qui contenait beaucoup de détails sur toutes les mesures de dépenses prévues relatives à la COVID que le gouvernement a adoptées cette année. La grande majorité de ces mesures sont déjà en place. Pour le ministère fédéral des Finances, les dépenses prévues sont celles auxquelles nous consacrons la plupart de nos ressources. Nous les avons, et elles sont en place.

Du point de vue des rapports, nous publions généralement *La revue financière*.

**La sénatrice Marshall :** Pourriez-vous rappeler à votre ministre que, parmi tous les rapports produits par le gouvernement que personne ne lit, les rapports bihebdomadaires sur la COVID-19 ont en fait été lus par beaucoup de gens — c'était une lecture très agréable —, et je voudrais qu'ils soient rétablis. Merci beaucoup.

**M. Recker :** Je vous remercie. Je prends cela comme un très beau compliment, et les personnes qui ont travaillé fort sur ces rapports le prendraient également comme cela. Je leur transmettrai vos commentaires, c'est certain.

**La sénatrice Marshall :** Je vous remercie.

**Le sénateur Richards :** Madame Bess, je ne pense pas que j'aurai besoin de votre réponse, car je n'avais pas réalisé que Services aux Autochtones Canada comparaitra lundi. Je poserai la même question concernant les demandes supplémentaires et j'obtiendrai une réponse de leur part. Merci beaucoup, tout de même.

**Le sénateur Loffreda :** L'infrastructure est importante pour la relance de notre économie, surtout après la pandémie. Ma question concerne la Banque de l'infrastructure du Canada.

Bien qu'on ait beaucoup parlé de la Banque de l'infrastructure du Canada, lorsque je consulte son site Web, il est indiqué qu'elle participe actuellement à 13 projets, dont le REM et le terminal portuaire de Contrecoeur à Montréal. Au-delà de ces 13 projets, le ministère des Finances est-il en mesure de fournir

a list of applications that the bank has received thus far? How many applications have been refused? Are there any in process that have been refused? How many are currently under review?

I read that last fall, the Canada Infrastructure Bank underwent a policy change eliminating the requirement for the bank to secure approval directly from the Department of Finance Canada, as we discussed. Does the bank have the freedom and independence to approve and reject projects without any political interference from the government to ascertain they're being done for economic reasons, not for political reasons, and for the good of our relaunch and our economy?

**Ms. Bess:** Thank you for the question, senator. I think Ms. Dancy is willing to respond to that question.

**Ms. Dancy:** I'll address what I can from that question. I certainly understand the interest of senators in the Canada Infrastructure Bank.

The bank representatives themselves would be best placed to speak to their day-to-day operations. It is beyond the purview of the Finance Department. I wouldn't have access to the type of information you have asked about in terms of projects received and acceptance rates. That would be for the CIB.

I can speak at a high level and without prejudice to the leadership of Infrastructure Canada as the portfolio department. In general, the Crown corporation has the ability to act within its legislated mandate and according to its investment policies established by its board and the authorities that are provided by the Treasury Board through that corporate planning process. While the bank has been evolving in the past three to four years, it is coming into stride. As you've noted, it has 13 projects it's currently involved in, as well as an ambitious growth plan that was announced last fall. It operates with independence with respect to the selection of projects but is bound by its legal mandate and authorities from the Treasury Board.

**Senator Loffreda:** Thank you.

**The Chair:** Honourable senators, this concludes the time we have for the panel from the Department of Finance.

Ms. Bess and your officials, thank you very much. I think you have noticed that we all have a common denominator, which is transparency, accountability, predictability and reliability

à notre comité une liste des demandes que la banque a reçues jusqu'à présent? Combien de demandes ont été refusées? Y a-t-il des projets en cours qui ont été refusés? Combien font actuellement l'objet d'un examen?

J'ai lu que, l'automne dernier, la Banque de l'infrastructure du Canada a subi un changement de politique éliminant l'obligation de cesser d'obtenir l'approbation directement du ministère des Finances du Canada, comme nous en avons discuté. La banque a-t-elle la liberté et l'indépendance voulues pour approuver et rejeter des projets sans aucune ingérence politique du gouvernement afin de garantir qu'ils sont réalisés pour des raisons économiques, et non politiques, et pour le bien de notre relance et de notre économie?

**Mme Bess :** Je vous remercie de votre question, sénateur. Je pense que Mme Dancy est prête à répondre à cette question.

**Mme Dancy :** Je répondrai du mieux que je peux à cette question. Je comprends tout à fait l'intérêt des sénateurs pour la Banque de l'infrastructure du Canada.

Les représentants de la banque eux-mêmes seraient les mieux placés pour parler de leurs activités quotidiennes. Cela va au-delà du ressort du ministère des Finances. Je n'aurais pas accès au type d'information que vous avez demandée en ce qui concerne les projets reçus et les taux d'acceptation. La BIC pourrait les fournir.

Je peux parler de façon générale et sous toutes réserves de la direction d'Infrastructure Canada en tant que ministère du portefeuille. En général, la société d'État a la capacité d'agir dans le cadre de son mandat législatif et conformément à ses politiques d'investissement établies par son conseil d'administration et aux pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil du Trésor dans le cadre de ce processus de planification des activités. Bien que la banque ait évolué au cours des trois ou quatre dernières années, elle commence à prendre ses ailes. Comme vous l'avez souligné, elle a 13 projets en cours, ainsi qu'un plan de croissance ambitieux qui a été annoncé l'automne dernier. Elle fonctionne en toute indépendance en ce qui concerne la sélection des projets, mais elle est liée par son mandat légal et les pouvoirs qui lui sont conférés par le Conseil du Trésor.

**Le sénateur Loffreda :** Je vous remercie.

**Le président :** Honorables sénateurs, c'est tout le temps dont nous disposons pour le groupe d'experts du ministère des Finances.

Madame Bess, ainsi qu'à vos fonctionnaires, merci beaucoup. Je pense que vous avez remarqué que nous avons tous un dénominateur commun, qui est la transparence, la responsabilité,

for Canadians. If you could please follow up as soon as possible, through the clerk of the committee, on questions that were asked. Thank you very much for your professionalism.

Honourable senators, our next meeting will be on Monday, March 1, at 1 p.m. EST. That said, on behalf of all senators, I would like to take this opportunity to thank the clerk, the analysts and all the support staff that permit us to do our job as senators. It is highly appreciated.

(The committee adjourned.)

la prévisibilité et la fiabilité pour les Canadiens. Si possible, veuillez donner suite dès que possible, par l'entremise de la greffière du comité, aux questions qui ont été posées. Merci beaucoup de votre professionnalisme.

Honorables sénateurs, notre prochaine réunion aura lieu le lundi 1<sup>er</sup> mars, à 13 heures, heure de l'Est. Cela dit, au nom de tous les sénateurs, j'aimerais profiter de l'occasion pour remercier la greffière, les analystes et tout le personnel de soutien qui nous permettent de faire notre travail de sénateurs. C'est grandement apprécié.

(La séance est levée.)

---